



Confus
DE CANARD

L'ENFANCE N'EST PAS À VENDRE

P2

Élections
législatives

Le PAM aspire, le RNI expire?



Fouzi Lekjaa salué par la coordinatrice du PAM Fatima-Zahra Mansouri lors de sa première participation au Conseil national du parti.

P12

Enquête

Pegasus saison II



DANS LES COULISSES D'UN THÉÂTRE D'OMBRE...

P9

Revolut au Maroc

Pourquoi Jouahri joue la carte de la prudence

P14



Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Dans ce numéro



Mort suspecte de Fakir
à Bologne

Les images de la honte

P8



Un acte ignoble qui exhale les relents du racisme et de la haine.

La France interdit les réseaux sociaux aux moins de 15 ans..





Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

L'ENFANCE N'EST PAS À VENDRE

Alors que la France d'Emmanuel Macron vient d'interdire officiellement l'accès des moins de 15 ans aux réseaux sociaux, le Maroc semble évoluer à contre-courant en raison notamment d'une dérive préoccupante qui pose avec acuité la question de la protection de l'enfance à l'ère des réseaux sociaux. Non seulement un tel débat peine à émerger, mais de plus en plus de mamans « créatrices de contenu » n'hésitent pas à utiliser leurs propres enfants à des fins publicitaires. L'enfance est-elle en train de devenir un business lucratif? À voir certaines influenceuses marocaines transformer leurs propres enfants en vitrines publicitaires, la question mérite sérieusement d'être posée. Sur les réseaux sociaux, certains gamins n'ont en effet plus le temps d'être des gamins : ils sont devenus à leur insu des ambassadeurs de tout et n'importe quoi avant même de savoir lire ou écrire! Plus qu'un phénomène de mode, c'est désormais un véritable business sans scrupules qui s'installe et se banalise chez bien des rabatteuses de marques, prêtes à monétiser le moindre instant du quotidien familial. Petit-déjeuner, sortie au zoo, anniversaire, vacances, rentrée scolaire ou simple promenade : Le moindre instant du quotidien est recyclé en réclame, converti en opportunité marchande et prétexte à rentrer de l'argent... Une pâte à tartiner aujourd'hui, une boisson gazeuse demain, des vêtements le week-end, un fast-food la semaine suivante, avant d'enchaîner avec un zoo, un hôtel, restaurant ou marque de cosmétiques. L'enfant, souvent trop petit pour comprendre ce qui se joue, devient malgré lui le principal argument marketing. Le plus préoccupant n'est pas que ces commerçantes de l'intime gagnent leur vie grâce à la publicité. C'est leur droit. Le problème réside dans la disparition progressive de la frontière entre vie familiale et communication commerciale. Le sourire spontané d'un enfant se transforme en outil de vente, son image en support publicitaire et son quotidien en vitrine permanente. À cet âge, un enfant ne consent pas à voir son visage diffusé auprès de centaines de milliers, parfois de millions d'internautes. Il ne mesure ni les conséquences de cette surexposition numérique ni les traces

qu'elle laissera pour le reste de sa vie. Pourtant, son image est exploitée pour vendre des produits dont certains sont loin de promouvoir un mode de vie équilibré : boissons sucrées, produits ultra-transformés ou restauration rapide côtoient désormais les jouets, les vêtements et les loisirs. Cette marchandisation de l'enfance soulève une question éthique essentielle : jusqu'où peut-on aller au nom des partenariats commerciaux? Les réseaux sociaux ne devraient-ils pas fixer des garde-fous lorsque les mineurs deviennent les principaux ambassadeurs d'une marque? L'enfance ne se monnaie pas : une dérive à combattre. Aussi le temps est-il venu pour les pouvoirs publics de se saisir de cette question d'importance. Le Maroc gagnerait à se doter d'un cadre juridique encadrant

L'influence est devenue un commerce. Mais être parent est une responsabilité. Entre les deux, une ligne rouge existe et ne devrait jamais être franchie

l'utilisation de l'image des mineurs à des fins commerciales sur les Net. Il ne s'agit pas d'interdire le métier de vendeur d'images, mais de fixer des limites claires lorsque des enfants sont utilisés comme vecteurs publicitaires. Une réglementation pourrait notamment imposer des règles strictes sur la fréquence d'apparition des mineurs, la nature des produits promus – en particulier les aliments ultra-transformés, les boissons sucrées ou tout produit susceptible de nuire à leur santé – ainsi que sur la protection de leur droit à la vie privée. Protéger l'enfance doit primer sur la course aux vues, aux abonnés et aux contrats publicitaires. Les enfants ne sont ni des marques, ni des vitrines commerciales,

encore moins des outils de monétisation. Le Maroc ne pourra pas échapper à ce débat de société. Dans plusieurs pays, les législateurs commencent déjà à encadrer l'activité des « enfants influenceurs », à protéger leur droit à la vie privée et à prévoir que les revenus générés grâce à leur image leur soient en partie réservés. L'influence est devenue un commerce. Mais être parent est une responsabilité. Entre les deux, une ligne rouge existe et ne devrait jamais être franchie: celle qui consiste à transformer l'enfance en argument commercial permanent. Car un contrat publicitaire dure quelques jours, tandis que l'empreinte numérique d'un enfant, elle, peut durer toute une vie. ▀

Trêve estivale

Même les canards les plus turbulents ont parfois besoin de laisser refroidir l'encrier, de changer quelques plumes et de recharger les batteries. Après des mois à courir derrière une actualité plus folle que jamais – où la réalité dépasse souvent la caricature –, Le Canard Libéré suspend provisoirement ses éditions hebdomadaires en PDF pour une parenthèse estivale. Rassurez-vous : il ne s'agit pas d'un départ en retraite, ni d'un ralliement au camp de la pensée unique. Juste une pause pour reprendre notre souffle... avant que l'actualité ne nous le coupe de nouveau. Car nous connaissons nos dirigeants : ils sont parfaitement capables de gâcher les vacances des journalistes. Si un scandale éclot, si une bourde devient virale ou si le monde décide une fois de plus de marcher sur la tête, votre palmipède national reprendra aussitôt son envol sur le web, avec le même bec acéré et les mêmes plumes impertinentes. D'ici là, profitez du soleil, de la mer, de la montagne ou tout simplement d'un bon moment en famille. Déconnectez... autant que possible. L'actualité, elle, ne connaît malheureusement pas les congés payés. Excellentes vacances à toutes et à tous ! ▀



Côté BASSE-COUR



Beurgeois GENTLEMAN

1936, LES PREMIERS CONGÉS PAYÉS DES OUVRIERS FRANÇAIS

En 1936, un vent de réformes sans précédent souffla sur la France. Un moment fondateur de son histoire s'est inscrit dans la mémoire collective du peuple français sous le nom de « Front populaire ». Lorsque la résistance de la classe ouvrière française et l'espoir fou d'une émancipation collective ont conduit à une véritable révolution sociale et culturelle qui a transformé le rapport du pays au travail, aux loisirs et à la vie. Pendant ce temps des premiers congés payés donnés aux ouvriers, le racisme, l'antisémitisme, le fascisme et le nazisme régnaient dans l'Allemagne d'Hitler, l'Italie de Mussolini et l'Espagne de Franco. Une confrontation politique sans précédent va diviser la France en deux camps irréductibles. La moitié des Français voulait passionnément les congés payés et l'autre moitié s'y opposait farouchement. Bref retour sur l'histoire de ces premiers congés alloués par le patronat aux ouvriers, un moment particulier qui a façonné la France d'aujourd'hui. Cette France qui ne s'est pas faite en un jour comme vont essayer de nous la raconter tous les fachos lepénistes, aux portes du pouvoir, aux prochaines élections présidentielles de 2027, avec les soutiens financiers de quelques milliardaires haineux comme il a été longuement expliqué dans les numéros précédents du Canard Libéré (cf. numéros 818 à 845). La France avait été auparavant ravagé par une crise économique sans précédent à cause de la situation internationale qui s'était soudainement dégradée avec la montée des régimes fascistes en Europe. La société française s'était alors fracturée comme jamais auparavant. Cette histoire commence en 1933, tandis que des ouvriers se rendent sur la Tour Eiffel pour remplacer les ampoules d'une immense publicité à la gloire de la célèbre marque automobile Citroën. Entre 1925 et 1934, Citroën écrivait son nom chaque nuit en lettres de feu sur le monument le plus emblématique de la



Plaque de la place Timbaud à Payzac, sa ville natale en Dordogne (24)

30 000 ouvriers. Pire encore, André Citroën, comme beaucoup d'industriels de l'époque, décide d'une baisse arbitraire de 30 % des salaires. Immédiatement, la colère gronde dans les ateliers et les ouvriers décident d'agir. Mais André Citroën reste inflexible. Le génial inventeur de la traction avant, n'hésite pas un instant à licencier massivement les grévistes, à évincer les meneurs du mouvement et à faire appel aux forces de l'ordre pour interdire toute manifestation dans son usine. Car pour André Citroën, il n'est pas question de tolérer une action syndicale dans son entreprise. Et les ouvriers ne peuvent alors compter que sur l'aide clandestine de militants syndicaux chevaleresques. À l'instar du syndicaliste du périgourdin Jean-Pierre Thimbault. Né en Dordogne, c'est un des fondateurs de la CGT (Confédération Générale du Travail). Il a été emprisonné par Pétain et mort fusillé en 1941 par l'occupant allemand. ▶

capitale parisienne. Et en 1933, c'est dans l'immense usine qu'André Citroën a construit le long de la Seine, à Javel, qu'un conflit social, sans doute prémonitoire, va se déployer. Alors que la France est durement frappée par la terrible crise économique née aux États-Unis en 1929, qui fragilise son temple du taylorisme et de la rationalisation et du travail à la chaîne, qu'André Citroën n'hésite pas à accélérer le rythme de ses

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Rapport 2025 de Bank Al-Maghrib Des indicateurs au vert, des défis toujours majeurs

Le Roi Mohammed VI, accompagné du Prince Héritier Moulay El Hassan, a reçu lundi 20 juillet au Palais Royal de Tétouan le wali de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri, venu présenter le rapport annuel de la Banque centrale. A cette occasion, Abdellatif Jouahri a dressé le bilan d'une année 2025 marquée par une consolidation de la reprise économique. Malgré un contexte international toujours incertain, le Maroc a enregistré une croissance de 4,9 %, portée principalement par l'investissement, tandis que l'inflation est restée maîtrisée à 0,8 %.

Le wali de la Banque centrale a également souligné les progrès réalisés en matière de finances publiques, avec un déficit budgétaire ramené à 3,5 % du PIB, ainsi que la solidité des équilibres extérieurs, soutenus par les recettes touristiques, les transferts des Marocains résidant à l'étranger, les exportations de phosphates et l'industrie aéronautique. Les réserves de change ont atteint 443 milliards de dirhams, représentant près de cinq mois et demi d'importations.

Sur le plan monétaire, Bank Al-Maghrib a poursuivi une politique accommodante en maintenant son taux directeur à 2,25 %, tout en renforçant le financement de l'économie, notamment au profit des très petites entreprises. Si la croissance a favorisé la création d'emplois, Abdellatif Jouahri a



M. Jouahri remettant au souverain une pièce commémorative en or massif.

reconnu qu'elle demeure insuffisante pour faire reculer significativement un chômage toujours élevé, à 13 %. Selon lui, le principal défi consiste désormais à transformer les bonnes performances macroéconomiques en améliorations concrètes du niveau de vie des citoyens. Le gouverneur a ainsi insisté sur la nécessité de renforcer les retombées de l'investissement, d'accélérer les réformes structurelles, d'impliquer davantage le secteur privé et de mieux cibler les politiques sociales afin de réduire les inégalités. Il a rappelé, à cet égard, le message du discours du Trône de 2025, dans lequel le Roi Mohammed VI affirmait qu'« il n'y a de place, ni aujourd'hui ni demain, pour un Maroc avançant à deux vitesses ». Abdellatif Jouahri a également appelé à poursuivre plusieurs chantiers stratégiques, notamment la constitution de réserves nationales de produits essentiels, l'accélération de la transition énergétique, une meilleure gouvernance des ressources en eau, la réforme des retraites, la maîtrise des dépenses publiques ainsi que le renforcement de la régionalisation avancée pour réduire les disparités territoriales. À l'issue de cette audience, le wali de Bank Al-Maghrib a remis au Souverain le rapport annuel de la Banque centrale au titre de l'exercice 2025, ainsi qu'une pièce commémorative en or massif frappée à l'occasion du premier anniversaire de l'« Aïd al-Wahda ». ▶

Côté BASSE-COUR



Maroc Telecom

La data et l'Afrique tirent la croissance au premier semestre

Malgré diverses contraintes, Maroc Telecom signe un premier semestre 2026 en fanfare. Le groupe affiche un chiffre d'affaires consolidé de 19 milliards de dirhams, en hausse de 5,4 %, porté à la fois par la résilience du marché marocain (+2,2 %) et, surtout, par le dynamisme offensif de ses filiales Moov Africa, dont les revenus s'envolent de 7,5 %. La révolution des usages numériques continue de transformer la matrice du groupe. Au Maroc, la Data mobile bondit de 20,2 %, tandis que la Data fixe progresse de 12,3 %, dopée par une progression spectaculaire de 30 % du parc FTTH. Ce basculement vers le Très Haut Débit redessine les équilibres : les activités fixes accélèrent à +4,5 %, là où le mobile marque le pas (+1,4 %).



Maroc Telecom maintient un rythme d'investissement soutenu, avec des capex de 3,42 milliards de DH.

Une rentabilité solide

Sur le plan opérationnel, la maîtrise des coûts reste une marque de fabrique. L'EBITDA atteint 9,54 milliards de dirhams (+5,1 %), pour une marge confortable de 50,2 %. Le parc client franchit quant à lui le cap des 77 millions d'abonnés, en hausse de 2,9 % sur un an. Côté résultat net part du groupe, les 2,48 milliards de dirhams affichent un repli en apparence trompeur. Dans les faits, cette baisse s'explique uniquement par la disparition de l'effet exceptionnel lié à l'accord avec Wana Corporate. Hors cet élément non récurrent, le bénéfice net s'inscrit en réalité en progression de 8,1 %, une preuve éclatante de la vigueur sous-jacente des fondamentaux.

Moov Africa, le relais de croissance incontesté

À l'international, la galaxie Moov Africa monte en régime. La croissance de 7,5 % de son chiffre d'affaires est portée par des segments à forte valeur ajoutée : la Data mobile progresse de 12,5 % et le Mobile Money s'adjuge une hausse de 18,2 %. L'EBITDA des filiales suit la même trajectoire ascendante (+8,7 %), avec une marge opérationnelle en nette amélioration.

Investissements d'avenir

Pour soutenir cette dynamique, Maroc Telecom maintient un rythme d'investissement soutenu, avec des capex de 3,42 milliards de dirhams, représentant 17,6 % du chiffre d'affaires, prioritairement fléchés vers les réseaux fixes et mobiles Très Haut Débit. Le cash-flow opérationnel s'élève à 4,61 milliards (+3,9 %), permettant de financer la croissance tout en conservant une structure bilantaire très saine, matérialisée par un ratio dette nette/EBITDA contenu à 0,9 fois. Fort de ces indicateurs, l'opérateur historique confirme ses objectifs annuels, misant sur une nouvelle progression du chiffre d'affaires et de l'EBITDA, tout en poursuivant sans relâche sa stratégie d'infrastructures et l'exploitation des nouveaux relais de croissance sur le continent africain.



Le business est dans le pré

La FIFA vend la pelouse de la finale

Après avoir saigné les supporters avec des maillots en polyester dignes de survêtements de chantier, des ballons qui se dégonflent plus vite que l'enthousiasme des arbitres, et des places de stade au prix d'une mise de fonds pour un studio, la FIFA vient de toucher le fond (ou le sommet du génie mercantile) : elle bradait de la pelouse. Oui, oui, oui. De la verdure ayant servi de paillason à des millionnaires en crampons. Comptez 450 dollars pour une simple racine, et jusqu'à plusieurs milliers pour une touffe ayant peut-être croisé le regard fuyant de Cristiano Ronaldo! Cette initiative est soit une dinguerie marketing, soit une insulte éclatante au bon sens. Mais vu l'appétit vorace des collectionneurs, la FIFA s'en tamponne : l'argent sent aussi bon que le terreau fraîchement coupé. Finis, les souvenirs immatériels : les frissons, les larmes, les cris, les chants et l'odeur de hot-dog. Place au patrimoine végétal sous vide. Dans les salons branchés, on pourra bientôt frimer devant le vase en cristal : — « Cette touffe, elle a vu Martinez parer un penalty en prolongation. » — « Ah ouais ? Et elle demande beaucoup d'eau ? » — « Non, à 450 balles le brin, je l'arrose au champagne et je la lustre à la brosse à dents. » À ce rythme, la FIFA va breveter l'air du stade. Demain, dans leur boutique officielle : une fiole de sueur de l'arbitre (édition "match polémique") ; un sachet de terre du rond central, avec traces authentifiées de crachat de sélectionneur ; le chewing-gum usagé de Kylian Mbappé, présenté sous globe ; ou encore les gouttes de pluie tombées pendant le but de la gagne, certifiées par huissier ou encore un certificat garantissant que cette touffe d'herbe a été piétinée par Lionel Messi, évitée de justesse par Lamine Yamal ou contemplée tendrement par le grand Bounou... Finalement, cette opération résume parfaitement le football du XXI^e siècle : autrefois, on repartait du stade avec des souvenirs plein la tête. Aujourd'hui, on peut repartir avec un morceau de la pelouse... à condition que la carte bancaire tienne le coup. Le plus beau transfert du moment, c'est celui du gazon vers votre salon... Une seule question subsiste, vertigineuse : après avoir vendu le gazon, les filets (déjà embarqués par les Espagnols), et bientôt les rampeaux de corner, que restera-t-il pour la prochaine Coupe du monde 2030 qui se joue au Maroc, en Espagne et Portugal ? Le vide intersidéral du stade ? Le silence assourdissant du coup de sifflet final ? La FIFA va finir par vendre le trou du terrain au poids, avec certificat d'authenticité et une petite photo de l'herbe d'avant. Parce que, dans le football moderne, même le néant a un prix.





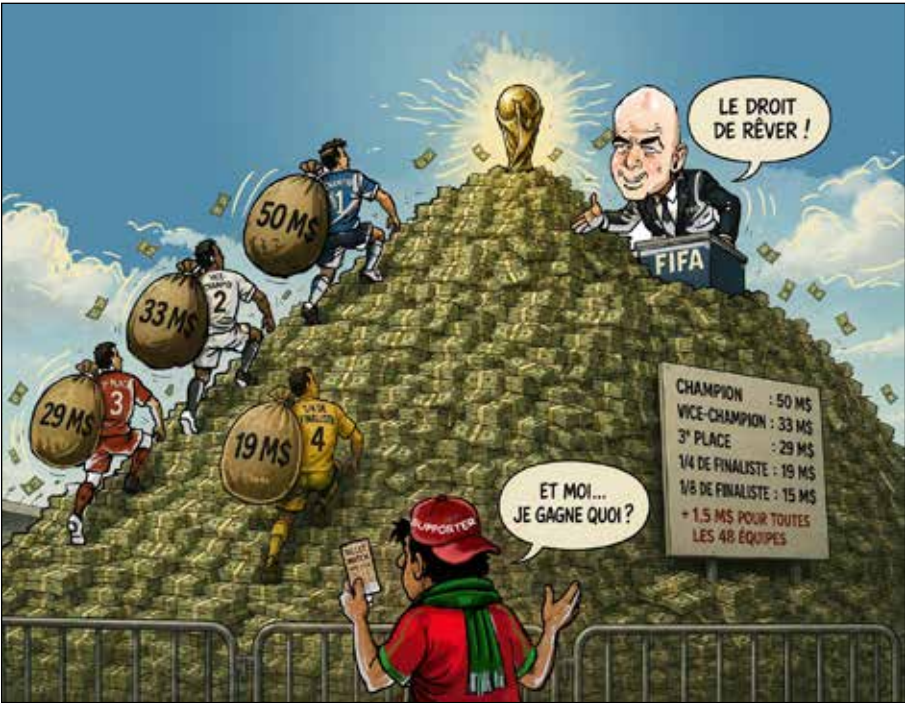
Côté BASSE-COUR



Coupe du monde Le vrai trophée s'appelle le jackpot

RACHID WAHBI

L'édition 2026 ne se distinguera pas uniquement par son format élargi à 48 sélections. Elle entrera aussi dans l'histoire par ses retombées financières exceptionnelles. Soucieuse de redistribuer une part croissante de ses revenus, la Fifa a porté l'enveloppe globale destinée aux fédérations participantes à 727 millions de dollars, un montant sans précédent. Cette manne se décompose en deux parties : un fonds de récompenses de 655 millions complété par une indemnité forfaitaire de 1,5 million accordée à chacune des 48 équipes qualifiées pour couvrir leurs frais de préparation. La hiérarchie des gains promet des montants vertigineux. Le sacre mondial rapportera 51,5 M\$ au vainqueur (50 M\$ + prime de préparation), tandis que le finaliste repartira avec 34,5 millions. Sur le podium, le troisième et le quatrième hériteront respectivement de 30,5 M et 28,5 M. Les parcours s'arrêtant en quarts



de finale sont récompensés par 20,5 M, et ceux en huitièmes par 16,5 M\$. Une fraction de ces sommes – en général, de

l'ordre de 30 % – est traditionnellement répartie entre les joueurs et l'encadrement, selon des négociations menées en

amont avec chaque instance nationale. Cette augmentation spectaculaire est le reflet direct de la croissance exponentielle des ressources de la Coupe du monde, portée par les droits audiovisuels, le sponsoring et l'hospitalité. Au-delà du spectacle, ces primes constituent un levier de développement essentiel pour les fédérations, leur permettant d'investir dans les infrastructures, la formation des jeunes et les centres techniques. Portée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, cette édition 2026 s'affirme ainsi comme la plus richement dotée de tous les temps, conjuguant performance sportive et puissance économique. Avec des sommes pareilles, même les éliminés dès le premier tour repartiront avec de quoi s'offrir une petite île déserte. Et si jamais le ballon ne veut pas rentrer, au moins, le compte en banque, lui, fait mouche à tous les coups. Pour les fédérations, c'est une bouffée d'oxygène ; pour nous, simples spectateurs, c'est l'occasion de se convaincre qu'on s'est peut-être trompé de carrière.►



DANS LE SPORT, LE CORPS ET L'ESPRIT FONT ÉQUIPE POUR NOTRE BIEN-ÊTRE



LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS

FAIRE GAGNER LE SPORT



Côté BASSE-COUR



Passeport biométrique

Le Maroc change d'ère

Le passeport national s'apprête à entrer dans une nouvelle ère. Dix-huit ans après l'introduction du premier passeport biométrique, le Maroc déploiera progressivement, à partir d'août 2026, une nouvelle génération de documents de voyage intégrant des technologies de sécurité plus avancées et un design entièrement repensé. Cette réforme, adoptée en Conseil de gouvernement, s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration et de lutte contre la fraude documentaire.

Une sécurité renforcée

Le principal objectif de cette nouvelle génération de passeports est de mieux protéger le document contre les risques de falsification, de contrefaçon et d'usurpation d'identité. Le nouveau passeport conservera sa puce électronique, véritable coffre-fort numérique contenant les données biométriques du titulaire, mais il intégrera de nouveaux dispositifs de sécurité physiques et numériques conformes aux standards internationaux les plus récents. (Hespress France)

Les autorités souhaitent ainsi maintenir un

haut niveau de fiabilité du passeport marocain, alors que les documents de voyage font l'objet de techniques de fraude de plus en plus sophistiquées. Au-delà de l'aspect sécuritaire, le nouveau passeport ambitionne également de refléter davantage l'identité nationale. Son graphisme mettra en valeur les différentes composantes culturelles, historiques, architecturales et civilisationnelles du Royaume.

Autre nouveauté importante : la présence de quatre langues sur le document officiel. Aux côtés de l'arabe, du français et de l'anglais figurera désormais l'amazighe, conformément au statut de langue officielle consacré par la Constitution. Le nouveau modèle conservera la forme classique d'un livret avec une page de données personnelles, une page de signature manuscrite et une puce électronique.

Plusieurs changements apparaîtront toutefois : suppression de l'adresse du titulaire sur la page des données ; intégration d'une photographie sécurisée supplémentaire sur la page de signature ; enrichissement des informations enregistrées dans la puce électronique et renforcement des éléments graphiques destinés à compliquer toute tentative de reproduction frauduleuse.

Le nouveau modèle sera délivré progressive-



Plus sécurisé, plus moderne et davantage ancré dans l'identité nationale.

ment dans les préfectures, les provinces, les ambassades et les consulats du Royaume avant une généralisation prévue au cours du mois d'août 2026. Les modalités techniques de délivrance seront précisées par un arrêté conjoint des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères. En modernisant son passeport biométrique, le Maroc poursuit sa politique de transformation numérique de l'administration tout en consolidant la sécurité de ses documents officiels. Cette évolution accompagne également les ambitions

du Royaume à l'approche des grands rendez-vous internationaux, notamment la Coupe du monde 2030, où la fluidité des déplacements et la fiabilité des documents d'identité constitueront des enjeux majeurs.

Plus sécurisé, plus moderne et davantage ancré dans l'identité nationale, le nouveau passeport biométrique traduit ainsi la volonté du Royaume de conjuguer innovation technologique, protection des citoyens et rayonnement international. ▶

Le laboratoire officiel amorce sa transformation

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi 16 juillet le projet de loi n° 03.26 portant transformation du Laboratoire officiel des analyses et recherches chimiques (LOARC) de Casablanca en société anonyme. Le texte, présenté par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi-cadre n° 50.21 relative à la réforme des établissements et entreprises publics.

À l'issue de la réunion hebdomadaire du gouvernement, le ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas, a précisé que cette transformation vise à adapter le statut juridique de cet établissement aux nouvelles orientations de la réforme du secteur public et à lui offrir davantage de souplesse dans sa gestion et son développement. L'annonce a toutefois surpris de nombreux employés et cadres du laboratoire, qui ne s'attendaient pas à une telle évolution. Plusieurs d'entre eux estiment que leur établissement avait été progressivement relégué au second plan par les pouvoirs publics depuis de nombreuses années, souffrant d'un manque d'investissements et d'une absence de véritable stratégie de modernisation.

En fait, LOARC était dans le viseur de l'Agence nationale de gestion des



Les bâtiments portent les stigmates du temps: locaux vieillissants, infrastructures dégradées.

participations de l'État qui a mené depuis deux ans les études de positionnement stratégique visant la transformation du statut juridique de cette entité. Il s'agit, en effet, de délimiter son champ d'intervention et ses relations avec son écosystème. Peu connu du grand public, l'établissement est au cœur du dispositif de contrôle sanitaire des produits alimentaires aux côtés de l'ONSSA et autres entités. Le laboratoire est implanté sur un site stratégique, en plein cœur de Casablanca, à proximité du boulevard Mohammed V. Malgré cet emplacement privilégié, les bâtiments portent les stigmates du temps: locaux vieillissants, infrastructures dégradées et équipe-

ments nécessitant, selon plusieurs observateurs, une profonde remise à niveau. Pour une partie du personnel, cette transformation en société anonyme pourrait constituer une opportunité de redonner un nouvel élan à cette institution historique, à condition qu'elle s'accompagne d'investissements conséquents, d'une modernisation des équipements et d'une valorisation des compétences humaines qui y exercent depuis de longues années. Reste désormais à savoir si ce changement de statut se limitera à une évolution juridique ou s'il marquera le véritable renouveau d'un laboratoire qui reste une référence nationale en matière d'analyses et d'expertises chimiques. ▶

La voie express Tiznit Dakhla baptisée « President Donald J. Trump Highway »

Trump a désormais sa route au Maroc

Le Maroc a décidé de baptiser la voie express reliant Tiznit à Dakhla, longue de 1.055 kilomètres, « President Donald J. Trump Highway ». L'annonce a été faite par Donald Trump lui-même sur son réseau Truth Social, où il a remercié Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour cet « immense honneur » et exprimé son souhait d'emprunter prochainement cette route. Cette dénomination fait écho à la décision historique prise par Donald Trump en décembre 2020 de reconnaître la souveraineté du Maroc sur son Sahara, un tournant



Cette dénomination fait écho à la décision historique prise par Trump de reconnaître la souveraineté du Maroc sur son Sahara.

majeur dans les relations entre Rabat et Washington. Réalisée pour un investissement d'environ un milliard de dollars, cette voie express est l'un des plus importants projets routiers du Royaume. Elle contribue au désenclavement des provinces du Sud, facilite les échanges et accompagne le développement du port Dakhla Atlantique ainsi que la stratégie d'ouverture du Maroc vers l'Afrique, notamment à travers l'Initiative Atlantique. Au-delà de sa dimension symbolique, ce choix souligne la solidité des relations historiques entre le Maroc et les États-Unis, qui remontent à plus de deux siècles, tout en associant une infrastructure stratégique à une étape essentielle du partenariat entre les deux pays.. ▶



Côté BASSE-COUR



Zoo de Rabat Le diagnostic sans concession d'un militant espagnol

Une simple vidéo tournée par un militant espagnol de la cause animale a suffi à remettre le Jardin zoologique de Rabat sous le feu des projecteurs. Loin d'être un simple réquisitoire, son travail s'apparente à un véritable diagnostic de terrain, gratuit mais potentiellement salutaire, qui met en lumière les forces du parc autant que ses fragilités. Images à l'appui, le créateur de contenu Mario Xtrauss pointe plusieurs situations qu'il juge préoccupantes. Il s'interroge sur l'état de santé de certains pensionnaires, notamment un éléphant et un chimpanzé qu'il estime visiblement amaigris, relève des comportements pouvant traduire une forme de détresse chez certains animaux et dénonce des bassins insuffisamment entretenus ainsi que des enclos qu'il considère trop minéraux ou pauvres en stimulation. Son constat dépasse toutefois les seuls cas individuels. Le militant questionne le décalage entre les ambitions affichées du zoo en matière de conservation de la biodiversité et la réalité observée sur le terrain. Selon lui, la mission de préservation des espèces, pourtant au cœur de l'identité du parc, gagnerait à être davantage accompagnée d'une amélioration continue des conditions de vie et du bien-être des animaux. La vidéo ne se résume pourtant pas à

une succession de critiques. Mario Xtrauss souligne également plusieurs réussites du Jardin zoologique de Rabat. Il salue notamment la qualité de certains espaces consacrés aux reptiles, les installations des tortues radiées, ainsi que l'enclos des macaques de



Le militant espagnol Mario Xtrauss devant l'entrée du zoo.

Barbarie, qu'il juge bien conçu et favorable à l'expression des comportements naturels des animaux. Ces exemples démontrent, selon lui, que le parc dispose du savoir-faire nécessaire lorsque les moyens et les choix d'aménagement sont au rendez-vous. Le principal enseignement de cette visite réside précisé-

ment dans ce contraste : d'un côté, des installations modernes et adaptées ; de l'autre, des espaces qui semblent avoir souffert d'un manque d'entretien, d'enrichissement ou de suivi. Le militant insiste notamment sur la nécessité de développer des activités de stimulation pour plusieurs espèces, en particulier les primates et les oiseaux, afin de lutter contre l'ennui et les comportements liés à la captivité. Devenue virale, cette vidéo agit finalement comme un signal d'alerte plutôt que comme une attaque contre l'institution. Elle fait écho aux observations de nombreux visiteurs qui évoquent depuis plusieurs années une dégradation progressive du parc, tant au niveau des infrastructures que de la diversité animale. Parce qu'il émane d'un observateur extérieur, indépendant et engagé dans la défense du bien-être animal, ce diagnostic constitue une occasion de procéder à une évaluation approfondie de la situation. Plus qu'une polémique, il peut servir de levier pour engager les corrections nécessaires et permettre au Jardin zoologique de Rabat de retrouver le niveau d'excellence et le rayonnement auxquels il aspire, notamment dans sa mission de conservation d'espèces emblématiques comme le lion de l'Atlas. ▀

Zoo de Rabat

Les animaux paient l'addition

Treize ans après son inauguration et plusieurs centaines de millions de dirhams engloutis, le Zoo de Rabat est devenu le parfait exemple d'un projet où la communication a prospéré pendant que les infrastructures dépérissaient et les animaux mal nourris. Il aura fallu qu'un youtubeur espagnol expose des enclos délabrés, des bassins insalubres et des bêtes évoluant au milieu des déchets pour faire voler en éclats le vernis officiel. Cette débâcle engage directement la responsabilité de la direction générale du zoo, incapable d'assurer les missions élémentaires de l'établissement, mais aussi celle du ministère de l'Agriculture, sa tutelle, dont les contrôles, audits et mécanismes de suivi semblent avoir été anesthésiés. Au final, les centaines de millions investis auront surtout servi à financer une belle brochure: derrière la vitrine, c'est la gouvernance qui est aujourd'hui en cage pendant que les responsables sont en liberté... ▀

Gazoduc Africain Atlantique La CEDEAO scelle son engagement en faveur du mégaprojet stratégique Maroc-Nigeria

Le mégaprojet du Gazoduc Africain Atlantique (AAGP) prend forme. Réunis dimanche 19 juillet à Freetown, en Sierra Leone, à l'occasion du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les dirigeants de la région ont assisté à la signature de l'Accord intergouvernemental (IGA) encadrant le développement de cette infrastructure énergétique d'envergure, appelée à redessiner durablement la carte énergétique du continent. Long d'environ 6.800 kilomètres, ce gazoduc reliera les immenses réserves gazières du Nigeria au Maroc, avant son raccordement au réseau gazier européen à travers le gazoduc Maghreb-Europe. Au-delà de son caractère énergétique, il constitue l'un des projets d'intégration régionale les plus ambitieux jamais lancés en Afrique. La signature de cet accord traduit l'adhésion officielle des États membres de la CEDEAO à cette initiative stratégique, lancée conjointement par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et l'ancien président nigérian Muhammadu Buhari, puis soutenue avec détermination par l'actuel président du Nigeria, Bola Ahmed Tinubu. Le projet est porté par deux acteurs majeurs : l'Office national



La directrice générale de l'ONHYM Amina Benkhadra lors de la signature de l'accord à Freetown en Sierra Leone.

des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC Ltd.). Cette nouvelle avancée ouvre désormais la voie aux prochaines étapes opérationnelles. Celles-ci comprendront notamment la création de la société chargée du développement et de l'exploitation du gazoduc, dont le siège sera établi à Casablanca, ainsi que la mise en place de l'autorité supérieure de gouvernance du projet (Pipeline Higher Authority), basée à Abuja. Cette phase préparera également la mobilisation des partenaires financiers internationaux et la décision

finale d'investissement, considérée comme l'étape déterminante avant le démarrage effectif des travaux. Le processus sera complété par la signature de l'accord par le Royaume du Maroc et la République islamique de Mauritanie, deux États qui ne sont pas membres de la CEDEAO. Cette cérémonie distincte se déroulera ultérieurement en présence du président de la République fédérale du Nigeria, consacrant ainsi l'adhésion de l'ensemble des pays concernés par le tracé du gazoduc. Une fois achevé, le Gazoduc Africain Atlantique traversera treize pays de la façade atlantique africaine, créant une véri-

table dorsale énergétique reliant l'Afrique de l'Ouest au Royaume du Maroc, avant son ouverture sur les marchés européens. L'infrastructure affichera une capacité de transport de 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Environ la moitié de ce volume pourra être acheminée vers le Maroc et l'Europe, tandis que le reste alimentera les marchés nationaux et régionaux des pays traversés, contribuant ainsi à améliorer l'accès à l'énergie pour des millions de personnes. Évalué à près de 25 milliards de dollars, ce chantier figure parmi les plus importants projets énergétiques du continent africain. Son objectif dépasse largement le simple transport du gaz. Il ambitionne de créer un véritable marché régional intégré de l'énergie, de renforcer la sécurité énergétique des pays de la région, de soutenir la production d'électricité, d'accélérer l'industrialisation et de favoriser la valorisation des ressources naturelles africaines. Les premiers tronçons devraient entrer en service au début de la prochaine décennie. Initialement conçu comme un partenariat stratégique entre le Maroc et le Nigeria, le Gazoduc Africain Atlantique change désormais d'échelle. Avec l'engagement collectif des États membres de la CEDEAO, il devient un

projet pleinement africain, porté par une vision commune de développement et d'intégration régionale. Cette appropriation politique renforce considérablement la crédibilité et la solidité institutionnelle du projet. Elle confirme également la pertinence de la vision portée depuis son lancement par Rabat et Abuja, fondée sur la conviction que la sécurité énergétique constitue un levier majeur de souveraineté, de croissance économique, de création d'emplois et de prospérité partagée pour l'ensemble du continent. Le Sommet de Freetown marque ainsi un tournant majeur dans l'histoire de cette initiative, désormais inscrite parmi les grands projets structurants de l'intégration africaine. Au-delà de son importance énergétique, le Gazoduc Africain Atlantique est appelé à devenir un véritable corridor de développement économique, favorisant les investissements, les échanges commerciaux, le développement industriel et la coopération entre les pays africains. Il s'inscrit pleinement dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et illustre une nouvelle génération de projets structurants destinés à accélérer l'intégration du continent et à renforcer sa place dans les chaînes de valeur mondiales. ▀



Côté BASSE-COUR



Mort suspecte de Fakir à Bologne

Les images de la honte

Un cri d'agonie, des images qui font le tour du monde, et une enquête qui ne fait que commencer. La mort d'Abderrahim Fakir, ressortissant marocain installé en Italie depuis l'enfance, plonge le pays dans l'effroi. Tandis que la justice tente de démêler les faits et que la famille réclame une transparence totale sur cette tragédie, le syndicat de police est monté au créneau pour défendre ses agents. Entre version officielle et vidéo brute, l'Italie bouleversée retient son souffle.

« À l'aide ! À l'aide ! » Ces derniers mots, arrachés par l'angoisse, résonnent encore dans l'espace public italien. À Bologne, Abderrahim Fakir, 42 ans, a perdu la vie après avoir été immobilisé au sol par deux policiers, le visage écrasé contre le bitume. La scène, filmée le 19 juillet 2026 par un témoin, évoque irrésistiblement les images traumatiques des violences policières américaines qui ont marqué l'histoire récente. Devenue virale, la vidéo a provoqué une onde de choc bien au-delà des réseaux sociaux, jusqu'aux plus hautes sphères politiques. Saisi par l'émotion, le parquet de Bologne a immédiate-

ment ouvert une enquête pour homicide involontaire. Les investigateurs, qui estiment que les faits dépassent le cadre des seules images déjà diffusées, ont réquisitionné l'ensemble des enregistrements – caméras-piétons des agents et vidéos amateur. L'autopsie, cruciale, devra éclairer les causes précises du décès. Dans cette procédure inédite, deux policiers et quatre secouristes ont été inscrits au registre des personnes susceptibles d'être poursuivies, conformément à la nouvelle législation italienne. Aucune mise en examen formelle n'a toutefois été notifiée à ce stade, une nuance procédurale qui soulève déjà des interrogations. De son côté, le Syndicat italien unifié des travailleurs de la police (Sindacato Italiano Unitario Lavoratori Polizia) est monté au créneau pour défendre ses membres impliqués dans l'intervention, survenue dans le quartier « Pilastrò » de Bologne. Dans un communiqué, le syndicat tient à rétablir ce qu'il présente comme le contexte de l'opération : « Les agents n'ont pas pris l'initiative d'intervenir de leur propre chef ; cela a été fait en réponse à des appels d'urgence des résidents locaux signalant une personne en état d'excitation et de violence extrêmes, agressant les passants et dégradant des biens. » Cette version des faits, qui contraste avec les images devenues publiques, nourrit désormais les débats sur la chaîne des responsabilités. Les faits, eux, glacent par leur déroulement : sur les images, les ambulanciers se tiennent à quelques mètres, sans intervenir, tandis que les agents maintiennent leur plaquage ventral, ignorant les appels répétés de l'homme qui leur assure ne plus



Un acte ignoble qui exhale les relents du racisme et de la haine.

pouvoir respirer, avant de sombrer dans l'inconscience. L'affaire, teintée de soupçons de racisme, a vite pris une ampleur nationale. Giorgia Meloni, présidente du Conseil, a dénoncé des faits « inacceptables » et réclamé que « la lumière soit faite avec la plus grande rigueur », tout en mettant en garde contre un jugement hâtif des forces de l'ordre. À Bologne, le maire Matteo Lepore a appelé à un rassemblement citoyen pour réclamer « Vérité et justice pour Fakir », tandis que des manifestations, émaillées d'affrontements en marge, ont rassemblé plusieurs centaines de personnes. La sénatrice Ilaria Cucchi a, pour sa part, fustigé un climat politique qui, selon elle, banalise les dérives sécuritaires. Dans les médias, le parallèle avec l'Américain George Floyd est désormais omniprésent. Sur le plan diplomatique, l'ambassade du Maroc en Italie assure suivre ce dossier « avec une profonde préoccupation » et a activé son consulat pour offrir soutien et assistance consulaire à la famille. L'émotion est d'autant plus vive

qu'Abderrahim Fakir vivait en Italie depuis l'âge de sept ans. Proche de ses pairs, il était décrit comme un entrepreneur discret, parfaitement intégré et sans aucun antécédent violent. Il laisse aujourd'hui une famille dévastée. Les avocats des proches de la victime redoublent d'efforts pour que toute la vérité éclate. Inquiets d'une possible dilution des preuves, ils exigent l'exploitation exhaustive de toutes les vidéos – caméras-piétons, enregistrements amateurs et expertises médico-légales – ainsi que l'audition de tous les témoins. Ils plaident pour une enquête totalement indépendante et réclament que les responsabilités de chacun soient clairement établies. Pour la famille, une seule exigence persiste : que la justice fasse œuvre en toute transparence, que les éventuelles fautes soient identifiées, et que ce drame ne vienne pas grossir la triste liste des affaires où l'indignation s'essouffle sans que les responsabilités ne soient jamais véritablement élucidées. ■

Trafic illicite Les fossiles de dinosaures échappent aux prédateurs du XXIe siècle

Après un voyage de plusieurs dizaines de millions d'années, ces « voyageurs du temps » n'allaient tout de même pas disparaître dans les circuits du trafic illicite. Neuf fossiles exceptionnels, issus des riches bassins géologiques marocains, ont été officiellement restitués au Maroc grâce à la coopération entre le Maroc et la France en matière de protection du patrimoine culturel. L'affaire remonte à février 2025. Les services des douanes françaises interceptent, dans la ville de Menton, dans la région de Nice, un camion de fret express assurant une liaison entre l'Espagne et l'Italie. À son bord, un chargement pour le moins... préhistorique : neuf fossiles marocains destinés à alimenter un trafic illicite de biens paléontologiques. Le lot comprend des fossiles datant du Crétacé supérieur, entre 66 et 72 millions d'années, une période qui précède de peu l'extinction des dinosaures. On y retrouve notamment des dents de reptiles marins aujourd'hui disparus ainsi que des vestiges appartenant à des



Depuis plusieurs décennies, le Maroc figure parmi les grands réservoirs de fossiles de la planète.

espèces apparentées aux lointains ancêtres des crocodiles. Tous proviennent des célèbres gisements marocains, mondialement reconnus pour leur extraordinaire richesse paléontologique. Depuis

plusieurs décennies, le Maroc figure parmi les grands réservoirs de fossiles de la planète. Des régions comme les bassins de Kouribga, des Ouled Abdoun, de Goulmima, d'Erfoud ou encore

du Sud-Est livrent régulièrement des découvertes qui intéressent les plus grands musées et laboratoires internationaux. Cette richesse exceptionnelle fait malheureusement aussi du Royaume une cible privilégiée des réseaux spécialisés dans le trafic de fossiles, un commerce clandestin particulièrement lucratif. Cette restitution, fruit d'une étroite coordination entre le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication et les autorités françaises, illustre la montée en puissance de la coopération bilatérale dans la lutte contre le trafic des biens culturels et du patrimoine naturel. Au-delà de leur valeur scientifique, ces fossiles constituent une mémoire de la Terre, témoignant d'un Maroc qui existait déjà... bien avant que l'Homme ne fasse son apparition. Une histoire qui rappelle qu'en matière de patrimoine, certains dossiers mettent parfois des millions d'années à se constituer... mais qu'il suffit d'un contrôle douanier pour éviter qu'ils ne disparaissent définitivement. ■

Le Maigret du CANARD



dirhams essentiellement profitables à la France et à son économie ? Un timing qui laisse songeur : Simple hasard de calendrier ou tentative de peser sur des négociations contractuelles ou des dossiers stratégiques en cours ou à venir en relation avec le déplacement de M. Lecornu et son équipe au Maroc ? Il faut reconnaître que le calendrier de Pegasus saison 1 n'est pas non plus anodin puisque l'affaire a éclaté en juillet 2021, soit quelques mois après l'officialisation par le Maroc de ses relations diplomatiques avec Israël dans le cadre des Accords d'Abraham. C'était en décembre 2020, sous la première présidence de Donald Trump ! Une décision souveraine, visiblement mal vécue par certains pays qui, pensaient que le Royaume était leur chasse gardée, voyaient d'un mauvais œil cette recomposition des équilibres régionaux et des alliances géopolitiques. Sept mois plus tard, éclate l'affaire Pegasus : le Maroc se retrouve accusé d'avoir eu recours à un logiciel espion... développé par une entreprise israélienne !

Diffamation

La saison 1 de Pegasus avait en effet démarré avec les accusations, présentées comme des révélations du consortium Forbidden Stories et de plusieurs médias, dont Le Monde, selon lesquelles le Maroc a eu recours au logiciel Pegasus développé par l'Israélien NSO Group. Objectif : placer sur écoute un certain nombre de personnalités en France dont le président Emmanuel Macron et des militants des droits humains au Maroc. Allégations catégoriquement rejetées par les autorités marocaines qui ont engagé, dès 2021, plusieurs actions en diffamation devant les juridictions françaises contre les médias en cause ainsi que contre Amnesty International. Rabat a constamment soutenu qu'aucun élément matériel ne démontre l'acquisition ou l'utilisation de ce logiciel par ses services de renseignement dans l'espionnage de responsables étrangers, tandis que les soi-disant enquêtes journalistiques continuaient, de leur côté, à s'appuyer sur des analyses techniques et des recoupements en mal de fiabilité pour défendre leurs thèses. La saison II de Pegasus, une production politico-médiatique aux ressorts aussi opaques que ses inspirateurs, tournée dans les arrières-boutiques des basses manœuvres, a pour héros un personnage dont les caractéristiques semblent empruntées au cinéma d'espionnage aux allures de bidonnage : un ancien officier de la DGST, dissimulé derrière un pseudo-

Pegasus saison II

DANS LES COULISSES D'UN THÉÂTRE D'OMBRE...

Une affaire recyclée, un nouveau témoin providentiel surgi à point nommé, un scénario cossu de fil blanc qui se répète. Bienvenue dans la saison II de Pegasus du nom du logiciel espion israélien...Décryptage d'un casting grossier...

AHMED ZOUBAÏR

Cette nouvelle campagne médiatique à charge, orchestré sous un nouvel habillage avec la mobilisation d'un lanceur d'alerte supposé, a trouvé le témoin de service, le la recrue idéale du feuilleton, pour relancer et conférer un vernis de crédibilité aux boniments Pegasus : un ancien agent de la Direction générale de la surveil-

lance du territoire (DGST), présenté sous le pseudonyme de « Moussafir », [voyageur en arabe] dont le « témoignage » est publié dans l'édition du quotidien Le Monde du 16 juillet, soit le jour même du débarquement du Premier ministre français a Rabat Sébastien Lecornu à la tête d'une importante délégation ministérielle dans le cadre de la 15e Réunion de haut niveau Maroc-France. Un timing troublant respecté scrupuleusement par d'autres médias hexagonaux comme la voix officielle du pays

Radio France, Libération, France 24 et d'autres qui ont exhumé et relayé l'affaire Pegasus. A croire qu'un mystérieux et discret memo a circulé dans certaines rédactions françaises: « A vos plumes ! Aujourd'hui, c'est le retour de Pegasus saison 2 » pour une seconde partie agrémentée cette fois d'un nouveau personnage issu des services de renseignement marocain. A quoi rime la relance de cette histoire obscure concomitamment à la signature à Rabat d'une flopée d'accords à plusieurs milliards de



Le Maigret du CANARD



nyme, réfugié dans un pays tenu secret, dont ni le visage, ni la voix, ni l'âge ne peuvent être révélés, selon le récit scénarisé du monde. Le lecteur est prié d'accorder d'emblée sa confiance à cette source aux motivations obscures, présentée comme la pièce-maîtresse d'un système effroyable. Le récit qu'il livre à ses protecteurs est délirant, décrivant une machine sécuritaire aux allures d'État panoptique, où les caméras semblent pousser comme des champignons, installés subrepticement jusque dans les endroits les plus improbables, comme si chaque mur, chaque lampe ou chaque prise électrique pouvait devenir un œil au service d'une surveillance totale ! Force est de constater que le scénario de la saison 2, sorti cinq plus tard, a été enrichi cette fois d'un héros de la dernière bobine qui faisait défaut au casting du premier feuilleton : un ancien agent des services de renseignement comme prolongement d'une opération téléguidée qui a besoin de désespérément de crédibilisation. Il fallait absolument une caution humaine à une trame jusque-là exclusivement fondée sur des analyses techniques, des recoupements et des sources extérieures dépourvus d'éléments probants. Le modus operandi n'échappe pas aux lecteurs avisés et familiers de ce type de saga médiatique aux recoins douteux : après les expertises

informatiques et les consortiums internationaux, place désormais au témoignage du « repent » présenté comme issu du cœur même de l'appareil sécuritaire marocain. Une manière de donner davantage d'épaisseur à des accusations opportunistement relancées avec un sens du timing remarquable... Le récit livré par Le Monde soulève d'autres interrogations qui fragilisent sa crédibilité sur un point d'importance. Selon le quotidien français, le « Moussafir » ne s'est pas adressé directement au journal, mais d'abord à un certain journaliste marocain du nom de Hicham Mansouri. Ce n'est qu'après plusieurs années plus tard que le dossier aurait été transmis à Forbidden Stories, avant d'aboutir à sa publication. Cette chaîne de transmission interpelle autant qu'elle intrigue. Entre un témoin dont l'identité est tenue secrète, un intermédiaire présenté comme journaliste d'investigation et une organisation internationale chargée de reprendre les enquêtes de journalistes dits menacés, le lecteur est prié de suspendre son incrédulité et d'adhérer sans réserve à un dispositif dont plusieurs maillons échappent évidemment à toute vérification publique. L'implication de Forbidden Stories dans cette entreprise ténébreuse ajoute une couche opaque au mode opératoire. L'entité, qui revendique la poursuite

d'enquêtes de « journalistes réduits au silence », est devenue un acteur récurrent de plusieurs dossiers internationaux très médiatisés. Pour ses soutiens, elle constitue un rempart en faveur de la liberté de la presse. Les moins naïfs qui connaissent les dessous des cartes s'interrogent en revanche sur ses méthodes, ses choix éditoriaux, ses partenariats et les réseaux de financement de ses activités. Un faisceau d'indices laisse penser que nous sommes face à une nébuleuse en service commandé qui agit sous couvert d'une démarche d'investigation journalistique.

Manipulation

A lire le narratif du Monde alimenté par la trouvaille de la saison, on pourrait croire que les technologies de surveillance sont une spécialité exclusivement marocaine. Clés USB piégées, téléphones infiltrés, caméras cachées, logiciels espions... Le Maroc y est dépeint comme un laboratoire grandeur nature de l'espionnage moderne, comme si les grandes puissances, avec leurs services de renseignement et leurs impressionnants arsenaux cybernétiques, étaient devenus des enfants de chœur ou avaient soudainement acquis une virginité numérique. Au-delà des allégations elles-mêmes, une question de fond mé-

rite d'être posée: pourquoi les techniques de surveillance numérique semblent-elles ne devenir scandaleuses que lorsqu'elles sont attribuées au Maroc ? Des révélations d'Edward Snowden sur la NSA aux programmes de surveillance mis au jour au Royaume-Uni, en France, en Israël, en Russie ou en Chine, l'espionnage technologique est depuis longtemps une composante assumée des stratégies sécuritaires des États. Le véritable débat ne réside pas dans son existence, mais dans son encadrement juridique, son contrôle démocratique et les garanties apportées aux libertés publiques. Reste alors une autre interrogation incontournable : Pourquoi certaines affaires resurgissent-elles avec une ponctualité presque horlogère au gré des séquences diplomatiques, des négociations sensibles ou des grands rendez-vous bilatéraux ? De quoi se demander si l'objectif, chez certains médias français, est réellement l'exercice du devoir d'informer ou servir de courroie de transmission d'opérations de manipulation ou d'influence.. À moins que, pour quelques officines de la guerre informationnelle et leurs relais médiatiques, le Maroc ne soit devenu un feuilleton inépuisable : un pays que l'on convoque à intervalles réguliers non pour aborder sans arrière-pensées ou mauvaise foi ses réalisations et ses insuffisances mais pour alimenter des cabales et des récits à charge ou peser sur les rapports de force ou nuire à son image lorsque les commanditaires pensent que les circonstances s'y prêtent. Ce mauvais feuilleton n'en finit plus d'être rejoué. À échéances presque régulières (lire encadré), une partie de la presse française, historiquement allergique au Maroc, n'a aucun mal à retrouver le chemin des mêmes ressorts narratifs éculés : un ancien responsable en rupture de ban, un petit frustré du système ou un ectoplasme en mal de lumière, se retrouve opportunément propulsé par ses nouveaux parrains généreux au rang d'opposant à la monarchie. Résultat: une pluie de fausses révélations "exclusives" et tout un pays avec ses institutions une nouvelle fois installé dans le rôle du suspect idéal. Seuls les acteurs changent; le scénario, lui, paraît immuable. La dernière livraison Pegasus I et II s'inscrit dans cette même mécanique. Le générique de Pegasus, saison 3, semble déjà prêt ; il ne manque plus que le prochain prétexte. Quant au suspense, il porte moins sur l'intrigue que sur la date de sortie... »

Le Conseil de sécurité... version FIFA!





Le Maigret du CANARD



Refrain anti-Maroc

L'acharnement permanent

L'affaire Pegasus s'inscrit dans une tradition médiatique française déjà ancienne. Bien avant les allégations liées à Pegasus, plusieurs dossiers avaient été montés en épingle et instrumentalisés via divers personnages sulfureux à l'image de «Moussafir» du journal Le Monde. En voici quelques spécimens...

Ahmed Boukhari



Au début des années 2000, Ahmed Boukhari défraie la chronique en affirmant que le CAB 1, considéré comme l'ancêtre de l'actuelle Direction Générale de la surveillance du territoire (DGST), aurait joué un rôle central dans l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, sous l'autorité des généraux Mohamed Oufkir et Ahmed Dlimi. Les révélations faites au journal Le Monde en 2001 par celui qui s'était présenté comme ancien agent de la cellule secrète CAB-1 dont il n'était, selon la thèse des autorités marocaines de l'époque, qu'un simple standardiste, ont bouleversé l'histoire de l'affaire Mehdi Ben Barka. M. Boukhari, décédé en février 2005, a affirmé que l'opposant politique, enlevé en 1965 à Paris, avait été torturé à mort et que son corps avait été rapatrié au Maroc pour y être dissous dans de l'acide ! Bien que cette version farfelue n'ait été étayée par aucun élément probant, le quotidien français a accepté de la relayer. Il est tout de même frappant de constater que, lorsqu'il s'agit du Maroc, des récits parfois difficilement vérifiables trouvent rapidement leur place dans une partie de la presse française, notamment le Monde. Malgré son impact médiatique, le récit de feu Boukhari ne permet toutefois pas d'établir définitivement les circonstances de la disparition de Mehdi Ben Barka. Plus de soixante ans après les faits, son corps n'a jamais été retrouvé et l'affaire demeure l'un des plus grands mystères judiciaires de l'histoire contemporaine.

Mustapha Adib

L'affaire Mustapha Adib avait, elle aussi, tous les ingrédients d'un grand feuilleton politico-médiatique. À la fin des années 1990, le capitaine de l'armée de l'air affirme avoir découvert un trafic



de carburant au sein de sa base d'Errachidia. Refusant, selon ses dires, de fermer les yeux, il alerte sa hiérarchie avant de se retrouver lui-même dans le box des accusés. Son arrestation puis sa condamnation par un tribunal militaire déclenchent une vague d'indignation dans les médias et les organisations de défense des droits humains. Le capitaine devient alors, du jour au lendemain, l'officier dissident dont chaque déclaration est scrutée avec attention. Une fois installé en France où il est pris en main par la presse anti-marocaine, le scénario prend une nouvelle dimension. Autour de Mustapha Adib naît le très médiatisé et chimérique « Comité des officiers libres », présenté ici ou là comme l'embryon d'une contestation capable d'ébranler les fondations de l'institution militaire marocaine. Certains commentaires laissent même entrevoir l'émergence d'un mouvement susceptible de rebattre les cartes du pouvoir. En France, les analyses savantes nourries à la mauvaise foi et à la haine s'enchaînent, les interviews se multiplient et le récit annonce un dénouement spectaculaire. La suite sera beaucoup moins hollywoodienne. Le fameux « Comité des officiers libres », abondamment évoqué à l'époque, ne provoquera ni onde de choc dans les casernes, ni séisme politique, ni soulèvement annoncé. Un pétard mouillé.

Zakaria Moumni

L'affaire Zakaria Moumni n'a, elle non plus, jamais dérogé aux règles du grand feuilleton médiatico-judiciaire. Avec ses rebondissements successifs, ses plaintes, ses livres, ses procès, ses exils et ses crises diplomatiques, le scénario avait tout d'une série à plusieurs saisons dont chaque épisode semblait annoncer le dénouement définitif. L'histoire commence pourtant loin des tribunaux et des plateaux de télévision. Sacré champion du monde de kick-boxing en 1999, Zakaria Moumni

estime devoir bénéficier d'un poste dans l'administration sportive, conformément à un dispositif accordant certains avantages aux sportifs titrés. Face à l'absence de réponse favorable, il multiplie les démarches, interpelle les autorités et fait de son combat une cause publique. Très vite, le différend administratif se transforme en affrontement politique. Le récit prend une dimension bien plus spectaculaire en 2010. Arrêté à son arrivée à Rabat, condamné pour escroquerie à l'issue d'une procédure contestée par plusieurs ONG internationales, Moumni prétend avoir été détenu et torturé. L'affaire franchit alors les frontières nationales. Du pain béni pour certains médias français qui n'hésitent pas à instrumentaliser cette histoire obscure. Le champion de kick-boxing devient alors une figure médiatique, tandis que chaque nouveau



développement est présenté comme susceptible d'avoir des répercussions considérables sur les relations entre Rabat et Paris. Après sa libération et son retour en France, le feuilleton entre dans une nouvelle saison. Avec la publication du livre L'Homme qui voulait parler au roi, puis le dépôt d'une plainte pour torture visant Abdellatif Hammouchi, l'affaire quitte définitivement le ring sportif pour investir les terrains diplomatiques et judiciaires. En 2014, la tentative de notification d'une convocation judiciaire à un haut responsable marocain en visite officielle à Paris provoque une crise sans précédent entre les deux pays. La coopération judiciaire est suspendue, les tensions montent d'un cran et certains observateurs évoquent alors une rupture définitive entre Rabat et Paris. Là encore, la suite se révélera moins spectaculaire que les annonces. Le dossier sera finalement transmis à la justice marocaine, qui le classera sans suite faute de preuves suffisantes, tandis que plusieurs procédures en diffamation engagées par des responsables marocains aboutiront à des décisions défavorables à Moumni. L'exil canadien ouvrira ensuite un nouveau chapitre. Installé outre-Atlantique après avoir été lâché par ses protecteurs français, l'ancien champion continuera d'alimenter l'actualité à travers diverses controverses et démêlés judiciaires. Comme dans les épisodes précédents, le personnage demeurera au centre du récit, même lorsque le scénario semble avoir atteint son générique de fin. Un K.O. annoncé... ■

Le Maigret du CANARD



Politique Le PAM aspire, le RNI expire?

Revigoré par l'arrivée de Fouzi Lekjaa, le PAM retrouve un pouvoir d'attraction que le RNI semble avoir perdu. Une nouvelle séquence politique s'ouvre à l'approche des législatives du 23 septembre. Décryptage.

AHMED ZOUBAÏR

La cooptation de Fouzi Lekjaa par le PAM, à quelques semaines des législatives du 23 septembre, est bien plus qu'un simple ralliement; cette séquence forte comporte en même temps un message politique subliminal : le centre de gravité de la majorité est en train de se déplacer. A y regarder de plus près, ce nouvel épisode politique acte le déclin de l'influence du RNI, dont le pouvoir d'attraction s'est considérablement érodé depuis sa victoire éclatante de 2021 qui lui a permis de chasser les islamistes du pouvoir et de former un nouveau gouvernement avec l'Istiqlal et le PAM. L'euphorie de l'alternance a laissé place à une usure du pouvoir qui a considérablement dévoré son capital confiance. À l'inverse, le PAM, nonobstant sa participation sujette à caution au pouvoir, la succession d'affaires qui ont terni son image et ébranlé ses bases, retrouve paradoxalement des couleurs et s'affirme comme le nouveau pôle d'attraction de la scène politique.

Le PAM, sorti de la matrice du Mouvement de tous les Démocrates (MTD) fondé à l'initiative de Fouad Ali El Himma en janvier 2008, semble aujourd'hui avoir le



Fouzi Lekjaa salué par la coordinatrice du PAM Fatima-Zahra Mansouri lors de sa première participation au Conseil national du parti.

vent en poupe. Revigoré par la cooptation de Fouzi Lekjaa, il s'impose de plus en plus comme le nouveau centre de gravité de la majorité et le point de ralliement des ambitions politiques, anciennes et nouvelles. Même les observateurs les moins avisés de la scène politique nationale et ses contorsions ont compris que le RNI n'exerce plus le même attrait qui avait fait sa force au lendemain de sa victoire de 2021. Capitaine flamboyant réputé pour jouir d'une grande bienveillance dans les plus hauts cercles de décision Aziz Akhannouch a lui-même anticipé et pris acte de ce renversement de tendance. Alors qu'il se projetait juste avant la fin de 2025 vers un second mandat à la tête du gouvernement, il s'est finalement résigné, poussé par l'on ne sait quelle force, à convoquer dans l'urgence (le 7 février

2026) un congrès extraordinaire pour organiser sa succession. Le casting, le choix d'un chef inconnu au bataillon et sans envergure, n'a fait que renforcer le sentiment que le Rassemblement, débousolé, a cessé d'être le choix privilégié des véritables arbitres du jeu politique. Le sévère mécontentement populaire suscité par son gouvernement, alimenté notamment par l'érosion du pouvoir d'achat, le sentiment d'un décalage avec les préoccupations des Marocains et les soupçons persistants de conflits d'intérêts, a fini par peser lourdement sur son avenir politique. Ainsi fonctionne la Bourse politique marocaine. Les valeurs qui flambent aujourd'hui peuvent s'effondrer demain, tandis que celles que l'on croyait marginalisées bénéficient comme par enchantement de vents favorables. En politique,

LE JOKER LEKJAA

Les qualités de gestionnaire et d'homme d'action dont Fouzi Lekjaa est crédité et fait montre à la tête de la FRME, puis comme ministre délégué chargé du Budget, ont dû largement plaider en sa faveur. Beaucoup y compris le citoyen lambda qui ont appris le connaître à travers le ballon rond voient désormais en lui l'homme de la prochaine étape, capable de relever deux défis majeurs : répondre aux attentes sociales des Marocains en contribuant à restaurer leur pouvoir d'achat, durement érodé par la flambée des prix des produits de première nécessité, et piloter avec efficacité les gigantesques chantiers liés à l'organisation de la Coupe du monde 2030, que le Maroc coorganisera avec l'Espagne et le Portugal.

« Son entrée plus affirmée dans l'arène politique n'était sans doute pas le scénario initial », confie un vieux briscard de la vie politique. Selon lui, l'engagement politique de l'enfant prodige de Berkane « ressemble davantage à un choix dicté par les circonstances qu'à une ambition personnelle ». Face à des défis sociaux jugés déterminants pour l'avenir pays et à l'impératif de réussir les grands rendez-vous stratégiques du Royaume, « ses mentors auraient finalement décidé de sortir leur carte maître », estimant que son expérience dans la conduite de projets complexes, sa culture du résultat et sa capacité d'exécution faisaient de lui le profil le plus à même d'incarner cette nouvelle étape. »

Législatives : Le tourisme politique bat son plein

Transhumance Voyages

Un aller simple... sans retour, s'il vous plaît.

Le bon choix pour votre avenir !

DESTINATIONS STATUT

PAM	COMPLET
PAM	COMPLET
PAM	COMPLET
AUTRES	EN ATTENTE
RNI	PEU DEMANDÉ

ZAG



Le Maigret du CANARD



le vent tourne vite... et les plus habiles sont souvent ceux qui savent changer de voile avant les autres. Ce renversement de tendance va t-il remettre au goût du jour un vieux scénario longtemps resté un secret bien gardé des états-majors du PAM et du RNI : celui d'une absorption du RNI par le PAM. Il y a une quinzaine d'années, alors que Mustapha Mansouri présidait aux destinées du RNI, l'idée d'un rapprochement entre les deux formations circulait avec insistance dans les coulisses du pouvoir. Mansouri s'y était toutefois farouchement opposé, soucieux de préserver l'autonomie de son parti.

Résignation

Cette résistance lui aurait coûté sa place. En 2010, il est écarté de la présidence du RNI dans des circonstances troublantes qui ont suscité à l'époque de nombreuses interrogations, ouvrant la voie à l'ascension magique de Salaheddine Mezouar, porté à la tête du parti. Mezouar conduira le RNI jusqu'aux élections législatives de 2016, avant de quitter la présidence au lendemain de la lourde défaite du parti face au PJD d'Abdelilah Benkirane, reconduit pour un second mandat malgré une forte mobilisation de ses adversaires. À l'époque, le PAM d'Ilyas El Omari était présenté comme le véhicule politique capable de mettre un terme à la domination des islamistes. Les urnes en décideront autrement : le PAM échoue dans sa conquête du pouvoir et Ilyas El Omari est, à son tour, contraint de quitter la

scène politique. Plus d'une décennie plus tard, l'histoire semble aujourd'hui faire un singulier clin d'œil avec de nouveaux acteurs dans un contexte d'inversement des rapports de force ! Le PAM retrouve une dynamique qui lui faisait défaut, tandis que le RNI donne le sentiment d'être entré dans un cycle de déclin. L'arrivée de Fouzi Lekjaa pourrait ainsi marquer le début d'un nouveau chapitre, où les rôles s'inversent et où l'ancien parti dominant devient, à son tour, l'objet de toutes les interrogations. Au sein du RNI, cette nouvelle donne est regardée avec une forme de lucidité, mais aussi de résignation. Beaucoup redoutent qu'elle n'enclenche un lent processus de rétrécissement politique du parti, à mesure que les ralliements changent de camp. Dans les cercles de la formation de Mohamed Chouki, les ténors craignent même de voir le RNI connaître un destin comparable à celui de l'Union constitutionnelle (UC), qui, après avoir occupé sous le Maroc de feu Hassan II une place centrale dans les majorités gouvernementales et connu ses heures de gloire, a progressivement perdu de son influence jusqu'à devenir une formation politique marginale sur l'échiquier national. Dans cette nouvelle recomposition partisane à l'œuvre, la bataille des législatives du 23 septembre ne se jouera sans doute pas seulement dans les urnes, mais aussi dans la vitesse avec laquelle les transfuges, ces adeptes redoutables du sens du vent, changeront de camp. ▶

Akhannouch : « Nous ne sommes pas dans un mercato ! »...Vraiment ?

Réunis ce samedi 25 juillet à Dakhla pour un meeting du RNI, les principaux dirigeants du parti ont multiplié les allusions au football pour dénoncer les changements de camp à l'approche des élections législatives. Un exercice de communication qui n'a échappé à personne, tant il faisait écho à l'actualité politique marquée par la cooptation de Fouzi Lekjaa par le PAM et par les spéculations autour d'une nouvelle vague de ralliements. Le premier à monter au créneau fut Aziz Akhannouch. L'ancien président du RNI et chef du gouvernement sortant s'en est pris aux formations politiques qui seraient, selon lui, « absentes du terrain pendant cinq ans » avant de « partir à la recherche de noms à débaucher » à l'approche du scrutin. Avant de lancer, avec une insistance révélatrice : « Nous ne sommes pas dans un mercato ! » La formule se voulait sans doute une pique à l'adresse des concurrents du moment du RNI. Elle n'en est pas moins paradoxale dans un pays où les ralliements de dernière minute, les changements d'étiquette et les transhumances partisans, dont le moteur principal n'est rien d'autre que l'opportunisme, font depuis des décennies partie du paysage. À chaque échéance électorale, les états-majors des partis s'activent pour attirer des élus influents, des notables ou des personnalités capables de renforcer de par leur force en avoirs et non en savoir. Leurs chances de victoire. Le « mercato » politique, pour reprendre l'image footballistique employée par Aziz Akhannouch, n'a donc rien d'un phénomène inédit : il constitue au contraire l'une des constantes les plus enracinées de la vie politique nationale qui ont contribué grandement à son discrédit profond. L'histoire récente en offre de multiples illustrations. Le RNI lui-même a largement bénéficié de cette dynamique à l'approche des élections de 2021, en accueillant de nombreux ralliements venus d'autres formations. Au Maroc, les changements de parti à l'approche des échéances électorales obéissent rarement à de profondes divergences idéologiques ou à des désaccords de fond sur les programmes politiques. Les formations partisans se distinguent d'ailleurs davantage par leurs positionnements électoraux que par de véritables clivages doctrinaux. Dans ce contexte, les ralliements sont le plus souvent perçus comme répondant à des considérations d'opportunité politique. Ils traduisent moins une évolution des convictions qu'une volonté de se rapprocher de la formation jugée la mieux placée pour accéder ou demeurer au pouvoir. Pour nombre d'élus et de notables, il s'agit avant tout de préserver leurs chances d'investiture, de conserver leur influence locale ou de maximiser leurs perspectives de carrière. La séquence actuelle ne fait pas exception. Si la cooptation de Fouzi Lekjaa par le PAM suscite autant de commentaires, voire de grincements de dents, notamment du côté du RNI et du PJD (les autres partis ont préféré rester silencieux pour ne pas insulter l'avenir), c'est précisément parce qu'elle est interprétée comme le premier domino d'une séquence politique susceptible d'entraîner, dans son sillage, bien d'autres mouvements de ralliement. Comme quoi, au Maroc, le pouvoir ne change pas seulement de mains ; il change aussi d'adresse. ▶

Transhumance politique Quand changer de boutique partisane devient une mission patriotique...

Il fallait bien trouver une explication un peu plus noble qu'un simple changement de casaque. Le notable sahraoui El Khatat Yanja, fraîchement repeint aux couleurs du PAM après avoir été élu sous les couleurs de l'Istiqlal, s'est donc livré à un exercice devenu un grand classique de la vie politique nationale : s'évertuer à expliquer que l'on change de parti... sans avoir changé d'idées si tant est qu'il y en ait eu... À l'en croire, il ne s'agit ni d'un ralliement opportuniste, ni d'un calcul politicien, encore moins d'une transhumance électorale. Non, simplement d'un « nouveau moyen » pour poursuivre les mêmes objectifs. Une sorte de GPS politique qui aurait recalculé l'itinéraire, sans modifier la destination. Pour justifier ce grand écart, le président de la région Dakhla-Oued Eddahab convoque alors le dossier du Sahara, les États-Unis, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, les résolutions internationales, le plan d'autonomie, le développement des provinces du Sud, les forums diplo-



Le transfuge du Sahara El Khatat Yanja...

matiques et même les cinq prochaines années. Rien que ça ! Le raisonnement est pour le moins déroutant : puisque la cause nationale progresse sur la scène internationale, il devenait apparemment indispensable... de quitter l'Istiqlal pour rejoindre le PAM. Un lien de cause à

effet que même les plus fins analystes géopolitiques auraient sans doute du mal à établir. À écouter son raisonnement alambiqué, on finirait presque par croire que les avancées diplomatiques du Royaume dépendaient de la couleur de la carte de membre d'un élu régional. Comme si le patriotisme

changeait de siège au gré des rendez-vous électoraux... La démonstration prête d'autant plus à sourire que la défense du dossier du Sahara marocain n'a jamais été le monopole d'une formation politique. Elle fait l'objet d'un consensus national porté par l'ensemble des institutions, des partis et des citoyens. Lui attribuer une nouvelle dimension parce qu'on vient de changer de sigle partisan relève davantage de l'habillage politique que de l'argumentation. Au fond, le véritable exploit de cette prise de parole est ailleurs : réussir à transformer un retournement de veste du bon côté en acte de foi patriotique. Une figure de style désormais bien connue, où les oiseaux migrants du souk électoral se parent des habits de l'intérêt supérieur de la Nation. Décidément, dans le grand bal des girouettes, l'imagination des transfuges est sans limites. Les partis changent, les discours évoluent, mais les justifications, elles, restent étonnamment les mêmes : ce n'est jamais pour un poste, une stratégie ou un meilleur positionnement... c'est toujours pour servir encore mieux le pays ! ▶

Le Maigret du CANARD



***Revolut au Maroc* Pourquoi Jouahri joue la carte de la prudence**

Séduite par le potentiel du marché marocain, la néobanque britannique a entamé des discussions avec Bank Al-Maghrib (BAM). Mais le régulateur préfère temporer, invoquant des priorités réglementaires. Qu'en est-il réellement ?

AHMED ZOUBAÏR

Les Marocains devront encore patienter avant de voir débarquer Revolut. Alors que la célèbre néobanque britannique poursuit son expansion sur de nombreux marchés, les autorités monétaires nationales ne comptent pas lui dérouler le tapis rouge dans l'immédiat. Le gouverneur de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri, a confirmé, lors de la conférence de presse de Bank Al-Maghrib, organisée le 23 juin 2026, que l'arrivée de la fintech ne figurait pas parmi les priorités actuelles de la banque centrale, qui préfère concentrer ses efforts sur plusieurs chantiers réglementaires jugés stratégiques. Une décision qui peut surprendre tant Revolut s'est imposée comme l'un des symboles de la révolution bancaire mondiale. Présente dans des dizaines de pays et forte de dizaines de millions de clients, l'entreprise a bâti son succès sur une promesse simple : une banque 100 % mobile, des frais réduits, des paiements internationaux facilités et une expérience utilisateur qui a profondément bousculé les banques traditionnelles. L'intérêt de Revolut pour le Maroc est pourtant bien réel. Au début du mois de juin 2026, les dirigeants de la fintech ont rencontré Abdellatif Jouahri afin d'explorer les perspectives d'une implantation dans le Royaume. Cette rencontre est toutefois restée au



stade des discussions préliminaires. Aucun dossier officiel d'agrément n'a été déposé auprès de Bank Al-Maghrib, ce qui signifie qu'aucune procédure d'autorisation n'a encore été enclenchée.

Le potentiel du marché national est pourtant évident. Une population jeune et connectée, un taux d'équipement élevé en smartphones, une digitalisation croissante des paiements et surtout une diaspora qui transfère chaque année plus de 100 milliards de dirhams vers le Royaume constituent autant d'atouts susceptibles d'intéresser un acteur comme Revolut.

Pour la banque centrale, le calendrier est ailleurs. Abdellatif Jouahri a expliqué que plusieurs dossiers de première importance mobilisent actuellement les équipes de Bank Al-Maghrib.

Le premier concerne la coordination réglementaire avec les partenaires européens. L'activité d'une banque numérique opérant simultanément dans plusieurs juridictions suppose une harmonisation complexe des règles prudentielles, de supervision et d'échange d'informations.

À cela s'ajoutent les prochaines évaluations du secteur financier marocain par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que le suivi permanent des exigences du Groupe d'action financière (GAFI) en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Après les importants efforts consentis pour renforcer la crédibilité de sa place financière, le Maroc ne souhaite prendre aucun risque susceptible de fragiliser son dispositif réglementaire.

Autre argument avancé par Bank Al-Maghrib : les services proposés par Revolut seraient déjà largement disponibles au Maroc.

Ces dernières années, les banques marocaines ont considérablement accéléré leur transformation numérique. Applications mobiles performantes, ouverture de comptes à distance, paiements dématérialisés, cartes virtuelles, virements instantanés, wallets électroniques et établissements de paiement agréés composent désormais un écosystème beaucoup plus développé qu'il y a quelques années.

Pour le régulateur, l'arrivée de Revolut ne répond donc pas à une urgence économique ou à un déficit de services.

Protection du marché

Officiellement, la décision est exclusivement motivée par des considérations réglementaires et prudentielles. Mais certains observateurs qui connaissent les dessous des cartes estiment qu'une autre lecture est possible.

Selon eux, derrière les arguments avancés par le wali de BAM se cache aussi la volonté de protéger les banques locales face à un concurrent dont le modèle

économique pourrait profondément rebattre les cartes dans le secteur financier.

Avec ses coûts réduits, son fonctionnement entièrement numérique et son expérience utilisateur reconnue, Revolut est capable de séduire rapidement les jeunes actifs, les voyageurs, les freelances, les Marocains résidant à l'étranger et tous ceux qui recherchent des services bancaires simples et peu coûteux.

Cette hypothèse trouve un certain écho dans les récentes initiatives des banques marocaines elles-mêmes. Le lancement de Simple, la nouvelle néobanque d'Attijariwafa bank, destinée principalement aux jeunes générations, est interprété par certains comme une manière d'occuper le terrain avant l'arrivée éventuelle des géants internationaux de la finance numérique. En proposant une offre mobile moderne et adaptée aux nouveaux usages, le leader bancaire marocain cherche à fidéliser une clientèle qui constitue précisément le cœur de cible de Revolut.

Aucun élément ne permet d'établir un lien direct entre ces deux événements. Mais leur proximité dans le temps illustre une évidence : les banques marocaines ont parfaitement conscience que la concurrence de nouveaux acteurs numériques finira tôt ou tard par s'intensifier.

Le temps de la préparation

Le report de l'arrivée de Revolut ne signifie donc pas un refus définitif.

Au contraire, la rencontre organisée entre les dirigeants de la fintech et le gouverneur de Bank Al-Maghrib montre que le dialogue est ouvert. Lorsque les principaux chantiers réglementaires auront été menés à bien et que le contexte international sera jugé plus favorable, le dossier pourrait être réexaminé.

En attendant, le Maroc semble avoir fait un choix clair : préparer son système bancaire à la révolution numérique avant d'ouvrir davantage son marché. Une stratégie fidèle à la philosophie d'Abdellatif Jouahri, qui privilégie depuis des années une modernisation progressive plutôt qu'une libéralisation précipitée.

Car si Revolut représente l'avenir de la banque numérique pour beaucoup de consommateurs, Bank Al-Maghrib rappelle qu'en matière de régulation financière, la confiance, la stabilité et la solidité du système restent des priorités qui ne souffrent aucune improvisation. ■



Le Maigret du CANARD

Législatives du 23 septembre

Qui conduira "le gouvernement du mondial 2030" ?

Le véritable enjeu des législatives du 23 septembre ne réside peut-être pas seulement dans le nombre de sièges remportés par chaque parti, mais dans le choix de celui qui succédera au Chef du gouvernement sortant. Or, à ce stade, aucun prétendant ne semble s'imposer avec évidence.

JAMIL MANAR

Le 23 septembre prochain, les Marocains seront appelés aux urnes pour renouveler les 395 sièges de la Chambre des représentants. Au-delà de la bataille des partis, le véritable enjeu est ailleurs : qui sera appelé à succéder au RNI Aziz Akhannouch à la tête du gouvernement ? Une question qui domine déjà les états-majors politiques, alors que le calendrier électoral est désormais fixé et que la campagne officielle s'ouvrira le 10 septembre. En théorie, la Constitution est claire : le Roi nomme le Chef du gouvernement au sein du parti arrivé en tête des élections. En pratique, encore faut-il que ce parti dispose d'un leader capable de rassembler une majorité, de dialoguer avec les institutions, de conduire les réformes et d'incarner une vision crédible pour les cinq prochaines années. C'est précisément là que le bât blesse. À quelques semaines du scrutin, le débat politique semble davantage tourner autour des alliances, des têtes de liste qu'il faut ou à débaucher, des petits calculs électoraux et des stratégies de circonscriptions que des personnalités appelées à diriger l'exécutif. Les partis disposent certainement de bons éléments mais rares sont ceux qui apparaissent naturellement comme des chefs de gouvernement en puissance. Une page semble définitivement tournée par rapport aux grands rendez-vous politiques d'autrefois où certaines figures imposaient leur stature bien avant le scrutin. Aujourd'hui, le paysage semble dégarni, donnant l'impression d'une crise de leadership. Les bons candidats ne courent décidément pas les rues. Le prochain Chef du gouvernement aura du pain sur la planche puisqu'il héritera d'un contexte particulièrement difficile avec des dossiers complexes. Il devra poursuivre les grands chantiers de l'État social, lutter contre la vie chère, accélérer la généralisation de la protection sociale, relever le défi du stress hydrique, accompagner la transformation énergétique, préparer la Coupe du monde 2030, renforcer l'attractivité économique du Royaume et répondre aux attentes d'une jeunesse de plus en plus exigeante. À cela s'ajoute une conjoncture internationale instable, où les crises géopolitiques, les tensions commerciales et les mutations technologiques imposent un pilotage solide. Autant dire que la fonction exige bien davantage qu'un bon communicant ou un excellent organisateur de campagne. Le Maroc regorge de compétences dans l'entreprise, la haute administration, les universités ou les métiers de l'innovation. Pourtant, ces profils franchissent rarement le pas de l'engagement partisan à cause de l'absence d'attractivité de partis frappés de discrédit. Résultat : La politique peine à attirer les compétences, surtout que les appareils privilégient souvent les fidélités internes, les



Le scrutin du 23 septembre ne désignera pas seulement une majorité parlementaire. Il déterminera le visage politique du Maroc jusqu'en 2031.

notabilités ou les logiques de clans, au détriment de la compétence et du renouvellement des élites. C'est pour cela que les mêmes figures reviennent d'échéance en échéance, pendant que nombre de profils prometteurs préfèrent rester à l'écart d'un univers jugé peu attractif, voire repoussant plombé par les scandales liés à la prévarication.

Confiance

Le scrutin du 23 septembre ne désignera pas seulement une majorité parlementaire. Il déterminera le visage politique du Maroc jusqu'en 2031, une période décisive qui mènera le Royaume vers la Coupe du monde 2030 et la poursuite de ses grands chantiers stratégiques. tout en abordant de front avec des mesures fortes et audacieuses la problématique de la vie chère qui menace sérieusement la cohésion sociale. Les électeurs ne choisiront donc pas uniquement un parti ; ils chercheront aussi une personnalité capable d'inspirer confiance, de fédérer les compétences et de transformer les ambitions en résultats. Au fond, la véritable question de cette campagne n'est peut-être pas de savoir quel parti arrivera en tête.Elle est de savoir

si le Maroc dispose aujourd'hui de la femme ou de l'homme d'État capable de prendre le relais d'Aziz Akhannouch. Pendant des mois, son nom n'était qu'une rumeur persistante des coulisses politiques. Désormais, selon une source du Parti Authenticité et Modernité (PAM), Fouzi Lekjaa a décidé de franchir le pas en rejoignant officiellement le parti du tracteur et de briguer un siège de député dans son fief de Berkane lors des élections législatives du 23 septembre. La présence de Fouzi Lekjaa à la 33^e session du Conseil national du Parti Authenticité et Modernité (PAM), organisée samedi 25 juillet au Palais des Congrès de Salé, à moins de deux mois des élections législatives du 23 septembre, confirme les informations faisant état de son rapprochement avec le parti. Le ministre délégué au Budget, dont une source interne au PAM avait précédemment annoncé l'adhésion en cours, apparaît désormais au grand jour aux côtés des dirigeants de la formation. Si cette candidature est confirmée lors de la publication des listes officielles, elle constituera sans doute l'un des événements politiques majeurs de cette rentrée électorale. Ministre délégué chargé du Budget, président de la Fédération royale marocaine de football et figure centrale de plusieurs grands projets stratégiques du Royaume, Lekjaa ferait ainsi son entrée dans l'arène électorale après une carrière essentiellement construite au sein de la haute administration. Son profil demeure atypique dans le paysage partisan. Haut fonctionnaire reconnu, négociateur chevronné et gestionnaire associé aux grands chantiers économiques et sportifs du Royaume, il bénéficie d'une crédibilité qui dépasse largement les frontières de son nouveau parti. À l'approche de la Coupe du monde 2030, beaucoup voient en lui l'un des rares responsables disposant à la fois de l'expérience de l'État, d'une forte capacité de gestion et d'un capital de confiance auprès de l'opinion. Son arrivée au PAM relance naturellement les spéculations sur l'après-Akhannouch. Si le parti venait à sortir vainqueur du scrutin du 23 septembre, nombreux sont désormais ceux qui voient en Fouzi Lekjaa l'un des candidats les plus sérieux pour conduire ce qui est déjà surnommé "le gouvernement du Mondial 2030".

Relever le niveau des élus

Au-delà des équilibres politiques et de la conquête des sièges, le véritable défi des partis réside désormais dans la qualité de leurs investitures. Les législatives du 23 septembre offrent l'occasion de rompre avec une pratique qui a souvent privilégié la notoriété locale, le poids financier ou les réseaux d'influence au détriment de la compétence, de l'intégrité et de l'expertise. Le Parlement sortant a été régulièrement critiqué pour la faiblesse du niveau de nombreux de ses élus, dont les prestations en commission comme en séance plénière ont alimenté le procès en dévalorisation de l'institution législative. Pour restaurer la crédibilité de la représentation nationale, les formations politiques sont appelées plus que jamais à miser sur des femmes et des hommes capables de porter un débat de qualité, de maîtriser les grands dossiers économiques et sociaux et d'exercer pleinement leur mission de législation et de contrôle de l'action gouvernementale. La prochaine législature sera aussi jugée à l'aune de cette exigence de renouvellement qualitatif.



Le Maigret du CANARD



Écoles pionnières Le "modèle" prend une mauvaise note

AHMED ZOUBAÏR

Présentées par le ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports comme la pierre angulaire de la réforme de l'école publique, les Écoles pionnières suscitent une vive controverse au sein même de la communauté éducative. Alors que ce dispositif est progressivement étendu à l'échelle nationale, des enseignants, des chefs d'établissement ainsi que des cadres du ministère exprimeraient des réserves sur son fonctionnement et ses effets pédagogiques. Selon plusieurs sources concordantes, ces interrogations iraient au-delà des simples débats professionnels. Certains responsables de l'Éducation nationale auraient ainsi fait le choix, à titre personnel et en tant que parents, de retirer leurs propres enfants des Écoles pionnières pour les réinscrire dans des établissements publics suivant le cursus classique. Un geste interprété par certains observateurs comme le signe d'un malaise croissant autour de ce modèle, même si aucune donnée officielle ne permet d'en mesurer l'ampleur. D'après une source médiatique, les critiques viseraient principalement la philosophie pédagogique adoptée dans ces établissements. Celle-ci reposerait sur des méthodes d'enseignement fortement structurées et standardisées, laissant, selon ses détracteurs, une marge limitée à l'initiative pédagogique des enseignants



Les détracteurs du dispositif ont des arguments loin d'être discutables .

et à la prise en compte des spécificités de chaque élève. Les détracteurs du dispositif estiment également que l'accent mis sur le soutien des élèves en difficulté ou de niveau intermédiaire se ferait au détriment des profils les plus performants. Selon eux, cette approche conduirait à un ralentissement du rythme d'apprentissage de l'ensemble de la classe, les enseignants étant amenés à adapter leur progression aux besoins des élèves les plus fragiles. Les apprenants les plus avancés risqueraient ainsi de ne pas être suffisamment stimulés, ce qui pourrait engendrer une forme de démotivation

ou d'ennui. Parmi les autres points de discordance figurent également les modalités d'évaluation. Le recours accru aux outils numériques et aux évaluations standardisées fait l'objet de critiques de la part de certains professionnels, qui s'interrogent sur leur capacité à mesurer de manière fine les compétences réelles des élèves ainsi que sur leur impact sur les pratiques pédagogiques. Ces réserves émergent à un moment particulièrement sensible. Après une première phase expérimentale menée dans plusieurs centaines d'établissements, le ministère a décidé d'accélérer le déploiement du

dispositif. La création des Collèges pionniers marque ainsi une nouvelle étape de cette réforme, avec l'ambition d'étendre progressivement ce modèle à l'ensemble du système éducatif public.

Déperdition scolaire

Pour le ministère, cette stratégie demeure un levier essentiel de la transformation de l'école marocaine. Les Écoles pionnières, désormais relayées par les Collèges pionniers, visent à renforcer les apprentissages fondamentaux, améliorer la maîtrise des compétences de base, réduire les disparités scolaires et lutter contre le décrochage. Les responsables du département mettent en avant des indicateurs qu'ils jugent encourageants, faisant état d'une amélioration des acquis des élèves et d'un recul de la déperdition scolaire dans les établissements concernés. Au-delà de cette controverse, le débat met en lumière une question de fond qui traverse aujourd'hui de nombreux systèmes éducatifs : comment concilier l'exigence d'équité avec la nécessité de favoriser l'excellence ? Comment accompagner efficacement les élèves en difficulté sans freiner la progression des plus avancés ? La réussite ou non du modèle des Écoles pionnières dépendra en grande partie de la capacité des pouvoirs publics à apporter des réponses convaincantes à ces interrogations, tout en s'appuyant sur des évaluations objectives et transparentes de ses résultats. ▀

Beach Volley Le Mondial vire à la fugue pour deux espoirs marocains

Alors que le beach-volley marocain espérait faire trembler les filets et enflammer le sable des Pays-Bas, c'est une tout autre performance que deux jeunes pépites ont signée : celle de l'évasion express. À peine posés à La Haye pour le Mondial U18, Bayadi et Al-Bayari ont joué les Houdini : sacs bouclés, hôtel quitté en un claquement de doigts, et hop, plus personne à l'appel quand il a fallu pointer à la signature officielle. Alertée, la Fédération néerlandaise a vite prévenu la police. Seul indice ? Un dernier selfie posté par les deux sportifs sur Instagram en pleine balade en ville, avant le grand silence. Les autorités creusent la piste espagnole, peut-être des proches à rejoindre, mais pour l'heure, rien ne filtre. Malheureusement, cette affaire n'est pas un cas isolé. En 2021, c'était en Italie que trois U21 avaient disparu dans la nature. Mais le vrai point faible dans cette histoire, c'est l'encadrement : la délégation voyageait sans cadre fédéral officiel,



Alertée, la Fédération néerlandaise a vite prévenu la police.

confiée à un simple ancien joueur. Un amateurisme qui fait grincer des dents, d'autant que la fédération aurait préféré

étouffer l'affaire sous le sable avant que la presse néerlandaise ne la déterre. Cette fugue ternit encore l'image du

sport national. Mais au lieu de seulement s'offusquer, il faudra se poser la vraie et bonne question : que fait-on pour retenir nos talents, bien au-delà du simple papier d'inscription ? Un jeune athlète, ce n'est pas une valise qu'on expédie à l'autre bout du monde sans filet. C'est un être en construction, assoiffé de repères et de reconnaissance. L'encadrement, ça ne se limite pas à réserver des chambres et distribuer des maillots. C'est un accompagnement sur mesure, professionnel, psychologique, éducatif et affectif, avec des perspectives d'avenir, qui donne à ces gamins les armes pour briller sur le sable... mais aussi pour grandir dans leur tête. Une fédération digne de ce nom ne devrait pas seulement former des smasheurs, mais bâtir des hommes épanouis, fiers et suffisamment solides et motivés pour ne pas voir l'Europe comme une bouée de sauvetage. Tant qu'on négligera cette dimension on continuera à semer des champions... pour les voir germer ailleurs. ▀



Can'Art et CULTURE



« Mon âge : 1000 jours »

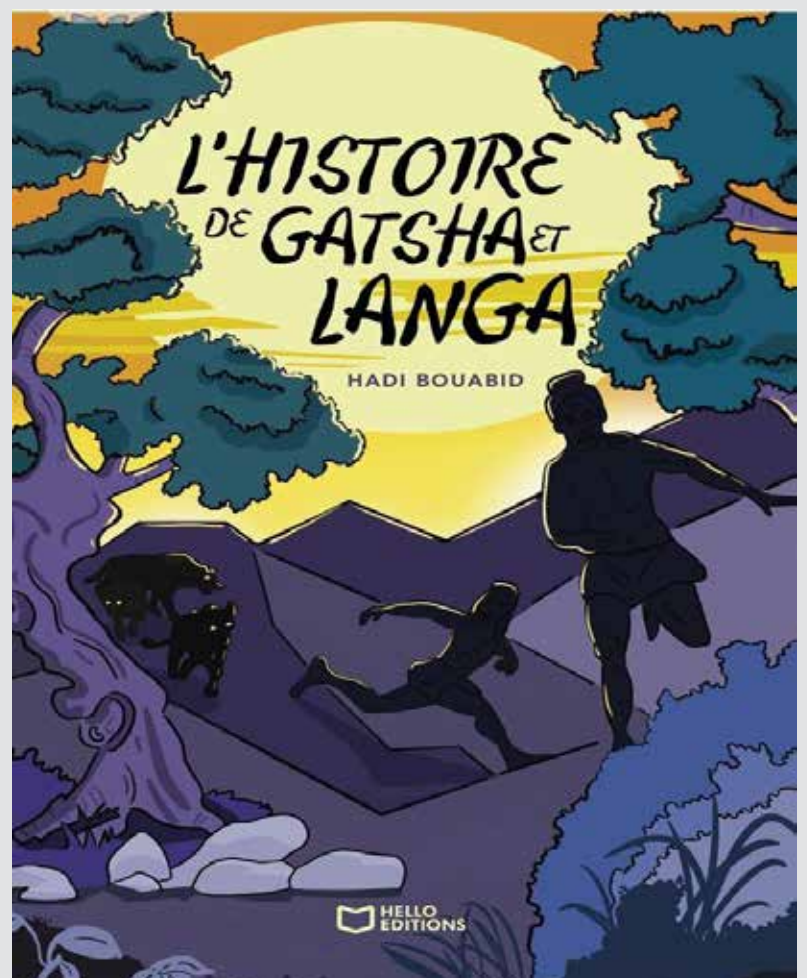
Le cri de Gaza

Ce n'est pas un film sur la guerre au sens classique du terme. C'est le récit très bouleversant d'une enfance née sous les bombes, grandie au rythme des déplacements forcés, de la faim, de la peur et de l'incertitude. Une enfance qui, depuis son premier souffle, n'a connu que la violence, les ruines et les ravages de l'extermination provoqués par le sionisme criminel dans le silence assourdissant de la communauté internationale. Ce film réalisé avec la technique de l'IA par l'association Baladna pour la culture et les arts se veut bien plus qu'une œuvre cinématographique : il est un témoignage poignant, une mémoire vivante et une pièce versée au dossier de l'Histoire. Nous vous invitons à le regarder, puis à le partager largement. Qu'il franchisse les frontières, qu'il entre dans les foyers, les écoles, les universités, les institutions et tous les lieux où la conscience humaine peut encore s'éveiller. À travers ce film, les enfants de Gaza adressent un message simple, universel et profondément humain au monde entier : « Nous sommes toujours là... et nous attendons encore que vous nous entendiez. »



Nouvelle parution Le doute et l'horizon

Mordu de lecture et féru de littérature, Hadi Bouabid signe avec l'histoire de Gatsha et Langa une belle fable philosophique où l'aventure se met au service de la réflexion. Dans un pays imaginaire, hors du temps et des repères de l'Histoire, un village gouverné selon les principes d'une démocratie ancestrale est frappé par une sécheresse d'une intensité sans précédent. Les rivières s'assèchent, les récoltes disparaissent, le gibier se fait rare et l'espoir d'un avenir meilleur s'amenuise. Face à cette menace qui met en péril la survie de toute une communauté, le conseil des sages prend une décision historique : quitter la terre des ancêtres pour partir à la recherche d'un territoire plus clément. Le chef Kasigo confie alors une mission décisive à deux de ses meilleurs guerriers, Gatsha et Langa. Investis du rôle d'éclaireurs, ils doivent explorer l'inconnu afin de trouver des plaines fertiles où l'eau coule en abondance et où la vie pourra renaître. Leur expédition les entraîne au cœur de paysages grandioses et hostiles – forêts impénétrables, canyons vertigineux, montagnes escarpées et terres sauvages – où chaque étape met leur courage, leur intelligence et leur endurance à rude épreuve. Mais le plus grand défi n'est pas celui que leur impose la nature. Il naît de leur propre confrontation. Gatsha incarne la fidélité absolue aux traditions et à l'autorité des sages ; il croit que le salut réside dans le respect scrupuleux des règles héritées des anciens. À l'inverse, Langa se distingue par son esprit indépendant, sa curiosité et son ouverture à d'autres visions du monde. Là où l'un voit des certitudes, l'autre perçoit des possibles. À travers cette quête initiatique, qui prend les allures d'une épopée philosophique, le récit dépasse le simple roman d'aventure pour explorer des thèmes universels : le rapport entre tradition et innovation, le poids des dogmes, la force du doute, le courage de remettre en question les certitudes établies et la conquête de la liberté de penser. Une fable intemporelle qui invite le lecteur à s'interroger sur les choix qui façonnent les sociétés et sur le prix à payer pour inventer un avenir meilleur. »





Can'Art et CULTURE



Mehdi Black Wind

Mehdi Black Wind : le procès qui fait du bruit

Un rappeur derrière les barreaux, une forte mobilisation au Maroc et à l'étranger et une polémique qui enfle: une séquence dont le Maroc aurait sans doute préféré se passer, tant elle risque d'écorner son image.

SALIHA TOUMI

Ouvert le mercredi 22 juillet devant le tribunal de première instance d'Aïn Sebaâ à Casablanca, le procès du rappeur et documentariste El Mahdi Lyoubi, plus connu sous le nom de Mehdi Black Wind, poursuivi pour «outrage à une institution constitutionnelle», a été renvoyé au 31 juillet. L'artiste marocain, installé à Marseille depuis plusieurs années, avait été interpellé le 10 juillet alors qu'il s'apprêtait à quitter le Maroc, avant d'être placé en garde à vue puis écroué à la prison d'Oukacha. Cette affaire a rapidement pris une dimension qui dépasse le seul cadre judiciaire. Dès l'ouverture du dossier, une mobilisation s'est organisée au Maroc et à l'étranger. Une tribune réclamant sa libération, initialement signée par plus de 500 personnalités, rassemble désormais plusieurs milliers de soutiens. Parmi eux figurent de nombreuses figures du rap marocain, des cinéastes, écrivains, comédiens et défenseurs des droits humains, tandis que plusieurs artistes français ont également apporté leur soutien.



Le rappeur écroué à la prison d'Oukacha faute d'avoir bénéficié de la liberté provisoire.

L'affaire nourrit également de nombreuses interprétations. Certains observateurs estiment que les ennuis judiciaires de Mehdi Black Wind ne sont pas étrangers à son soutien affiché au mouvement Gen Z, apparu au Maroc à l'automne 2025 et devenu le symbole d'une jeunesse qui a placé un enseignement performant et des soins de santé de qualité pour tous au cœur de ses revendications.

Cela dit, auélément officiel ne permet toutefois d'établir un lien entre cet engagement et les poursuites engagées contre lui. Au-delà des aspects juridiques, le dossier relance un débat plus large: était-il opportun d'arrêter et d'incarcérer un rappeur dont les textes relèvent d'une démarche

artistique, certes provocatrice et contestataire ? Pour certains, le Maroc aurait largement pu faire l'économie d'un procès appelé à susciter une forte résonance médiatique, tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

Forte résonance médiatique

Dans un contexte où le Royaume cherche à renforcer son image d'ouverture, cette procédure risque d'être interprétée, à tort ou à raison, comme une répression d'une voix artistique critique, alimentant une polémique qui dépasse largement les frontières nationales. Le renvoi de l'audience au 31 juillet, au lendemain de la Fête du Trône,

maintient donc une forte attente autour d'un dossier devenu hautement symbolique. Quelle que soit l'issue judiciaire, cette affaire pose une question de fond : celle de l'équilibre entre le respect des institutions, protégé par la loi, et la place accordée à la liberté d'expression artistique dans une société en pleine mutation.

Paradoxalement, plusieurs observateurs estiment que ce procès est en train de fabriquer ce qu'il prétend combattre : un héros. Relativement méconnu du grand public avant son interpellation, Mehdi Black Wind bénéficie désormais d'une visibilité nationale et internationale inédite, portée par la mobilisation de milliers de soutiens et l'écho médiatique de son affaire. ►



Can'Art et CULTURE



Festival des Plages 2026

Maroc Telecom fait vibrer l'été marocain

Du 20 juillet au 21 août 2026, Maroc Telecom donne rendez-vous au public pour la 22^e édition du Festival des Plages, l'un des plus importants événements musicaux gratuits du Royaume. Pendant plus d'un mois, les villes de M'diq, Tanger, Al Hoceima et Saïdia vibrent au rythme de près de 60 concerts organisés sur des scènes répondant aux standards internationaux. Devenu un rendez-vous incontournable de la saison estivale, le Festival des Plages confirme, année après année, son ambition de rapprocher la culture du plus grand nombre. Entièrement gratuit, il permet à des millions de spectateurs de vivre des spectacles de qualité dans un cadre convivial, en bord de mer, tout en favorisant la rencontre entre les artistes et leur public.

Cette nouvelle édition réunira les plus grandes figures de la scène musicale marocaine et arabe autour d'une programmation particulièrement diversifiée. Hip-hop, rap, Chaâbi, Aïta, Raï, Reggada, chanson marocaine contemporaine, pop arabe, variété orientale ainsi que les musiques traditionnelles et les troupes folkloriques régionales se succéderont pour offrir un panorama représentatif de la richesse et de la diversité des expressions musicales. Le Festival demeure également un véritable tremplin pour les jeunes artistes marocains.

En partageant la scène avec des chanteurs et groupes confirmés, les talents émergents bénéficient d'une visibilité exceptionnelle et d'une opportunité unique d'aller à la rencontre d'un public nombreux, contribuant ainsi au renouvellement de la scène artistique nationale. Au-delà de sa vocation culturelle, le Festival des Plages participe activement à l'animation des destinations touristiques du nord et de l'est du Royaume. Il accompagne la dynamique estivale des villes hôtes en générant d'importantes retombées économiques pour les commerces, les hôtels, les restaurants, les cafés, les transporteurs et l'ensemble des acteurs de l'économie locale.

Il contribue également à renforcer l'attractivité touristique des régions concernées et à promouvoir leur patrimoine culturel auprès des visiteurs marocains et étrangers. Depuis sa création en 2002, le Festival des Plages de Maroc Telecom s'est imposé comme une référence dans le paysage culturel national. En plus de deux décennies, il a accueilli des centaines d'artistes et rassemblé des dizaines de millions de festivaliers, fai-

sant de cet événement un symbole de convivialité, de diversité culturelle et de cohésion sociale. À travers cette 22^e édition, Maroc Telecom réaffirme son engagement citoyen en faveur de la

démocratisation de l'accès à la culture, du soutien à la création artistique nationale et du développement des territoires. Fidèle à sa mission d'entreprise responsable, l'opérateur poursuit ainsi

son action pour faire de la culture un facteur de rapprochement, d'inclusion et de vivre-ensemble, en offrant à tous une expérience musicale gratuite, fédératrice et accessible. ►



Le festival confirme, année après année, son ambition de rapprocher la culture du plus grand nombre.

La 22e édition est lancée en beauté à M'diq

La 22^e édition du Festival des Plages Maroc Telecom est officiellement ouverte. Lundi 20 juillet, la ville de M'diq a accueilli la soirée inaugurale de ce grand rendez-vous estival, marquant le début de plusieurs semaines de festivités musicales à travers le Royaume.

Pour cette première soirée, des milliers de festivaliers se sont retrouvés dans une ambiance chaleureuse et conviviale afin de célébrer le lancement de cette nouvelle édition. Les prestations du Groupe Atya Jabalia et d'Abdelali Anouar ont enflammé la scène, offrant au public un spectacle rythmé qui a donné le ton d'une édition placée sous le signe de la fête, de la musique et du partage. ►





Le Maigret du CANARD



Luis De la Fuente L'architecte du retour de la Roja au sommet

Discret mais décisif, Luis de la Fuente a permis à l'Espagne de décrocher son deuxième sacre en coupe du monde 16 ans après celui de 2010 en Afrique du Sud. Fruit d'un long travail avec les jeunes, d'une évolution maligne du tiki-taka et d'un management humain exigeant, son succès incarne la patience et le collectif face aux stars et aux effets de mode.

AHMED ZOUBAÏR

Il ne possède ni le charisme médiatique d'un José Mourinho, ni l'aura planétaire d'un Pep Guardiola, ni les sorties fracassantes d'un Diego Simeone. Pourtant, Luis De la Fuente, le discret, vient d'inscrire son nom parmi les grands bâtisseurs du football espagnol. Avec un style à part, une méthode rigoureuse et une confiance absolue dans la formation, le sélectionneur espagnol a réussi là où on ne l'attendait pas : conduire l'Espagne vers un nouveau sacre mondial, deux ans après avoir remporté le Championnat d'Europe. Cette réussite est tout sauf le fruit du hasard. Il est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, entamé bien avant son arrivée à la tête de la sélection A.

Formé à l'école de la patience

Avant de prendre les commandes de la Roja en mars 2023, Luis De la Fuente a passé plus d'une décennie à façonner les jeunes espoirs espagnols. Sélectionneur des équipes U19, U21 puis olympique, il a remporté plusieurs titres continentaux et une médaille d'argent aux Jeux olympiques, tout en accompagnant l'éclosion de nombreux internationaux. Cette connaissance intime des jeunes talents de son pays constitue son principal atout. Contrairement à d'autres sélectionneurs qui découvrent leurs joueurs une fois arrivés en équipe A, Luis De la Fuente connaît leur parcours, leur personnalité et leurs qualités, parfois depuis plusieurs années. Cette continuité lui permet de créer une véritable culture de groupe, où chaque génération prépare la suivante. Longtemps, l'Espagne est restée prisonnière de l'héritage du « tiki-taka ». Même lorsque ce modèle montrait ses limites, il demeurait presque sacré. Luis De la Fuente a rompu avec cette conception trop spectaculaire du football, qui porte rarement ses fruits. Sans renier



De la Fuente, tombeur des deux équipes favorites du tournoi, la France et l'Argentine.

l'ADN espagnol — maîtrise technique, possession et intelligence collective — il y a ajouté davantage de verticalité, d'intensité, de vitesse dans les transitions et une recherche permanente de l'efficacité. Son Espagne conserve souvent le ballon, mais uniquement lorsque cette possession sert un objectif offensif. Les attaques deviennent plus directes, les changements de rythme plus fréquents et les couloirs davantage exploités. Cette capacité d'adaptation est l'une de ses plus grandes qualités. Le premier chantier du sélection-

neur n'était pas tactique mais humain. Après les retraites internationales de plusieurs cadres et les turbulences traversées par la Fédération espagnole de football, la Roja devait reconstruire son unité. Luis De la Fuente y est parvenu sans tapage grâce à un management reposant sur la proximité, l'écoute et le dialogue. Les témoignages de ses joueurs décrivent un entraîneur accessible, exigeant mais profondément respecté, qui privilégie la confiance à la pression, la responsabilisation à l'autoritarisme. Cette atmosphère sereine, presque bon enfant, favorise la cohésion d'un

L'Espagne brise le dernier rêve de Messi

Lionel Messi, qui a laissé couler les larmes de la frustration après la fin du match, rêvait de quitter définitivement la scène footballistique sur un troisième sacre mondial, une sortie digne de la légende qu'il est devenu. Après avoir offert à l'Argentine un deuxième sacre quatre ans plus tôt, le capitaine de l'Albiceleste semblait avoir rendez-vous avec l'histoire pour refermer son immense carrière sur un ultime exploit. Mais le football réserve parfois les scénarios les plus cruels. Face à lui se dressait une Espagne irrésistible, emmenée par un Luis De la Fuente au sommet de son art. Pour Messi, le destin n'aura donc pas offert le dernier chapitre qu'il imaginait. Mais la défaite n'efface en rien l'héritage du génie argentin. En revanche, elle consacre définitivement une nouvelle puissance du football mondial : cette Espagne version Luis De la Fuente, capable de renverser les plus grandes nations et d'ouvrir un nouveau cycle de domination. ▶

Le maître, le disciple... et le destin

Lionel Messi, qui a laissé couler les larmes de la frustration après la fin du match, rêvait de quitter définitivement la scène footballistique sur un troisième sacre mondial, une sortie digne de la légende qu'il est devenu. Après avoir offert à l'Argentine un deuxième sacre quatre ans plus tôt, le c



Le Maigret du CANARD



groupe où les ego ont appris à s’effacer devant l’intérêt collectif. L’une des caractéristiques de Luis De la Fuente est son refus des hiérarchies figées. Chez lui, le statut en club ne garantit en rien une place en sélection. Chaque rassemblement est une nouvelle compétition. Les joueurs en forme sont récompensés, même lorsqu’ils évoluent dans des clubs moins prestigieux. Cette philosophie entretient une émulation saine et pousse chacun à maintenir un haut niveau d’exigence. Le sélectionneur espagnol n’est pas un révolutionnaire. Il préfère l’équilibre aux expérimentations spectaculaires. Son équipe est capable de modifier son animation au cours d’un même match : presser haut, défendre dans un bloc médian, accélérer les transitions ou monopoliser le ballon selon l’adversaire. Cette flexibilité tactique rend l’Espagne particulièrement difficile à lire. Les deux équipes favorites du Mondial 2026, la France de Mbappé en demi-finale et l’Argentine de Messi en finale, l’ont appris à leurs dépens. Éliminer coup sur coup le champion et le vice-champion du monde de 2022 constitue sans doute la plus éclatante démonstra-

tion du savoir-faire du technicien espagnol. A Didier Deschamps et ses hommes, qui comptent sur le papier les meilleurs joueurs du monde, il a administré une véritable leçon de football. Grâce à un pressing parfaitement orchestré, une maîtrise technique supérieure et une lecture tactique remarquable, les Espagnols ont neutralisé les Bleus avant de s’imposer avec autorité (2-0). Avec l’Albiceleste, le défi s’annonçait encore plus redoutable. Face à une équipe réputée pour son réalisme et sa force mentale, Luis De la Fuente n’a pas changé ses principes. Son équipe qui a largement dominé son adversaire est restée fidèle à son identité, a fait preuve de patience malgré les nombreux arrêts du gardien argentin et a fini par trouver la faille en prolongation pour décrocher un succès aussi précieux que mérité (1-0). Plus qu’un sélectionneur talentueux, Luis De la Fuente s’est imposé comme un stratège d’exception, capable de préparer ses troupes pour les plus grands rendez-vous, de s’adapter aux profils de ses adversaires et de faire triompher un collectif face aux plus fortes individualités.

Les changements opérés pendant les rencontres témoignent également d’une excellente lecture du jeu. Plusieurs matches ont basculé grâce à des ajustements effectués en seconde période. Plus qu’un simple renouvellement générationnel, le technicien espagnol a construit un véritable projet d’avenir, n’hésitant pas à lancer de jeunes joueurs lorsque leur potentiel le justifie. Mais, contrairement à certaines politiques de rajeunissement précipitées, il les intègre progressivement au sein d’un collectif expérimenté. Cette alchimie entre jeunesse et expérience explique largement la fraîcheur affichée par la Roja tout au long de cette compétition. À rebrousse-poil de nombreux confrères qui aiment les projecteurs, Luis De la Fuente a fait le choix de la discrétion. Il parle peu, préférant laisser les résultats sur le terrain parler pour lui.

Un modèle pour le football européen

Le succès de Luis De la Fuente rappelle une vérité souvent oubliée : les grandes sélections ne se construisent pas uniquement grâce

au talent individuel. Elles naissent d’une vision, d’une continuité et d’un projet cohérent. En misant sur la formation, la stabilité, le mérite et l’intelligence collective, le technicien espagnol démontre qu’il est encore possible de gagner sans céder aux effets de mode. Son parcours constitue également une leçon pour de nombreuses fédérations : promouvoir un technicien qui connaît parfaitement les jeunes générations et l’identité footballistique du pays peut s’avérer plus efficace que la recherche d’un entraîneur vedette. Avec cette nouvelle couronne mondiale, Luis de la Fuente ne remporte pas seulement une Coupe du monde. Il valide un modèle de développement fondé sur la continuité, la patience et la confiance dans les compétences nationales. Dans un football dominé par l’immédiateté et la pression des résultats, le sélectionneur espagnol rappelle qu’un grand entraîneur n’est pas forcément celui qui fait le plus de bruit, mais celui qui sait bâtir, transmettre et faire progresser son équipe jusqu’à l’excellence. La deuxième étoile de l’Espagne porte indéniablement sa signature. ▶

Mondial 2026 Une pétition record contre l’Argentine, les violences de la finale ravivent la polémique

Le mouvement de contestation en ligne visant l’Argentine ne date pas de la finale perdue face à l’Espagne (1-0). Bien avant le coup de sifflet final, une pétition, intitulée Argentina out, réclamant l’exclusion de l’Albiceleste des prochaines Coupes du monde avait rencontré un succès phénoménal, dépassant les 24 millions de signatures. À l’origine, les initiateurs de cette mobilisation dénonçaient ce qu’ils considéraient comme un traitement de faveur accordé à Lionel Messi et à ses coéquipiers tout au long du tournoi. De nombreux supporters estimaient que certaines décisions arbitrales, ainsi que l’absence de sanctions après plusieurs comportements controversés, avaient nourri le sentiment d’une équipe bénéficiant d’une forme d’indulgence de la part des instances du football. Si ces accusations relèvent de perceptions largement débattues et non de faits officiellement établis, elles ont



Une image montrant deux joueurs argentins prendre violemment à partie un joueur espagnol.

alimenté une défiance massive sur les réseaux sociaux. La finale a ensuite donné une nouvelle tournure à

cette polémique. Après la victoire de l’Espagne, des altercations ont éclaté sur la pelouse, avec des joueurs

argentine impliqués dans des incidents physiques visant des joueurs espagnols. Ces images scandaleuses, largement relayées, ont renforcé l’indignation de nombreux observateurs et donné un nouvel élan à une pétition qui existait déjà avant ces actes contraires au fair-play. Pour beaucoup, ces débordements ont confirmé l’impression d’une équipe ayant dépassé les limites de l’esprit sportif. La frustration d’une défaite, aussi douloureuse soit-elle, ne peut justifier des comportements violents sur une pelouse, encore moins lors d’une finale de Coupe du monde. Si la FIFA a ouvert une procédure disciplinaire concernant les incidents de la finale, l’hypothèse d’une exclusion de l’Argentine des prochaines Coupes du monde demeure, à ce stade, très improbable. En revanche, cette affaire laisse ternir l’image d’une sélection dont le parcours sportif se retrouve sali par une succession de controverses. ▶



Le Maigret du CANARD



Le talent ne suffit pas

Une Coupe du monde se gagne d'abord avec une identité

AHMED ZOUBAÏR

La Coupe du monde est sans doute le plus grand paradoxe du football. Elle réunit les meilleurs joueurs de la planète, mais elle n'est presque jamais remportée par l'équipe qui possède simplement la plus grande somme de talents individuels. L'histoire du Mondial le démontre avec une remarquable constance : les équipes qui soulèvent le trophée sont avant tout celles qui savent transformer des individualités en une œuvre collective.

Le sacre de l'Espagne en est une nouvelle illustration. Si la Roja a pu compter sur des joueurs talentueux, son succès ne repose pas uniquement sur les éclairs de génie de Lamine Yamal, Pedri ou Nico Williams. Il est avant tout le fruit d'une identité de jeu clairement assumée, patiemment construite et fidèlement respectée. Une Coupe du monde ne se gagne pas avec onze stars. Elle se gagne avec onze joueurs qui parlent le même langage footballistique.

Le football moderne récompense moins les équipes spectaculaires que les équipes cohérentes. Une identité de jeu forte permet à chaque joueur de savoir où se placer, quand presser, comment ressortir le ballon et comment réagir à chaque situation. Cette intelligence collective finit toujours par prendre le dessus sur les exploits isolés.



L'autre défi essentiel à relever pour les Lions de l'Atlas est la création puis la consolidation d'une identité nationale de jeu.

Toutes les grandes nations championnes ont développé leur propre ADN. L'Espagne a bâti son règne sur la maîtrise du ballon, les triangles de passes, la patience et la supériorité technique. L'Allemagne s'est toujours distinguée par sa rigueur tactique, sa discipline collective et son efficacité. L'Italie a longtemps fait de l'organisation défensive et de la maîtrise des temps faibles une véritable science. L'Argentine de Lionel Scaloni n'a pas gagné uniquement grâce au génie de Lionel Messi ; elle a triomphé grâce à un groupe soudé, prêt à se dépenser, défendre et souffrir pour son capitaine. Quant à la France, cham-

pionne en 2018, elle a su associer puissance athlétique, discipline tactique et efficacité chirurgicale dans les moments décisifs. Toutes ces équipes ont un point commun : elles possèdent une identité reconnaissable avant même le coup d'envoi. Cette identité dépasse largement le terrain. Elle est culturelle. Elle s'enracine dans la formation, les habitudes de jeu, la philosophie des entraîneurs et même dans la manière dont un pays conçoit le ballon rond. Elle devient une seconde nature que les joueurs retrouvent automatiquement lorsqu'ils revêtent le maillot national. Le talent, lui, reste indis-

pensable. Mais il n'est qu'une matière première. Sans cadre collectif efficient, il se disperse. Sans organisation, il s'épuise. Sans projet de jeu, il devient imprévisible... pour ses propres partenaires. À l'inverse, un collectif bien huilé peut sublimer des joueurs qui ne sont pas forcément les plus médiatiques. Les automatismes réduisent les erreurs, la solidarité compense les faiblesses individuelles et la confiance mutuelle permet d'affronter les moments de crise qu'aucune équipe ne peut éviter dans un tournoi de plusieurs matches. En somme, la Coupe du monde est un marathon psychologique autant que

technique. Les champions sont ceux qui savent défendre lorsque l'inspiration disparaît, rester calmes sous pression et continuer à croire au plan de jeu lorsque le doute s'installe. C'est précisément là que réside la différence entre une grande sélection et un simple rassemblement de vedettes.

Pour les nations ambitieuses, comme le Maroc, qui aspirent au titre mondial, la leçon est précieuse. Les talents existent. Les infrastructures progressent. La formation grâce à l'académie Mohammed VI de football produit des joueurs capables d'évoluer dans les plus grands championnats. Mais le prochain défi à relever pour les Lions de l'Atlas est la création puis la consolidation d'une identité de jeu nationale, reconnaissable de la sélection des jeunes jusqu'à l'équipe première.

Les grandes nations ne changent pas de philosophie au gré des entraîneurs. Elles perfectionnent une même idée du football pendant des années. Au fond, gagner une Coupe du monde n'est jamais seulement une question de talent. C'est l'aboutissement d'une alchimie où se rencontrent la technique, la tactique, la discipline, la culture du jeu, le mental et l'esprit d'équipe. Les champions écrivent l'histoire avec leurs pieds, mais ils la construisent d'abord avec leur intelligence collective, la force de leur mental. Car au plus haut niveau, le génie fait gagner un match ; le collectif fait gagner une Coupe du monde. ▀



Le Maigret du CANARD



Football Le Wydad tourne la page d'un mandat décevant

Réunis mardi soir 21 juillet à Casablanca en assemblée générale ordinaire et élective, les adhérents du club ont porté Ibrahim El Asri à la tête des Rouges, tournant ainsi la page du mandat de Hicham Aït Menna, marqué par des résultats sportifs largement en deçà des ambitions d'un club habitué à jouer les premiers rôles. Au terme d'un scrutin disputé, Ibrahim El Asri s'est imposé au second tour avec 72 voix, contre 56 pour son concurrent Yacine Saadallah, prenant les commandes d'un Wydad en quête de renouveau. Le nouveau président hérite d'une équipe en perte de vitesse. Lors de



Hicham Aït Menna et Ibrahim El Asri.

la saison 2025-2026, le WAC n'a terminé qu'à la cinquième place de la Botola Pro D1 « Inwi », un classement indigne du palmarès et des ambitions du club casablancais. Sur

la scène continentale, les Rouge et Blanc ont également déçu en quittant prématurément la Coupe de la CAF dès les quarts de finale, loin des standards d'un club triple champion

d'Afrique. Le mandat de Hicham Aït Menna laisse ainsi un bilan peu reluisant, marqué par une perte d'influence sur le plan sportif, des performances irrégulières et une incapacité à remettre le Wydad sur le toit du football national et africain comme il l'avait promis aux supporters wydadis. L'arrivée d'un nouveau chef s'accompagne donc de fortes attentes. Il lui faudra rapidement restaurer la compétitivité de l'équipe, rétablir la stabilité au sein du club et redonner aux supporters l'espoir de voir le Wydad retrouver sa place au sein du championnat national mais parmi les grandes références du football continental. Tout un programme...»

Coupe du monde 2026

L'Espagne fait tomber l'Argentine et s'offre une deuxième étoile

Après avoir longtemps buté sur l'infranchissable Emiliano Martinez, l'Espagne a fini par faire sauter le verrou argentin pour s'imposer au terme de la prolongation (1-0), dimanche 19 juillet, près de New York. Deux ans après son sacre à l'Euro, la Roja décroche la Coupe du monde et grimpe, pour la deuxième fois de son histoire, sur le toit du football mondial. Au terme d'une finale intense, disputée et d'un très haut niveau, les Espagnols ont fait parler leur maîtrise collective, leur patience et leur talent pour venir à bout d'une valeureuse sélection argentine, confirmant ainsi l'émergence d'une nouvelle génération dorée et l'installation durable de l'Espagne parmi les grandes puissances du football mondial. »



Le retour aux racines d'un champion du monde

Il aurait pu enchaîner les réceptions prestigieuses, les plages privées et les palaces les plus exclusifs d'Europe. Après son sacre mondial avec l'Espagne, Lamine Yamal avait toutes les raisons de prolonger la fête sous les projecteurs. Pourtant, c'est un tout autre voyage qu'il a choisi d'entreprendre : celui du retour aux sources. Direction la maison de sa grand-mère Fatima la tangerinoise, dans le quartier Rocafonda à Mataro, à environ 30 km de Barcelone, là où Yamal a vu le jour et grandi, où les trophées comptent moins que les souvenirs et où les applaudissements laissent place aux étreintes et où l'amour se mesure à la générosité d'une table familiale bien marocaine. Dès son arrivée, il retrouve les parfums de son enfance : un couscous fumant, une pastilla dorée ou un tagine de jarret aux abricots confits ... Le tout préparé avec la tendresse que seules les grands-mères savent offrir. Des saveurs uniques du terroir marocain qu'aucun restaurant étoilé ne saurait égaler.



Yamal, la coupe et le tagine.

Mais le plus beau moment restait à venir. Lamine ouvre sa valise, en sort la Coupe du monde décrochée par l'Espagne et la dépose entre les mains de celle qui l'a élevée et vu grandir. Pendant quelques instants, le temps semble s'arrêter. Sa grand-mère caresse le trophée avec émotion, les yeux embués de larmes, comme si elle revivait en silence toutes les prières, tous les sacrifices et tous les espoirs qui avaient accompagné le parcours de son petit-fils jusqu'au sommet du football mondial. Cette image vaut bien plus qu'une célébration. Elle raconte qu'au-delà du talent et de la gloire, la plus belle des victoires est peut-être de ne jamais oublier d'où l'on vient. Car les champions soulèvent des trophées, mais les plus grands restent, avant tout, les enfants de leur famille et de leurs racines. Cette image rappelle aussi une vérité profonde : les vrais champions ne sont pas seulement ceux qui soulèvent les trophées, mais ceux qui n'oublient jamais les mains qui les ont portés avant qu'ils ne soulèvent la coupe la plus prestigieuse de la planète foot. »



Le MIGRATEUR



Tunisie Kaïs Saïed ou l'art de gouverner dans le noir

LAILA LAMRANI

À force de vouloir concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme, la Tunisie semble aujourd'hui découvrir qu'on ne gouverne pas un pays à coups de décrets, de procès et de slogans. Pendant que le président Kaïs Saïed promettait de purifier la vie politique, le quotidien de nombreux Tunisiens s'est chargé de lui rappeler une vérité plus terre à terre : un réfrigérateur ne fonctionne pas avec des discours, pas plus qu'un robinet ne coule au rythme des déclarations présidentielles. Le pays qui avait donné au monde l'image d'une révolution porteuse d'espoir se retrouve enlisé dans une crise économique et sociale profonde. Inflation persistante, pénuries récurrentes de produits de base, investissements en berne, finances publiques sous tension: autant de réalités qui pèsent chaque jour davantage sur les



Le président tunisien n'arrête pas de faire souffrir son peuple.

ménages. À cela s'ajoutent, dans plusieurs régions et à de longues périodes, des interruptions d'eau potable ou d'électricité qui alimentent le sentiment d'un État incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de ses citoyens. Dabs un pays écrasé par la canicule, la situation est devenue très étouffante. Pendant ce temps, le débat pu-

blic semble s'être déplacé. Les opposants sont poursuivis, les journalistes et les voix critiques dénoncent un rétrécissement de l'espace des libertés, tandis que la lutte contre les « complots » occupe souvent le devant de la scène. À croire que les coupures de courant seraient moins pré-occupantes que les coupures de parole. Cruel paradoxe! Plus

le pouvoir se concentre, plus les résultats s'éloignent. Les promesses de redressement se heurtent à une économie en panne, à une confiance des investisseurs érodée et à une jeunesse qui regarde de plus en plus vers l'exil comme horizon. La Tunisie mérite mieux qu'un face-à-face permanent entre un pouvoir convaincu d'avoir toujours raison et une société sommée de patienter. Un État ne se mesure pas à la quantité de ses communiqués, mais à sa capacité à assurer les services essentiels, à protéger les libertés et à offrir des perspectives à sa population. À force de vouloir incarner seul la solution, le risque est de finir par concentrer aussi toutes les responsabilités. Car les citoyens jugent rarement un pouvoir à la vigueur de ses discours ; ils le jugent à ce qui sort de leur robinet, à la lumière qui s'allume lorsqu'ils appuient sur un interrupteur et à l'espoir qu'ils peuvent encore nourrir pour leurs enfants..

Moyen-Orient Après deux semaines de frappes, l'accalmie revient...

Après deux semaines d'une dangereuse escalade militaire, les États-Unis et l'Iran semblent avoir choisi de suspendre les hostilités. Cette désescalade, saluée par les marchés, a immédiatement entraîné un repli des prix du pétrole, même si les tensions restent loin d'être définitivement apaisées.



Trump- Iran: Une trêve fragile.

dans le conflit. Les menaces autour du détroit d'Ormuz, par où transite une part essentielle du commerce mondial de pétrole, avaient ravivé les inquiétudes sur la sécurité des approvisionnements énergétiques et sur la stabilité de l'économie mondiale. La suspension des opérations militaires marque donc un tournant. Si aucune des causes profondes de la confrontation n'a disparu, Washington comme Téhéran semblent avoir pris conscience des risques d'une escalade incontrôlée, tant sur le plan militaire qu'économique. Les marchés pétroliers

n'ont d'ailleurs pas tardé à réagir. Après avoir fortement progressé au plus fort des tensions, les cours du brut ont nettement reculé à la faveur de l'accalmie, les opérateurs estimant que le risque d'une interruption du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz s'est, au moins temporairement, éloigné. Cette détente constitue une bonne nouvelle pour les pays importateurs de pétrole, dont les perspectives inflationnistes s'étaient assombries au fil des bombardements. Cette baisse des prix de l'énergie est également accueillie favorablement

par les économies les plus dépendantes des importations d'hydrocarbures, à commencer par plusieurs pays européens, mais aussi le Maroc, où toute variation des cours internationaux du pétrole a des répercussions directes sur les coûts de transport, les prix à la pompe et, plus largement, sur le pouvoir d'achat des ménages. Pour autant, la prudence reste de mise. Le Moyen-Orient demeure une région où les équilibres restent particulièrement fragiles. Le moindre incident, une attaque de milices alliées, une frappe ciblée ou un nouvel accrochage naval dans le Golfe pourraient rapidement remettre en cause cette accalmie et provoquer une nouvelle flambée des prix du pétrole. Si les armes se sont momentanément tues, la crise est loin d'être résolue. Le cessez-le-feu de fait observé ces derniers jours apparaît davantage comme une pause tactique que comme le prélude à une normalisation durable des relations entre Washington et Téhéran. Dans cette région du monde, les accalmies sont souvent aussi précaires que les crises sont soudaines.



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Le Maigret du CANARD



Feux de forêt

LA TERRE BRÛLE...

Chaque tonne de pétrole, de charbon ou de gaz brûlée aujourd’hui alimente le réchauffement de demain

ABDELLAH CHANKOU

L’été n’est plus synonyme de vacances. Il est devenu la saison de toutes les angoisses. Chaque année, le même scénario tragique se répète, mais avec une violence toujours plus spectaculaire. Des milliers d’hectares de forêts partent en fumée, des villages sont évacués dans l’urgence, des pompiers risquent leur vie face à des murs de flammes devenus incontrôlables. Cette année encore, la France vit un enfer inédit. L’Espagne brûle. Le Canada est ravagé par des mégafeux qui obscurcissent le ciel sur des milliers de kilomètres. L’Algérie et la Tunisie affrontent également des incendies dévastateurs. D’un continent à l’autre, les images se ressemblent: des arbres centenaires réduits en cendres, une faune décimée, des habitants contraints d’abandonner leurs maisons et des paysages transformés en déserts noirs. Ce n’est plus une succession d’accidents. C’est une nouvelle réalité. Effroyable et inquiétante. Le réchauffement climatique ne relève plus des prévisions scientifiques. Il fait désormais des ravages sous nos yeux. Chaque dixième de degré supplémentaire assèche un peu plus les sols, fragilise les forêts et transforme la moindre étincelle en catastrophe. Les vagues de chaleur deviennent plus longues, les sécheresses plus sévères et les vents plus violents. Il suffit alors d’un mégot, d’un barbecue mal éteint, d’un acte criminel ou d’un simple éclair pour déclencher un brasier incontrôlable. Le feu a cessé d’être un phénomène naturel pour se transformer en symptôme le plus spectaculaire du dérèglement climatique. Les climatocseptiques continuent pourtant de minimiser



Les feux de forêt ont cessé d’être un phénomène naturel pour se transformer en symptôme le plus spectaculaire du dérèglement climatique.

l’évidence, d’y voir une simple alternance de cycles naturels ou de dénoncer une prétendue exagération médiatique. Mais les flammes, elles, ne débattent pas. Elles avancent. Les records de température se succèdent. Les sécheresses s’allongent. Les glaciers fondent. Les océans se réchauffent. Les phénomènes extrêmes se multiplient sur tous les continents. Les faits sont désormais plus puissants que les discours. La nature inflige chaque été un démenti cinglant aux thèses les plus fantaisistes. Les pompiers accomplissent des exploits quotidiens. Les États investissent dans des Canadair, renforcent leurs dispositifs de secours et perfectionnent leurs systèmes d’alerte. Mais cette bataille acharnée ne

pourra jamais être gagnée uniquement avec des moyens de lutte contre le feu. Car tant que les causes profondes ne seront pas traitées, chaque été risque d’être plus dévastateur que le précédent. Chaque tonne de pétrole, de charbon ou de gaz brûlée aujourd’hui alimente le réchauffement de demain. L’urgence est désormais ailleurs: elle consiste à changer en profondeur le modèle de développement et les habitudes de consommation. Réduire drastiquement la dépendance aux énergies fossiles, accélérer la transition vers des sources d’énergie propres, repenser les modes de transport, préserver les forêts, limiter le gaspillage et consommer de manière plus responsable ne relèvent plus du choix politique ou idéolo-

gique. C’est une nécessité vitale. Chaque tonne de pétrole, de charbon ou de gaz brûlée aujourd’hui alimente le réchauffement de demain. Chaque dixième de degré supplémentaire accroît le risque d’incendies géants, de sécheresses, d’inondations ou de tempêtes. Continuer comme avant reviendrait à jeter du carburant sur un brasier déjà hors de contrôle. La planète entre progressivement dans l’ère des mégafeux. Des incendies capables de créer leur propre météo, de franchir des routes, des fleuves et même des pare-feux réputés infranchissables. Des incendies alimentés par des vents imprévisibles et des végétations desséchées qui se consomment comme de la poudre. Ces forêts qui disparaissent ne sont pas de simples paysages. Elles sont des puits de carbone, des réservoirs de biodiversité, des climatiseurs naturels et un patrimoine légué aux générations futures. Lorsqu’elles partent en fumée, c’est aussi une

partie de notre capacité à ralentir le changement climatique qui disparaît avec elles, nourrissant un cercle vicieux où le feu accélère le réchauffement, qui alimente à son tour de nouveaux incendies. Longtemps, l’humanité s’est demandée à quoi ressemblerait le changement climatique. La réponse est là, visible à tous. Elle se lit dans ces colonnes de fumée qui obscurcissent le ciel, dans ces villes recouvertes de cendres, dans ces millions d’hectares de forêts anéantis et dans ces populations contraintes de fuir les flammes. Le climat n’attend plus les raouts internationaux ni les promesses sans lendemain. Il impose plus que jamais son calendrier. Et chaque été nous rappelle que sauver les forêts, c’est aussi sauver notre avenir. Car il ne s’agit plus seulement de protéger la nature: il s’agit de préserver les conditions mêmes de la vie sur Terre. ▀



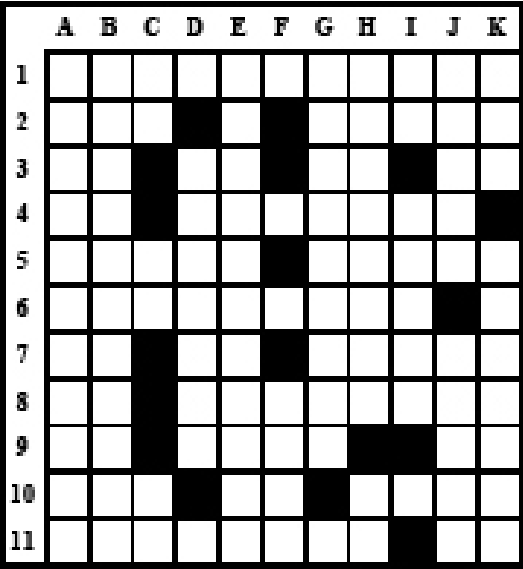
Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

Grid for Mot Fléchés with clues and arrows. Clues include: Rivier, Prière en latin, Votant, Cigogne, United Kingdom, Indian, Simon, Gymnase, Salle Prières, Ville de Belgique, Guêpe, Danse, Note, Choques, Bigue, Peintres japonais, Four, Roman de Chateaubriand, Saison, Collier, Meunier, rôtir, Or de la loi musulmane, Croûton, Région, dille, de France, Femme, Acide, Chef, suédois, Fibre, Solution, Homme, politique, français, (-1919), Succès, Triple, voyage, Techné, Sum, Opium, Metrum, Prix Nobel de la paix, en 1879, Stimula, Briser, Difficulté.

Mots croisés



Horizontalement
[1] Chênes verts de l'Amérique du Nord. [2] Roi farceur. Ventral. [3] Romains. À l'entrée d'Amsterdam. Sur un écusson de France. Lettres de garçon. [4] Deux de cinq. Ville du Nord. [5] C'était mesurer. Se servira. [6] Immigrant dans les mines d'or du Transvaal. [7] Les extrémités d'une dot. Préfixe. Ville du Nord. [8] Un peu d'eau. Scie. [9] Participe gai. Serree. Un non sans O. [10] Vieille colère. Amène une explication. Mer de Grèce. [11] Ville belge. Préposition.

Verticalement
[A] Fadaise. [B] Peut être présent partout en même temps. [C] Obtem. Précède une explication de texte. À l'entrée de l'école. [D] c'est avec Eloise qu'il est connu. [E] Relation amicale. [F] Assortir les couleurs. [G] Permet l'ajustement avec des vis. [H] Dira non. Préposition. [I] Métal brillant. Commune de l'Orne. [J] Se déplacer dans l'eau. Contient quatre termes. [K] Cite textuellement. Portés avec violence.

Mots Mêlés



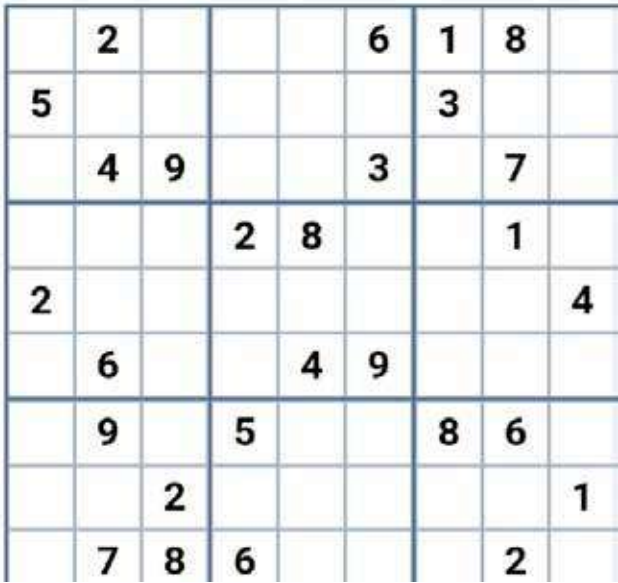
- 1. Endroit où Thomas Piqueur a passé 10 ans.
- 2. Pénalité comportant la Grande Tache Noire.
- 3. Pénalité qui élimine des joueurs.
- 4. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 5. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 6. Agence spécialisée en musique.
- 7. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 8. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 9. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 10. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 11. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 12. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 13. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 14. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 15. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 16. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 17. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 18. Pénalité qui se fait sur le terrain.
- 19. Pénalité qui se fait sur le terrain.

Su-Do-Ku

A méditer

Solution des jeux du numéro précédent

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



Portrait of a man with a quote: « La différence qu'il y a entre les oiseaux et les hommes politiques, c'est que de temps en temps les oiseaux s'arrêtent de voler ! » Coluche

Su-Do-Ku



Mots Mêlés

La phrase-mystère est :

Chocolat

Mots fléchés

DAYTONABEACH
. PAUSER. PROU
GILLES. VELUM
ECULEES. II. I
NA. E. BRISTOL
ELISSA. NT. MI
R. C. BRODERIE
ALIBI. RO. OS.
LABORATOIRES
ICARE. ER. O. U
SISE. NI. PSYS
ES. EMPLOI. SE

Mots croisés



Et BATATI ET BATATA



Survit grâce au ketchup

C'est une histoire invraisemblable qui, fort heureusement, se termine bien. Un Dominiquais, prénommé Elvis François, a bien cru qu'il ne rentrerait jamais chez lui. Naufragé en mer des Caraïbes, il a réussi à survivre seul 24 jours en se nourrissant uniquement... de ketchup ! Après plus de trois semaines de galère, il a finalement été sauvé dans les eaux colombiennes, a fait savoir l'autorité navale de ce pays. « Je n'avais rien à manger, juste une bouteille de ketchup, de la poudre d'ail et des Maggi (cubes de bouillon). J'ai tout mélangé avec de l'eau pour survivre pendant environ 24 jours », a raconté le miraculé dans une vidéo publiée par la marine colombienne. Le rescapé avait écrit le mot « help » sur la coque de son voilier, sur lequel il a été retrouvé à 120 miles nautiques (environ 220 km) au nord-ouest de Puerto Bolivar, dans le département septentrional de la Guajira. « Le 15 janvier, j'ai vu passer un avion. J'avais un miroir et j'ai commencé à envoyer des signaux » avec la réflexion du soleil, « quand je l'ai vu passer deux fois, j'ai compris qu'ils m'avaient vu », explique-t-il. La marine colombienne est rapidement venue lui porter secours avec le soutien d'un navire marchand. En décembre, alors que cet habitant de la Dominique réparait un voilier en face d'un port de Saint-Martin, une île du nord-est des Antilles, il a été « emporté vers le large » en raison de mauvaises conditions météorologiques, selon un communiqué de la marine. « Sans aucune connaissance de la navigation, il était perdu et désorienté en mer, ses efforts pour manœuvrer le navire et les équipements à bord n'ont servi à rien », ajoute la même source.

Des cambrioleurs généreux

Vendredi 13 janvier, les policiers antibois (Alpes-Maritimes, France) ont été appelés suite au déclenchement d'une alarme, rapporte Nice Matin. Vers 21 h 30, un couple, propriétaire d'une villa à Antibes, signale une effraction en cours. Tous deux sont absents de chez eux, mais ils viennent de recevoir une notification les avertissant du déclenchement de l'alarme. Mieux, les images de la caméra de vidéoprotection consultables depuis leur téléphone, montrent deux individus cagoulés dans la maison. Deux patrouilles se rendent rapidement sur place. Dans la villa, tout a été mis sens dessus dessous. Les policiers entendent du bruit et se retrouvent face à face avec les malfrats, surpris en flagrant délit. L'un des cambrioleurs est en possession de cocaïne, qui, selon lui, a été retrouvée dans la villa. Le second, tente de soudoyer les policiers : il leur offre 50 000 € s'ils les laissent partir. Le "deal" ayant été décliné, l'un des deux voleurs feindra ensuite un malaise. Par précaution, il sera emmené à l'hôpital où il tentera de s'enfuir, sans succès. Placé en garde à vue, le duo a reconnu les faits de cambriolage. Déjà connus des services de police pour des faits similaires, les deux individus ont été placés en détention. Les policiers espèrent ainsi avoir élucidé la série de cambriolages en cours depuis quelques jours à Antibes.

Vendredi 13 faste

Le vendredi 13 porte-t-il chance ou malchance ? Pour un Américain, habitant du Maine, c'est la première option qui s'est vérifiée. Le chanceux a remporté 1,35 milliard de dollars, soit 1,244 milliard d'euros à la loterie américaine, en achetant un ticket qu'à deux dollars, rapporte Le Parisien daté du 14 janvier. Il ne s'agit pas d'un record pour autant. Cela faisait trois mois et 25 tirages consécutifs que le pactole n'était pas tombé. Pour l'emporter, le gagnant devait trouver cinq bons numéros distincts entre 1 et 70, ainsi qu'une "Mega Ball" entre 1 et 25. La probabilité de décrocher le gros lot n'était que d'une sur 302,6 millions. Finalement en jouant les numéros 30, 43, 45, 46 et 61, la Mega Ball 14, le ou la Mainois(e) a vu sa vie basculer. L'identité de la personne n'est pas encore connue. Mais cette dernière devra soit accepter une rente annuelle sur 29 ans pour recevoir l'ensemble des 1,244 milliard d'euros, soit toucher 668 millions d'euros en une seule fois.



Rigolard



***Un chien et un crocodile se disputent**
Au cours de la dispute, le chien traite le crocodile de sac à main. Le crocodile rétorque en traitant le chien de sac à puces.

***Les chercheurs ont des trous de mémoire. Pourquoi ?**
Ils se creusent trop la tête.

***Toto et son enseignante**
L'enseignante de toto lui demande :
- Toto, y a-t-il des personnes qui vivent la lune ?
Toto répond :
-Oui, puisqu'elle est toujours allumée.

***Les ampoules ont une santé fragile et une durée de vie assez courte.**
Parce que leur vie ne tient qu'à un fil.

***Pourquoi les vaches gardent les yeux fermés au cours de la traite de leur lait ?**
Afin de faire du lait concentré.

***Toto rentre de l'école, pensif. Sa maman lui demande :**
- "Par quoi es-tu préoccupé, Toto ?
- J'étais en train de me dire que j'aurais préféré vivre au Moyen-Âge."
La maman de Toto est intriguée :
- "Pourquoi dis-tu ça ?
- Parce que j'aurais eu moins de leçons d'histoire à apprendre !"

***La maîtresse demande à la classe de Toto :**
"Qui peut me dire pourquoi les trois petits cochons voulaient se faire construire une

maison ?
Lulu, le copain de Toto lève la main et dit :
- Moi je sais ! Ils avaient trop mangé, étaient trop gros et ils ont dû reconstruire leurs maisons pour y rentrer !
- Mais non, reprend la maîtresse, c'est parce qu'il avaient peur de se faire manger par le loup ! Et toi Toto, tu sais bien que le premier petit cochon a rencontré un agriculteur et lui a demandé de la paille pour construire sa maison ? Peux-tu me dire ce que ce monsieur lui a répondu ?
Toto réfléchit un instant et annonce tout fier:
- Il a dit "Oh chouette, un cochon qui parle"!"

***Un gars passe en jugement** en correctionnelle car il est accusé d'avoir volé une BMW. Après la plaidoirie de l'avocat, le juge décide d'acquitter le gars, et il quitte le tribunal libre. Le lendemain, le même gars se représente devant le juge et lui dit :
- Votre honneur, je voudrais déposer plainte contre ce vaurien d'avocat!
- Et pourquoi donc? Il vous a obtenu un acquittement pourtant?! Pourquoi voulez-vous qu'on l'arrête?
- C'est que, je n'avais pas assez d'argent pour le payer... alors il est parti avec la voiture que j'avais volée.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie 250 m²

77 BD Ghandi Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES
Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444



RANGE ROVER

UN RAFFINEMENT SANS ÉGAL, ÉLECTRIFIÉ.



Une présence inégalée. Une allure distinguée. Une modernité saisissante.
Le Range Rover hybride rechargeable est raffiné par essence.

Smeia

080 2000 701

Les cahiers
du **Canard**
Libéré

Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou

HORS SERIE



FÊTE DU
TRÔNE
2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

MONARCHIE
Le socle de la
stabilité et du
renouveau



La continuité d'une vision, la force
d'une transmission.

Mohammed VI, l'artisan du
Maroc émergent.

27 ANS DE RÈGNE

UN ROYAUME

EN MOUVEMENT

*Des infrastructures aux réformes sociales, de la diplomatie aux
grands projets structurants, retour sur 27 ans de règne qui ont
profondément transformé le Maroc .*



LE DÉFI DE LA GÉNÉRATION CONNECTÉE

EDITO

Par Abdellah
Chankou

Le Maroc change à une vitesse fulgurante. En l'espace d'une génération, une société encore largement structurée par les médias traditionnels, les corps intermédiaires et les institutions classiques est entrée de plain-pied dans l'ère du smartphone, des plateformes numériques et de l'information instantanée.

C'est désormais sur les réseaux sociaux que la majorité des jeunes Marocains s'informent, débattent, s'indignent et se divertissent. TikTok, Instagram, YouTube et Snapchat sont devenus, pour beaucoup, les premiers espaces de socialisation, de construction de l'opinion et même, parfois, d'apprentissage de la citoyenneté. Cette mutation profonde redéfinit le rapport à l'autorité, au savoir, au temps et aux institutions.

Dans ce nouveau paysage, aucune institution ne peut s'estimer à l'abri des transformations. Pas même la Monarchie, qui demeure le socle historique et constitutionnel de l'État, de sa pérennité ainsi que le ciment de la cohésion nationale.

Pendant des siècles, la monarchie a puisé sa force dans la continuité, la proximité avec les territoires, une légitimité historique et religieuse, et une capacité d'adaptation remarquable aux grandes évolutions du pays et de son environnement extérieur. Cette faculté d'adaptation lui a permis d'accompagner les mutations économiques, sociales et institutionnelles sans jamais rompre avec les fondements de l'État. Mais le défi contemporain est d'une tout autre nature. Il ne s'agit plus seulement de conduire des réformes ou de lancer des projets structurants ; il faut aussi exister dans un espace numérique où l'information circule à une vitesse inédite, où des récits aux objectifs inavoués se multiplient et où les émotions priment souvent sur les faits. Il va de soi que la jeunesse connectée n'appréhende plus les institutions et la réalité politique selon les codes des générations précédentes. Elle aspire à davantage de transparence, d'interactivité, de pédagogie et de réactivité. Elle compare son quotidien à celui de jeunes vivant sur d'autres continents, suit davantage les influenceurs que les éditorialistes, et s'exprime dans des formats courts, visuels et instantanés.

Le temps long des institutions se heurte désormais au temps réel des plateformes. Cette évolution recèle autant de risques que d'opportunités. Le risque réside, comme en témoignent plusieurs affaires spectaculaires de manipulation numérique de masse, dans la prolifération des fausses informations, des campagnes de manipulation, des récits simplificateurs ou des tentatives d'instrumentalisation que favorisent les algorithmes à grande échelle. Les réseaux sociaux peuvent amplifier les tensions, déformer les réalités ou fragiliser la confiance dans les institutions lorsqu'ils deviennent la principale source d'information. Mais ils offrent également une occasion inestimable de rapprocher les institutions des citoyens, en particulier des

plus jeunes. Ils permettent de mieux expliciter les politiques publiques, de valoriser les réalisations concrètes, de diffuser des contenus pédagogiques et d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue. Moins technologique que culturel, le défi suppose toutefois une communication publique qui reste à inventer, capable d'adopter, loin de la langue de bois habituelle, les codes de cette nouvelle génération sans renoncer à la rigueur. Il implique aussi une éducation aux médias, afin que les jeunes développent un esprit critique face à l'abondance d'informations, aux images et discours sortis de leur contexte et aux contenus générés par l'intelligence artificielle.

La monarchie dispose d'atouts considérables pour affronter cette nouvelle étape. Son inscription dans le temps long, sa capacité à porter des projets structurants et son rôle d'arbitre institutionnel constituent des éléments de

stabilité dans un environnement régional imprévisible, souvent marqué par les crises et en proie à de multiples turbulences.

La stabilité ne saurait cependant être considérée comme un acquis permanent ou une donnée immanente ; elle a besoin d'être entretenue par une relation de confiance constamment renouvelée avec les citoyens, et tout particulièrement avec une jeunesse qui représente une part essentielle de la population. Cette confiance se nourrit de résultats tangibles : une école plus performante, un emploi digne, des perspectives d'ascension sociale, une administration plus efficace, une justice accessible, une économie innovante et des espaces d'expression responsables. À l'ère numérique, les attentes ne portent plus seulement sur les discours, mais aussi sur la qualité des politiques publiques et leur impact visible dans la

vie quotidienne. Là réside le plus grand des défis.

Le Maroc s'apprête à vivre des échéances majeures, à commencer par la Coupe du monde 2030, qui placeront le Royaume sous les projecteurs internationaux. Cette visibilité offrira des opportunités considérables, mais elle exposera également le pays à une circulation encore plus intense de récits, d'images et de perceptions. Plus que jamais, la communication institutionnelle devra conjuguer authenticité, transparence et proximité.

En vérité, le véritable défi n'est pas d'entrer sur les réseaux sociaux, mais de comprendre la société qui s'y exprime. Les plateformes ne sont pas seulement des outils ; elles sont devenues un espace où se construisent les représentations du réel, les fantasmes, les attentes collectives et les formes contemporaines de la participation citoyenne.

L'histoire de la monarchie est celle d'une institution qui a traversé les siècles en s'adaptant aux mutations de chaque époque. L'ère numérique ouvre un nouveau chapitre. Sans remettre en cause les fondements de l'institution, elle invite à repenser les modes de dialogue avec une génération qui ne ressemble à aucune autre. Dans un monde où un message ou une vidéo peut faire le tour du monde en quelques secondes, la force d'une institution se mesure aussi à sa capacité à être comprise, écoutée et défendue par ceux qui construiront le Maroc de demain. ●

L'histoire de la monarchie est celle d'une institution qui a traversé les siècles en s'adaptant aux mutations de chaque époque.

À l'occasion du 27^{ème} anniversaire de l'intronisation
de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

**Le Président Directeur Général
et l'ensemble des collaborateurs du Groupe OCP**
ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



que Dieu L'assiste

leurs vœux de bonheur et de santé, ainsi qu'à

**Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan et à
Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à toute la Famille Royale.**

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur fidélité et de leur
attachement au Glorieux Trône Alaouite.



LA BEIA Un pacte et des symboles

La Beia marque tant par sa charge symbolique que par les manifestations festives auxquelles elle donne lieu, un moment fort dans la vie de la nation, tant elle incarne et renouvelle les liens d'allégeance et de fidélité indéfectible qui lie le peuple marocain à son Souverain.

Au-delà de son aspect festif et spectaculaire extérieur qui suscite fascination et émotion aussi bien au Maroc qu'à l'étranger, la Beia revêt un caractère éminemment politique et religieux. C'est une sorte de contrat social à double portée. D'un côté il y a la dimension religieuse de l'allégeance proprement dite par laquelle les sujets investissent leur Souverain de pouvoirs de commanderie de croyants, et de l'autre, il y a la dimension temporelle d'Al walae qui ajoute au chef religieux ou le Sultan la prérogative de chef d'État au sens politique du terme. Cette dernière dimension pouvant être renouvelée chaque année contrairement à la première qui est faite seulement au moment de l'accès au Trône. De plus, l'acte de la Beia sous sa forme religieuse est consigné par écrit et signé par les oulémas (1), les grands dignitaires du régime et les chefs de l'armée. Ainsi depuis l'indépendance du Maroc, deux actes de Beia ont été rédigés à l'occasion de l'investiture de Feu Hassan II et de son héritier Mohammed VI de leurs pouvoirs de la grande Commanderie des croyants (Al imama al qobra). Ce nouveau concept d'Al walae (qui signifie plus reconnaissance d'autorité que soumission) va s'institutionnaliser pour devenir une constante de la vie politique nationale après l'abandon du régime du Sultanat pour celui de la royauté sous le règne de feu Mohamed V. L'organisation annuelle de la fête du Trône dès 1933 à Salé en fut la consécration. Selon le politologue Mohamed Tozy, « les cérémonies annuelles d'allégeance servent plutôt à la présentation du walae, et non pas de la Beia proprement dite, comme celle qui a été accordée à SM Mohammed VI, le 23 juillet 1999, dans laquelle les signataires réitérent leur engagement pour le respect du devoir d'obéissance, de fidélité et de dévouement qui découlent de la Beia, dans le bonheur et l'adversité ». Et, « si les accessoires de la souveraineté (parasol, costume, chevaux de compagnie...) sont bien visibles, les tribus ont disparu et les hommes ont changé. Agents d'autorité, élus locaux, notables (oulémas, professeurs d'université, gros commerçants) sont priés de se

tenir, durant la journée de la fête du Trône, dans l'enceinte du Palais» (2), souligne le professeur marocain. Cependant, parmi les convives venus prendre part à Hafl Al walae, ce sont les agents du ministère de l'Intérieur qui occupent les premiers rangs. Oulémas, walis, ministres, hauts fonctionnaires, et parlementaires se courbent au passage du Roi, font acte d'allégeance en clamant Allah ibark F'aamer Sid (que Dieu bénisse mon seigneur). Les serviteurs du palais répondent en chœur et à l'unisson Allah irdi alikoum, gallikoum Sidi (Notre Seigneur vous a accordé sa bénédiction). Si le rituel de la Beia remonte aux premiers temps de l'Islam, les historiens s'accordent à penser qu'il a été introduit au Maroc actuel avec l'avènement de la dynastie Idriside. La Beia dans son aspect religieux est faite au Sultan une seule fois dans sa vie, au moment de son intronisation. Comme la Beia dans sa dimension temporelle (Al walae), elle ne prend fin qu'avec la destitution du sultan. En fait si les sujets s'engagent par la Beia sous ses deux formes à l'obéissance au Sultan et au respect de son autorité, cette dernière peut très bien être remise en cause si le Sultan ou le Roi trahit ses engagements à garantir la paix et la sécurité de ses sujets et de leurs biens, la protection de la religion, de l'intégrité territoriale et de l'État. Ce qui est déjà arrivé : Le cas de la destitution du Sultan Moulay Abdelaziz, qui a avalisé les actes d'Algésiras, et son remplacement par son frère Moulay Abdelhafid, désigné comme le « Sultan du Jihad » et soutenu par les tribus du Sahara.

La Beia sous les Saâdiens

Le rituel ou le cérémonial de la Beia cessera d'être organisé une seule fois, au moment de l'intronisation du Sultan, avec l'avènement de la dynastie Saâdienne. Ainsi, le Sultan Ahmed Al Mansour Eddahbi instaura non seulement une Beia renouvelable tous les ans mais il introduisit le concept d'allégeance au Prince héritier tout en mettant en place tout un dispositif cérémonial qui se déroulait à l'extérieur des murs la ville, dans un vaste espace appelé le méchouar. Les oulémas, les chefs des tribus,

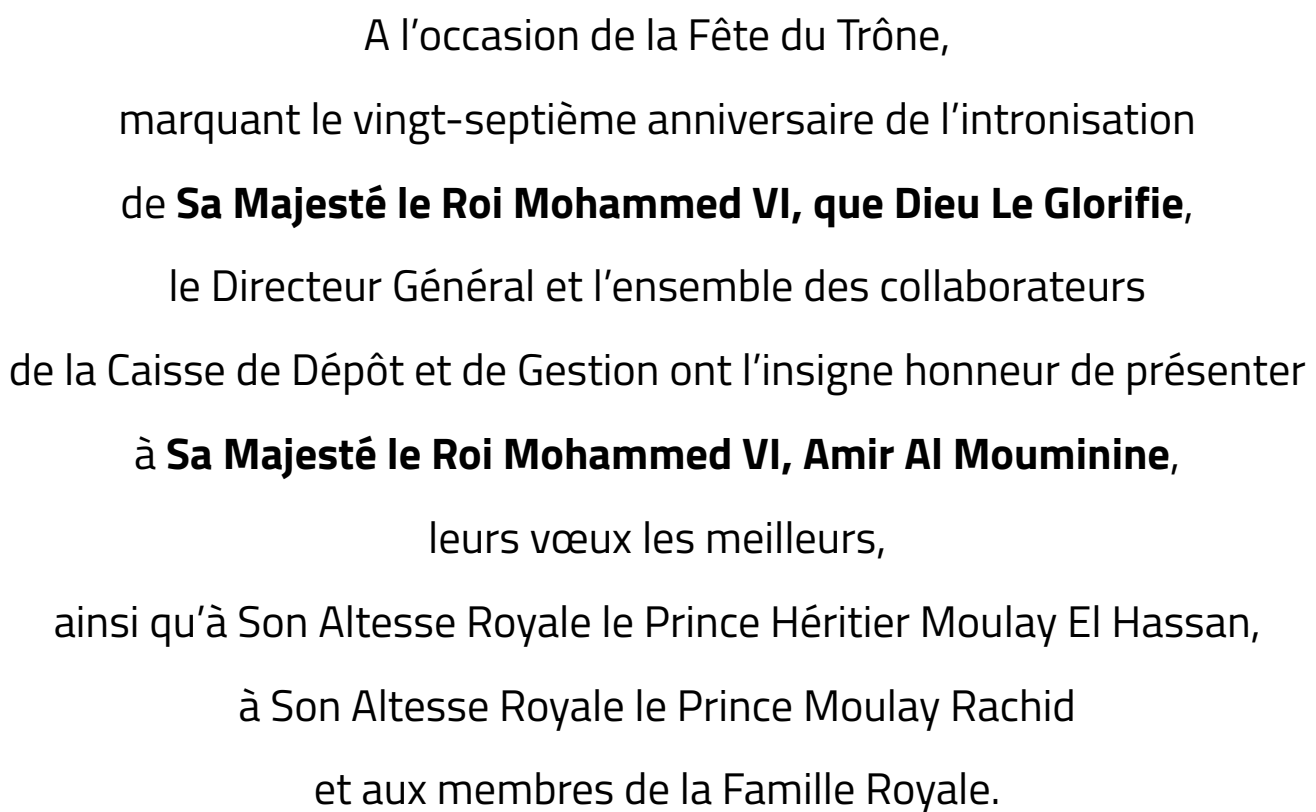


S.M le Roi Mohammed VI accomplissant le rituel de l'allégeance à cheval.

les cadis, les khatib (orateurs religieux), les chefs de l'armée y venaient en groupes méticuleusement organisés selon le rang social de chaque institution présenter leur allégeance au Souverain après le discours inaugural prononcé par un grand cadi. Les Souverains alaouites ont dès l'avènement de Moulay Rachid repris l'ensemble de ces rituels en faisant pérenniser la tradition, et jusqu'aux premières années de l'indépendance où le concept de la Beia va connaître un certain nombre de petits changements (2) ; étant donné que celle-ci va préserver sa dimension religieuse de ciment sacré qui lie le Sultan et le peuple, ayant lieu une seule fois, au moment de l'accession au Trône ; excepté le cas de la libération d'une terre colonisée, comme cela fut le cas de la région d'Oued Eddahab dont la récupération est fêtée chaque 14 Août depuis 1979 (3). De même la cérémonie mettant en scène l'aspect temporel de la Beia ou de l'Allégeance (Hafl Al walae) qui avait lieu chaque 3 mars sous Feu Hassan II et

chaque 30 Juillet sous son successeur Mohammed VI connaîtra lui aussi quelques introductions nouvelles. Dont le fameux carrosse royal or et rouge écarlate, cadeau de la cour d'Angleterre. Néanmoins, l'hippomobile utilisé fréquemment dans les premières années du règne de Mohammed VI s'éclipsera des fois au profit du pur sang noir, symbole du Trône mobile. En fait, pour les Alaouites le Trône et la selle que l'on fixe sur le dos du cheval ne font qu'un. Là où se déplace le Souverain est le centre du pouvoir. Et si dans le passé, avant les Saâdiens, la cérémonie d'allégeance n'était considérée comme effective que si elle était organisée à Fès, avec les Alaouites, surtout depuis Mohammed VI, elle peut avoir pour terrain d'accueil toute ville du Maroc. Sans distinction aucune.

(1) En 1961, feu Hassan II a demandé l'investiture par allégeance des oulémas.
(2) Ces dernières années le cérémonial de la Beia a été un peu allégé pour être plus rapide et plus fluide.





MONARCHIE

Le socle de la stabilité
et du renouveau

Entre légitimité historique, réformes institutionnelles et vision stratégique de long terme, la monarchie apparaît comme l'un des principaux facteurs de stabilité du Royaume dans un environnement régional souvent marqué par les ruptures.

AHMED ZOUBAÏR

Dans un monde où de nombreuses monarchies ont disparu ou se sont réduites à un rôle essentiellement symbolique, la monarchie marocaine occupe une place singulière. Elle demeure une institution exerçant une fonction politique, stratégique, religieuse et diplomatique, tout en accompagnant les transformations économiques et sociales du pays. Cette singularité s'explique par un équilibre constamment recherché entre héritage historique et adaptation aux réalités contemporaines.

Une continuité historique exceptionnelle

Peu d'États peuvent revendiquer une telle permanence institutionnelle. Depuis l'avènement de la dynastie alaouite au XVIII^e siècle, et plus largement depuis les premières dynasties marocaines à partir du VIII^e siècle, la monarchie a assuré la continuité de l'État malgré les changements de contexte, les influences extérieures et les crises. Cette profondeur historique nourrit une mémoire collective où le Trône est associé à l'unité du territoire et à la permanence des institutions. La Fête du Trône, célébrée chaque année, illustre cette relation particulière entre le Trône et le peuple, en mettant l'accent sur la continuité de l'État au-delà des alternances politiques. La spécificité de la monarchie marocaine réside également dans sa double légitimité. D'une part, une légitimité historique issue de la succession dynastique et du rôle joué par les souverains dans la construction de l'État. D'autre part, une légitimité religieuse incarnée par le titre d'Amir Al-Mouminine (Commandeur des croyants), qui confère au Roi une responsabilité particulière dans la protection du culte, de la liberté religieuse reconnue par les lois du Royaume et de la préservation d'un islam du juste milieu. Cette dimension religieuse distingue le modèle marocain de nombreuses monarchies constitutionnelles où le souverain n'exerce qu'une fonction protocolaire.

Une monarchie qui accompagne les réformes

Contrairement à une vision figée de l'institution monarchique, l'histoire récente du Maroc est marquée par une succession de réformes engagées sous l'impulsion royale. La Constitution de 2011 a consolidé plusieurs évolutions majeures : renforcement du rôle du chef du gouvernement, élargissement des prérogatives du Parlement, reconnaissance accrue des droits et libertés, consécration du pluralisme linguistique avec la reconnaissance de l'amazigh comme langue officielle aux côtés de l'arabe, et approfondissement des mécanismes de gouvernance territoriale. Cette évolution traduit une logique d'adaptation progressive plutôt que de rupture institutionnelle. L'un des traits les plus marquants de la royauté réside dans sa capacité à porter des projets dont les effets dépassent les cycles politiques. Cette approche s'illustre à travers plusieurs grands chantiers structurants : le complexe portuaire de Tanger Med, devenu l'un des plus importants hubs maritimes de la Méditerranée et d'Afrique; le développement des énergies renouvelables, avec le complexe solaire Noor à Ouarzazate et les investissements dans l'éolien ; l'essor de l'industrie automobile, qui a hissé le Maroc parmi les principaux producteurs du continent ; la montée en puissance de l'aéronautique ; la généralisation progressive de la protection sociale ; les infrastructures ferroviaires avec la ligne à grande vitesse Al Boraq ; la stratégie hydrique et les programmes de dessalement de l'eau de mer face au stress hydrique. Ces projets traduisent une gouvernance privilégiant la planification à long terme.

Une diplomatie d'influence

La monarchie constitue également un acteur central de la politique étrangère du Royaume. Sous l'impulsion du Roi Mohammed VI, le Maroc a renforcé son ancrage africain en développant une coopération économique, bancaire, agricole, religieuse et sécuritaire avec de nombreux États du continent. Parallèlement, le Royaume a diversifié ses partenariats



La continuité d'une vision, la force d'une transmission.

avec l'Union européenne, les États-Unis, les pays du Golfe, la Chine et plusieurs puissances asiatiques. Cette diversification diplomatique vise à préserver une marge d'autonomie stratégique dans un environnement international marqué par des rivalités croissantes. Alors que plusieurs pays de la région ont connu, depuis 2011, des transitions brutales, des conflits internes ou une forte instabilité institutionnelle, le Maroc en force tranquille a engagé des réformes tout en maintenant la continuité de l'État.

Cette stabilité est régulièrement mise en avant comme un facteur d'attractivité pour les investisseurs internationaux, qui recherchent un cadre institutionnel prévisible. Toutefois, cette stabilité reste confrontée à des défis importants : réduction des inégalités sociales et territoriales, création d'emplois qualifiés, amélioration de l'efficacité des services publics, adaptation au changement climatique et renforcement de la confiance citoyenne dans les institutions. L'institution royale accompagne également l'évolution du modèle de développement. Le Royaume investit désormais dans des secteurs stratégiques tels que l'hydrogène vert, les batteries pour véhicules électriques, l'industrie des semi-conducteurs, la numérisation de l'économie, les technologies de défense et l'intelligence artificielle. L'objectif est de faire évoluer le Maroc d'une économie fondée sur des avantages comparatifs traditionnels vers une économie davantage portée par l'innovation, la souveraineté industrielle et la montée en gamme technologique. La population marocaine étant composée essentiellement de jeunes, les pouvoirs publics se trouvent confrontés à un enjeu majeur : continuer à faire vivre une institution séculaire dans une société profondément transformée par la mondialisation, les réseaux sociaux, les attentes en matière de participation citoyenne et les mutations économiques.

Le défi consiste à préserver les fondements historiques et symboliques de l'institution tout en répondant aux aspirations d'une jeunesse en quête d'opportunités, de mobilité sociale, de transparence et d'efficacité publique. La force de la monarchie marocaine réside sans doute dans sa capacité à articuler des éléments qui de prime abord pourraient sembler contradictoires : tradition et modernité, héritage et réforme, autorité et progrès. Cette faculté d'adaptation, observée au fil des décennies, a contribué à inscrire l'institution monarchique dans la durée tout en accompagnant les grandes transformations du Royaume. Pour autant, comme toute institution vivante, elle est appelée à évoluer avec son temps. Sa pérennité dépendra de sa capacité à poursuivre les réformes, à répondre aux attentes d'une société en mutation et à maintenir un équilibre entre continuité historique et modernisation de l'État. C'est dans cette tension féconde entre passé et avenir que réside l'une des principales singularités du modèle marocain.●

A l'occasion du **27^e anniversaire** de l'accession au trône du Royaume, le Directeur Général de l'Office National des Chemins de Fer et l'ensemble des collaborateurs de l'Office, ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus respectueux et déferents à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste.**



Puisse Dieu accorder santé, prospérité et longue vie au souverain et préserver son Altesse Royale le Prince Hériter Moulay El Hassan et son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid, ainsi que tous les membres de la famille Royale, tout en réaffirmant leur attachement indéfectible au glorieux Trône Alaouite.



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

EDITO Une diplomatie de la constance

ABDELLAH CHANKOU

Pendant longtemps, le Maroc a été perçu comme un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique. Cette lecture est aujourd'hui largement dépassée. En vingt-sept ans de règne, SM le Roi Mohammed VI a redessiné par petites touches la carte diplomatique du Royaume en lui donnant une profondeur continentale et une vocation océanique inédites. Résultat : le Maroc n'est plus considéré seulement comme un pays de passage entre deux rives de la Méditerranée ; il est devenu un point de convergence entre quatre espaces stratégiques : l'Afrique, l'Europe, le monde arabe et l'Atlantique. Ce repositionnement est loin d'être le fruit des circonstances. Il procède d'une vision cohérente, déployée avec constance, qui privilégie le dialogue, le partenariat et le développement partagé et le rapports de force quand il est question des intérêts vitaux du Royaume en tête desquels figure la question Sahara. Sur ce dossier, le Royaume de Mohammed VI a progressivement abandonné une diplomatie de gestion du statu quo au profit d'une diplomatie d'affirmation, fondée sur la clarté des positions et la défense assumée de ses intérêts stratégiques. Rabat n'a pas hésité à assumer des périodes de fortes tensions avec certains de ses partenaires historiques, notamment la France, l'Espagne ou encore l'Allemagne, lorsque leurs positions étaient jugées ambiguës ou incompatibles avec les intérêts supérieurs du Royaume. Cette fermeté, loin de traduire une logique de rupture, visait à instaurer un nouveau rapport fondé sur le respect mutuel et la transparence. Cette stratégie a conduit à un repositionnement significatif de plusieurs capitales européennes. Madrid a officiellement qualifié, en mars 2022, l'Initiative marocaine d'autonomie de « base la plus sérieuse, réaliste et crédible » pour le règlement du différend régional, avant d'être rejointe par Berlin, puis Paris qui a fini devant la fermeté de la diplomatie marocaine par apporter à son tour son soutien explicite à cette initiative. Cette évolution illustre la capacité du Maroc à faire évoluer les équilibres diplomatiques en privilégiant une approche fondée sur la

constance, la souveraineté et la cohérence politique. Alors que la planète s'enfoncé dans les conflits, les guerres d'influence et l'éclatement des alliances, le Maroc s'affirme comme une puissance d'équilibre, capable de dialoguer avec des partenaires aux intérêts parfois divergents tout en préservant son indépendance stratégique. En un quart de siècle, la diplomatie marocaine est passée d'une logique de position à une logique d'influence. En faisant de la stabilité, de la crédibilité et du dialogue les fonde-

ments de son action extérieure, le Royaume a construit un capital politique aujourd'hui reconnu bien au-delà de son environnement régional. Cette habileté à tisser des convergences entre des espaces géopolitiques souvent éclatés fait du Maroc non seulement un partenaire courtois, mais aussi une référence dans l'édification des nouveaux équilibres internationaux. Pour autant, cette diplomatie de fermeté ne s'est jamais départie d'une vision de long terme. Malgré les tensions persistantes avec l'Algérie et le blocage durable de l'Union du Maghreb arabe, Sa Majesté le Roi Mohammed VI n'a jamais renoncé à l'idéal d'un Maghreb intégré, stable et prospère. Face à des autorités algériennes qui ont fait de la contestation de la souveraineté du Maroc sur son Sahara l'axe structurant de leur politique extérieure, voire l'un des fondements de leur doctrine diplomatique, le Souverain a constamment réaffirmé sa conviction que l'avenir des peuples maghrébins réside dans la coopération plutôt que dans la confrontation. À plusieurs reprises, il a tendu la main à l'Algérie, appelant à l'ouverture d'un dialogue franc et à la réactivation des mécanismes de coopération régionale. Cette vision demeure portée par la conviction que les immenses défis sécuritaires, économiques, énergétiques et climatiques auxquels est confrontée la région ne pourront être relevés qu'au sein d'un Maghreb réconcilié, capable de valoriser son formidable potentiel humain, économique et géostratégique au bénéfice de l'ensemble de ses populations. Dans un monde où les crises se multiplient et où les certitudes vacillent, cette diplomatie de la vision apparaît comme l'un des acquis majeurs du règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. ●

DIPLOMATIE ROYALE

Le Maroc au cœur des équilibres du monde

Sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, le Maroc a bâti une diplomatie fondée sur la crédibilité, la stabilité et la diversification des partenariats.

ABDELLAH CHANKOU

Dans un monde où les fractures géopolitiques s'accroissent, où les rivalités entre grandes puissances redessinent les équilibres internationaux et où les crises se multiplient de la Méditerranée au Sahel, le Maroc s'impose progressivement comme une puissance d'équilibre. Une singularité forgée par une diplomatie royale de long terme, fondée sur la constance, la crédibilité et la diversification des partenariats. Loin des postures idéologiques ou des logiques d'alignement, le Royaume a construit, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, une politique étrangère pragmatique qui lui permet aujourd'hui d'occuper une place singulière sur l'échiquier international : africaine par son identité, arabe par son histoire, méditerranéenne par sa géographie et atlantique par sa projection stratégique.

Un pont entre les continents

Rarement un pays aura assumé avec autant de cohérence sa pluralité géographique. Situé à quelques encablures de l'Europe, profondément enraciné en Afrique et ouvert sur l'Atlantique comme sur



Légende article diplomatie : Le Royaume a progressivement abandonné une diplomatie de gestion du statu quo au profit d'une diplomatie d'affirmation.



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

Au-delà de son caractère logistique, ce projet pourrait transformer durablement les échanges commerciaux de toute une région enclavée et renforcer la stabilité économique du Sahel. Parmi les initiatives les plus emblématiques de la diplomatie économique royale figure le Gazoduc Afrique-Atlantique, lancé conjointement par le Maroc et le Nigeria. Bien plus qu'un simple projet énergétique, cet ouvrage de plus de 6 000 kilomètres ambitionne de relier le Nigeria au Maroc en longeant la façade atlantique de l'Afrique de l'Ouest, avant d'être connecté au réseau gazier européen. Fidèle à la vision royale, ce mégaprojet illustre une coopération Sud-Sud fondée sur le codéveloppement, la solidarité et les intérêts partagés. Il est appelé à favoriser l'accès à l'énergie pour des centaines de millions d'Africains, à stimuler l'industrialisation des pays traversés et à faire de la façade atlantique africaine un nouvel espace stratégique de croissance et

parler avec l'ensemble des parties, y compris lorsque les tensions régionales atteignent leur paroxysme.

L'Atlantique, nouvelle frontière géopolitique

L'un des tournants majeurs de la diplomatie royale réside dans la redécouverte de la façade atlantique du Royaume. Longtemps perçu comme un simple espace maritime, l'Atlantique est désormais considéré comme un véritable espace stratégique. Le lancement de l'Initiative Atlantique africaine, le développement accéléré du port de Dakhla Atlantique, l'ambition de connecter les économies africaines à cette façade maritime et le renforcement des partenariats avec les pays riverains témoignent de cette nouvelle orientation. Le Maroc entend ainsi devenir l'un des pivots de la coopération entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques.

La crédibilité comme principal capital diplomatique

Si le Royaume bénéficie aujourd'hui d'une telle reconnaissance internationale, c'est également parce que sa diplomatie repose sur une constante rarement démentie : la stabilité. Dans un environnement régional souvent marqué par les crises politiques et les ruptures institutionnelles, le Maroc apparaît comme un partenaire fiable, capable d'inscrire son action dans la durée.

Cette crédibilité explique notamment le soutien grandissant dont bénéficie le plan marocain d'autonomie pour le Sahara, désormais considéré par un nombre croissant de pays comme la base la plus sérieuse, crédible et réaliste pour parvenir à une solution durable. Le Royaume ne sépare plus diplomatie et développement.

Les grands projets structurants — port Tanger Med, gazoduc Afrique-Atlantique, infrastructures ferroviaires, énergies renouvelables, industrie automobile, aéronautique ou hydrogène vert — constituent également des instruments d'influence.

Ils renforcent l'attractivité du pays, attirent les investissements internationaux et confortent son rôle de plateforme entre plusieurs continents.

Une puissance d'équilibre

Dans un monde de plus en plus polarisé, le Maroc a fait un choix différent : celui du dialogue plutôt que de la confrontation, de la coopération plutôt que de l'alignement automatique, du pragmatisme plutôt que de l'idéologie.

Cette diplomatie royale ne cherche pas à rivaliser avec les grandes puissances. Elle s'attache plutôt à construire des passerelles là où d'autres dressent des barrières. C'est précisément cette capacité à dialoguer avec l'Afrique sans tourner le dos à l'Europe, à renforcer ses liens avec le monde arabe tout en développant des partenariats stratégiques avec les États-Unis, la Chine ou les puissances émergentes, qui fait aujourd'hui du Royaume une véritable puissance d'équilibre. Au moment où les certitudes géopolitiques vacillent, cette singularité constitue sans doute l'un des principaux atouts du Maroc sur la scène internationale. Plus qu'une simple politique étrangère, elle incarne une vision : celle d'un Royaume qui entend faire de sa position géographique, de sa stabilité politique et de sa crédibilité diplomatique les piliers d'une influence durable au service de la paix, du développement et de la coopération entre les continents. ●



SM le Roi Mohammed VI à Conakry, le 3 mars 2014.

la Méditerranée, le Maroc a transformé sa position géographique en véritable levier diplomatique. Cette vocation de carrefour s'est traduite par une politique active de dialogue entre les espaces politiques et économiques. Rabat entretient des relations privilégiées avec l'Union européenne, tout en consolidant son retour en force au sein de l'Union africaine et en développant des partenariats stratégiques avec les pays du Golfe, les États-Unis, la Chine, l'Inde ou encore plusieurs puissances émergentes d'Amérique latine. Cette diversification constitue aujourd'hui l'un des principaux atouts de la diplomatie marocaine.

Depuis plus de deux décennies, l'Afrique est devenue le premier axe de la politique étrangère du Royaume. Les dizaines de visites royales effectuées dans les pays africains dans les années 2000 ont profondément renouvelé la présence marocaine sur le continent. Banques, assurances, télécommunications, agriculture, énergie, formation, santé ou infrastructures : les entreprises marocaines figurent désormais parmi les principaux investisseurs sur le continent.

Mais cette stratégie dépasse largement le seul cadre économique. Le Royaume privilégie une coopération fondée sur le codéveloppement, le transfert de compétences et le partenariat gagnant-gagnant, loin des logiques d'assistance qui ont longtemps caractérisé les relations Nord-Sud. L'Initiative Royale visant à offrir aux États du Sahel un accès stratégique à l'océan Atlantique illustre parfaitement cette nouvelle vision.

d'interconnexion entre l'Afrique, l'Europe et les marchés internationaux.

Une relation renouvelée avec l'Europe

Partenaire historique du Royaume, l'Europe demeure un acteur essentiel de la politique extérieure marocaine. Mais là encore, les rapports ont profondément évolué. Le Maroc ne se présente plus comme un simple voisin du Sud mais comme un partenaire stratégique incontournable dans des domaines aussi sensibles que la lutte contre le terrorisme, la gestion des flux migratoires, la sécurité énergétique ou encore la coopération économique. Les nombreux accords conclus ces dernières années avec l'Espagne, la France, le Portugal ou encore l'Allemagne témoignent d'une relation devenue beaucoup plus équilibrée. Le Royaume revendique désormais un partenariat d'égal à égal. Tout en consolidant ses liens avec les monarchies du Golfe, le Maroc a conservé une voix singulière au sein du monde arabe. Son engagement constant en faveur de la cause palestinienne, à travers la présidence du Comité Al-Qods, lui confère une crédibilité particulière dans une région profondément fragmentée.

Le Royaume privilégie une diplomatie du dialogue et de la médiation, fidèle à sa tradition de modération. Cette position renforce son image d'acteur capable de



FÊTE DU
TRÔNE
2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

L'INITIATIVE ATLANTIQUE DE MOHAMMED VI

Offrir au Sahel un nouvel horizon

Cette vision dépasse largement la seule question des infrastructures. Elle s'inscrit dans une logique de codéveloppement où chacun trouve sa place.



SÉKOU TAMBOURA *

Depuis plusieurs décennies, le Sahel est trop souvent présenté à travers le prisme de ses fragilités : insécurité, enclavement, pauvreté, changement climatique ou crises institutionnelles. Cette lecture a fini par masquer une autre évidence : le Sahel est aussi une région d'immenses potentialités humaines, économiques et géostratégiques. Encore faut-il lui ouvrir des perspectives. C'est précisément ce que propose l'Initiative Royale de Sa Majesté le Roi Mohammed VI visant à faciliter l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique. Au-delà de sa dimension économique, cette initiative constitue une véritable vision de l'Afrique. Elle repose sur une conviction simple : le développement durable du continent ne peut être construit ni dans l'isolement ni dans la dépendance, mais à travers des partenariats africains fondés sur la solidarité, la complémentarité et le partage des opportunités.

Pour les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) – le Mali, le Burkina Faso et le Niger –, tous enclavés, l'accès à la mer représente depuis toujours un défi stratégique majeur. Les coûts élevés du transport, la dépendance vis-à-vis de corridors souvent soumis aux aléas politiques ou sécuritaires, ainsi que les difficultés d'intégration aux grandes chaînes logistiques internationales constituent autant de freins à leur compétitivité.

L'Initiative Atlantique ouvre une perspective nouvelle. Elle offre un débou-



La conférence de presse de clôture de la réunion des pays du Sahel à Marrakech en décembre 2023.

ché maritime supplémentaire et propose un changement de paradigme. En donnant aux pays sahéliens un accès aux infrastructures portuaires atlantiques du Maroc, notamment au futur port de Dakhla Atlantique, le Royaume invite à penser autrement les échanges commerciaux, les investissements, la mobilité des personnes et la circulation des idées. Cette vision dépasse largement la seule question des infrastructures. Elle s'inscrit dans une logique de codéveloppement où chacun trouve sa place. Le Maroc consolide naturellement son rôle de plateforme logistique entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques, tandis que les pays sahéliens disposent d'un nouvel espace d'ouverture vers les marchés internationaux. C'est l'illustration même d'un partenariat gagnant-gagnant.

Les déclarations des ministres des Affaires étrangères du Mali, du Burkina Faso et du Niger à l'issue de leur audience royale en avril 2025 témoignent d'ailleurs de la portée de cette initiative. Tous ont exprimé leur adhésion totale et leur volonté d'accélérer la mise en œuvre. Le ministre malien Abdoulaye Diop y voit un instrument susceptible de renforcer également la paix et la sécurité dans

la région. Son homologue burkinabè, Karamoko Jean Marie Traoré, a évoqué avec justesse la nécessité de sortir d'une forme de « confinement politique et économique ». Quant au chef de la diplomatie nigérienne, Bakary Yaou Sangaré, il a parlé d'une véritable « aubaine » pour les États enclavés.

Ces appréciations illustrent une réalité fondamentale : le désenclavement est aussi un facteur de stabilité. Une économie qui échange davantage crée plus d'emplois, attire davantage d'investissements et offre plus de perspectives à sa jeunesse. À long terme, le développement économique demeure l'un des meilleurs remparts contre les facteurs de fragilité qui affectent le Sahel.

Cette initiative traduit également une conception renouvelée de la diplomatie africaine. Depuis plus de deux décennies, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a fait le choix d'une coopération pragmatique, fondée sur des réalisations concrètes : investissements bancaires, formation, agriculture, santé, énergies renouvelables, infrastructures, formation des imams, enseignement supérieur ou encore développement des compétences. L'Initiative Atlantique apparaît aujourd'hui comme le prolon-

gement naturel de cette stratégie.

Pour le Mali, cette vision revêt une importance particulière. Les relations entre Bamako et Rabat ne se limitent pas aux échanges institutionnels. Elles s'appuient sur une histoire séculaire, des liens spirituels profonds, une coopération universitaire exemplaire et une solidarité qui ne s'est jamais démentie. L'ouverture vers l'Atlantique pourrait offrir au Mali une diversification stratégique de ses échanges extérieurs, tout en renforçant son intégration économique régionale.

Il convient néanmoins de rappeler qu'une vision, aussi ambitieuse soit-elle, ne produit pleinement ses effets que lorsqu'elle s'accompagne d'investissements soutenus, d'infrastructures performantes, de mécanismes de financement adaptés et d'une volonté politique constante. Le succès de cette initiative dépendra donc de la capacité des différents partenaires à transformer cette ambition en réalisations concrètes au bénéfice des populations. Dans un contexte international marqué par les replis identitaires, les rivalités géopolitiques et les crises multiples, l'Initiative Atlantique rappelle qu'il existe encore des projets qui rassemblent plutôt qu'ils ne divisent. Elle remet l'intégration africaine au centre du débat et fait le pari que les solutions aux défis africains peuvent, avant tout, être pensées et construites par les Africains eux-mêmes.

Au fond, ouvrir le Sahel sur l'Atlantique, c'est à la fois construire un nouveau corridor commercial, ouvrir un nouvel horizon, permettre à des millions de femmes et d'hommes de regarder au-delà des frontières physiques qui ont longtemps limité leurs perspectives, et, c'est faire de la géographie une opportunité.

Et c'est sans doute là que réside la véritable portée de l'Initiative Royale de Mohammed VI : proposer une Afrique davantage connectée, plus solidaire et résolument tournée vers son avenir. ●

* Journaliste-Consultant
Bamako-Mali



M A R O C A I N S D U M O N D E

NOS LIENS CONSTRUISENT L'AVENIR

DEPUIS PLUS DE 60 ANS, À VOS CÔTÉS
POUR GRANDIR ENSEMBLE



SUIVEZ-NOUS



SAHARA

Yasmine Hasnaoui: « Le Maroc est passé d'une diplomatie défensive à une diplomatie de proposition »

Professeure à l'Université Hassan Ier de Settat et spécialiste des affaires maghrébines, Yasmine Hasnaoui analyse les mutations profondes du dossier du Sahara marocain. Elle décrypte les nouvelles dynamiques diplomatiques, le repositionnement des grandes puissances, les limites de la stratégie algéro-polisarienne et les perspectives d'un règlement politique. Pour elle, le Royaume est désormais entré dans une nouvelle phase, marquée par un consensus international de plus en plus affirmé autour de l'Initiative marocaine d'autonomie.



Yasmine Hasnaoui.

Entretien réalisé par **JAMIL MANAR**

Le Canard Libéré : Le Roi Mohammed VI a affirmé qu'il y aurait désormais « un avant et un après le 31 octobre 2025 ». Quels éléments montrent, selon vous, que la question du Sahara est effectivement entrée dans une nouvelle phase ?

Yasmine Hasnaoui : Il est indéniable que plusieurs évolutions majeures témoignent d'un changement profond de la séquence diplomatique. La première concerne la consolidation d'un consensus international de plus en plus large autour de l'Initiative marocaine d'autonomie. Un nombre croissant d'États la qualifient désormais de solution « sérieuse, crédible et réaliste », conformément au langage retenu par les Nations unies. Les positions successives des États-Unis, de la France, de l'Espagne, ainsi que celles de nombreux pays africains, arabes et latino-américains illustrent une évolution qualitative du soutien international au plan marocain. Le deuxième élément réside dans la continuité de l'approche adoptée par le Conseil de sécurité. La résolution 2797 réaffirme que la solution doit être politique, réaliste, pragmatique, durable et fondée sur le compromis, tout en maintenant le processus des tables rondes comme cadre privilégié des négociations. Parallèlement, le développement spectaculaire des provinces du Sud contribue à renforcer la crédibilité de la proposition marocaine. Les investissements dans les infrastructures, les ports, les éner-

gies renouvelables, les universités, les zones industrielles et la régionalisation avancée démontrent que le Royaume articule désormais sécurité, gouvernance territoriale et développement économique. Enfin, la diplomatie marocaine a profondément changé de nature. Elle est passée d'une posture essentiellement défensive, consistant à répondre aux critiques, à une diplomatie de proposition qui avance une vision politique complète, structurée et tournée vers l'avenir.

Que révèlent les rounds de Madrid et de Washington sur la stratégie des différents acteurs ? Ont-ils confirmé une réelle volonté de parvenir à un règlement ou mis en évidence la persistance des blocages ?

Ces rencontres mettent surtout en lumière une profonde asymétrie entre les différentes parties. Le Maroc participe au processus avec une proposition clairement identifiée : une autonomie élargie sous souveraineté marocaine, dans le respect de la Charte des Nations unies et de l'intégrité territoriale du Royaume. À l'inverse, l'Algérie continue officiellement de se présenter comme un simple observateur, alors même que les résolutions du Conseil de sécurité la considèrent comme une partie essentielle du processus politique. Son refus de participer aux précédentes tables rondes organisées sous l'égide des Nations unies illustre cette contradiction. Quant au Polisario, il continue de défendre l'option du référendum, alors que celui-ci est considéré comme impraticable depuis de nombreuses années par les Nations unies elles-mêmes, en raison notamment



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

la communauté internationale concernant les risques sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien.

Le "Polisario Front Terrorist Designation Act", actuellement examiné au Congrès et au Sénat américains, peut-il modifier durablement les équilibres diplomatiques ?

Si cette initiative venait à aboutir, ses conséquences seraient importantes. Sur le plan diplomatique, elle renforcerait le rapprochement entre la question du Sahara et les problématiques de lutte contre le terrorisme et les groupes armés actifs dans la région sahélo-saharienne. Sur le plan sécuritaire, elle pourrait conduire à un renforcement de la coopération internationale dans les domaines du renseignement, du contrôle des flux et de la lutte contre les réseaux transnationaux. Enfin, sur le plan politique, une telle désignation exercerait une pression accrue sur les soutiens internationaux du Polisario et modifierait sensiblement les paramètres du débat international autour de ce dossier.

Entre la résolution 2797, les nouveaux soutiens internatio-

naux au plan d'autonomie et l'évolution du rapport de force diplomatique, quels sont aujourd'hui les derniers obstacles à la clôture définitive de ce conflit ?

Le principal obstacle ne réside plus dans l'absence d'une solution politique crédible, mais dans le manque d'engagement de certaines parties en faveur d'un véritable compromis. L'Algérie continue de refuser d'assumer pleinement son rôle de partie prenante, tandis que le Polisario demeure attaché à des paramètres que le processus onusien considère désormais comme difficilement réalisables. À cela s'ajoutent les rivalités géopolitiques régionales qui continuent d'influencer ce dossier. Malgré ces obstacles, la tendance de fond est clairement perceptible. Le champ des options diplomatiques se resserre progressivement autour de l'Initiative marocaine d'autonomie, qui apparaît, aux yeux d'un nombre toujours plus important de partenaires internationaux, comme le cadre le plus crédible, le plus réaliste et le plus susceptible de conduire à une solution politique mutuellement acceptable, conformément aux résolutions successives du Conseil de sécurité des Nations unies. ●

des difficultés liées à l'identification du corps électoral. Ces différentes séquences diplomatiques montrent donc que le véritable blocage ne réside pas dans l'absence de dialogue, mais dans le contraste entre une proposition institutionnelle détaillée portée par le Maroc et des positions figées qui trouvent aujourd'hui un écho diplomatique de plus en plus limité et qui demeurent largement héritées du contexte de la guerre froide.

L'Algérie et le Polisario semblent miser sur une stratégie de temporisation. Que peuvent-ils encore espérer obtenir alors que le cadre du règlement paraît désormais largement structuré autour de l'Initiative d'autonomie ?

Cette stratégie vise principalement à empêcher qu'un consensus international ne devienne irréversible. Elle poursuit plusieurs objectifs : maintenir le dossier à l'agenda diplomatique international, retarder une reconnaissance plus large de l'Initiative marocaine comme base exclusive des négociations et espérer un éventuel changement du contexte géopolitique mondial. Toutefois, cette stratégie apparaît de plus en plus difficile à soutenir. Presque chaque mois, un nouvel État reconnaît la souveraineté du Maroc sur son Sahara ou réaffirme explicitement son soutien au plan d'autonomie. Cette dynamique s'accompagne d'une crédibilité grandissante du Royaume sur les scènes régionale et internationale, tant en Afrique qu'auprès de ses partenaires européens, américains et arabes. Le Maroc bénéficie aujourd'hui d'un capital diplomatique renforcé, fondé sur la stabilité, la fiabilité de ses partenariats et son rôle croissant dans les questions de sécurité, de développement et de coopération Sud-Sud.

En présentant une version actualisée et détaillée du plan d'autonomie, le Maroc a-t-il placé l'Algérie et le Polisario face à leurs responsabilités ?

Absolument. Le Maroc ne présente plus simplement un principe politique. Il propose désormais un véritable projet institutionnel détaillé, intégrant les dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles et administratives de l'autonomie. Cette évolution modifie profondément les termes du débat. Les critiques qui reprochaient au plan marocain son manque de précision perdent progressivement de leur pertinence. Le débat quitte ainsi le terrain idéologique pour se déplacer vers des questions beaucoup plus concrètes : les mécanismes de gouvernance, la répartition des compétences, les garanties institutionnelles et les modalités de mise en œuvre. Autrement dit, le Royaume oblige désormais les autres parties à se prononcer non plus sur une idée générale, mais sur une proposition politique pleinement structurée.

L'attaque terroriste d'Es-Smara constitue-t-elle un aveu de l'impasse stratégique dans laquelle se trouve aujourd'hui le Polisario ?

Toute attaque visant des populations civiles est condamnable et renforce les préoccupations liées à la sécurité régionale. Du point de vue politique, cet épisode peut être interprété comme le signe des limites d'une stratégie militaire incapable d'influencer les équilibres diplomatiques actuels. Aujourd'hui, les véritables avancées du dossier se jouent dans les enceintes diplomatiques, auprès des Nations unies et des grands partenaires internationaux. Dans ce contexte, le recours à des actions violentes apparaît contre-productif et contribue à renforcer les inquiétudes de

**Chic
optique**

**L'OPTICIEN QUI
SUBLIME VOTRE
REGARD**

**DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



LÉGISLATIVES DE SEPTEMBRE 2026

Consolider les institutions et
prolonger l'esprit de la
Constitution de 2011

À quelques semaines des législatives du 23 septembre, le Maroc s'apprête à ouvrir une nouvelle étape de sa vie institutionnelle. Plus qu'un simple renouvellement parlementaire, ce scrutin devra consolider la confiance des citoyens, renforcer l'État de droit et prolonger la dynamique de réforme engagée par la Constitution de 2011.

HANNOUN AZEDDINE *



À

l'occasion de la Fête du Trône, le Maroc célèbre à la fois la permanence de ses institutions et leur capacité à se réinventer pour accompagner les mutations du Royaume. L'édition 2026 de cette célébration intervient dans un contexte politique particulier: dans quelques semaines, les Marocains seront appelés aux



Le scrutin du 23 septembre dépasse le cadre d'un simple rendez-vous électoral.

urnes pour élire une nouvelle Chambre des représentants et ouvrir une nouvelle législature. Le scrutin du 23 septembre dépasse ainsi le cadre d'un simple rendez-vous électoral. Il s'inscrit dans une séquence décisive de l'histoire du pays, marquée par l'accélération des grands chantiers de développement, la poursuite des réformes économiques et sociales et la nécessité de conforter la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques. Cette échéance intervient également à un moment déterminant pour la première cause nationale. Les avancées diplomatiques enregistrées autour de la marocanité du Sahara consacrent une nouvelle réalité sur la scène internationale. Cette dynamique appelle désormais une adaptation continue de nos institutions afin qu'elles soient à la hauteur des responsabilités politiques, administratives et territoriales qu'impose cette nouvelle phase. C'est un défi historique que le Maroc est appelé à relever avec la même détermination qui a

guidé son action diplomatique. Les rencontres récemment tenues par le ministre de l'Intérieur avec les responsables des partis politiques traduisent l'entrée dans la phase opérationnelle de préparation du scrutin. Au-delà des aspects techniques — révision des listes électorales, dépôt des candidatures, financement des campagnes ou organisation matérielle du vote —, elles traduisent une ambition plus essentielle: garantir des élections libres, transparentes et crédibles, permettant aux citoyens d'exprimer leur choix en toute liberté.

Une démocratie fondée sur la
confiance

La première condition de la réussite des élections de 2026 est sans conteste la confiance. Une démocratie ne se mesure pas seulement à la régularité des consultations électorales, mais à la conviction des citoyens que les règles sont respectées, que l'administration de-

Agence Nationale de la Conservation Foncière,
du Cadastre et de la Cartographie



الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية
والمسح العقاري والخرائطية

Fête du Trône



**A L'OCCASION DU 27ème ANNIVERSAIRE, DE L'INTRONISATION DE
SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI**

QUE DIEU LE GLORIFIE,

le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Agence Nationale de
la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie ont l'insigne honneur
de présenter leurs vœux les plus respectueux et les plus déferents au

GUIDE SUPRÊME DE LA NATION

Puisse Dieu accorder longue vie à SA MAJESTE LE ROI et le combler en les personnes
de Son Altesse Royale le PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN,
de son Altesse Royale la PRINCESSE LALLA KHADIJA,
de son Altesse Royale le PRINCE MOULAY RACHID,
ainsi qu'en tous les membres de la FAMILLE ROYALE.



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

meure impartiale, que les candidats sont placés sur un pied d'égalité et que le verdict des urnes reflète fidèlement la volonté populaire. La transparence électorale ne constitue donc pas une simple exigence procédurale ; elle est le socle de la légitimité des institutions qui émergeront des urnes. Plus les garanties seront solides, plus le futur Parlement et le gouvernement disposeront de l'autorité politique indispensable pour conduire les réformes attendues. Dans ce processus, l'administration territoriale assume une responsabilité déterminante. Sa mission n'est ni d'influencer ni d'arbitrer la compétition politique, mais d'en garantir la neutralité, la régularité et l'équité. Elle doit veiller au strict respect de la loi, prévenir toute pratique susceptible d'altérer la liberté du vote et assurer une égalité de traitement entre l'ensemble des candidats. Mais cette confiance ne repose pas uniquement sur les pouvoirs publics. Elle engage également les partis politiques, les candidats, les médias, la société civile ainsi que chaque citoyen. La crédibilité d'une élection est toujours le fruit d'une responsabilité collective.

Le pouvoir judiciaire, pilier de la sincérité du scrutin

L'une des avancées majeures de la Constitution de 2011 réside dans la consécration de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Cette évolution prend toute sa portée lors des échéances électorales. Le rôle du juge ne se limite plus au règlement

des litiges après la proclamation des résultats. Il participe pleinement à la protection de la légalité électorale, au respect de l'égalité entre les candidats et à la sauvegarde des droits politiques des citoyens.

Le rôle du ministère public dans le suivi du processus électoral renforce cette dimension préventive. Il permet de lutter avec davantage d'efficacité contre les infractions susceptibles de porter atteinte à la sincérité du scrutin : usage illicite de l'argent, achat des voix, pressions sur les électeurs ou violations des règles encadrant les campagnes électorales. Parallèlement, le contentieux électoral demeure une garantie essentielle de l'État de droit. La possibilité pour les candidats comme pour les électeurs de saisir une justice indépendante constitue un mécanisme indispensable pour préserver l'intégrité du processus démocratique. Les élections de 2026 doivent également prolonger l'élan de la réforme constitutionnelle engagée en 2011. Celle-ci ne visait pas uniquement une nouvelle répartition des compétences institutionnelles ; elle portait une ambition plus profonde : moderniser la pratique politique, renforcer les institutions représentatives et établir une corrélation plus étroite entre le vote des citoyens, l'exercice du pouvoir et la reddition des comptes. Quinze ans après son adoption, l'enjeu n'est pas seulement d'invoquer les principes de la Constitution, mais d'en assurer la pleine traduction dans la pratique institutionnelle. Cela passe d'abord par le renforcement du rôle des partis politiques. La Constitution leur confie une responsabilité centrale dans l'encadrement des citoyens, l'animation du débat public et l'expression de la volonté populaire. Cette mission exige des formations démocratiques dans leur fonctionnement, transparentes dans leur gestion et capables de promouvoir des femmes et des hommes compétents, intègres et proches des préoccupations des citoyens. Cela implique également de conforter la place du Parlement comme cœur de la démocratie

représentative. L'institution parlementaire ne saurait être réduite à la formation d'une majorité gouvernementale. Elle doit pleinement exercer ses missions de législation, de contrôle de l'action gouvernementale, d'évaluation des politiques publiques et de représentation du pluralisme national. Enfin, l'esprit de la Constitution commande de donner tout son sens au principe de corrélation entre responsabilité et reddition des comptes. Le vote n'est pas seulement un acte de désignation ; il est aussi un mécanisme d'évaluation. Les citoyens doivent pouvoir apprécier objectivement le bilan des gouvernements successifs, l'action des parlementaires et la qualité de la gestion des collectivités territoriales.

Réconcilier les citoyens avec la politique

L'un des principaux défis des prochaines élections demeure la réduction du fossé qui s'est progressivement installé entre une partie des citoyens et la vie politique. Cette défiance ne se résorbera pas par de simples campagnes de communication. Elle suppose un renouvellement des pratiques partisanes, une sélection plus exigeante des candidats et une offre politique davantage tournée vers les attentes concrètes des Marocains. Les préoccupations des citoyens sont connues : emploi, pouvoir d'achat, santé, éducation, logement, protection sociale, justice territoriale et amélioration des services publics. Les formations politiques seront jugées sur leur capacité à proposer des solutions crédibles et à présenter des projets réalistes, plutôt qu'à multiplier les promesses. Les élections de 2026 gagneraient ainsi à consacrer une compétition davantage fondée sur les programmes, les compétences, les réalisations et la crédibilité des candidats que sur les seules logiques d'influence locale ou de notabilité. Cette exigence implique également une poursuite de la moralisation de la vie publique, un renouvellement des

élites, une ouverture plus large aux jeunes et aux femmes ainsi qu'une meilleure valorisation des compétences issues des territoires, du monde économique, de l'université ou de la société civile.

Une législature décisive

Le Parlement qui sera élu en septembre 2026 aura la responsabilité d'accompagner une étape majeure du développement du Royaume. Il devra poursuivre la consolidation de l'État social, accélérer la création d'emplois, renforcer la compétitivité de l'économie, améliorer la gouvernance publique, préparer les échéances liées à la Coupe du monde 2030 et accompagner la nouvelle phase ouverte par les succès diplomatiques du Maroc sur la question du Sahara. L'enjeu dépasse largement les intérêts des partis ou les ambitions individuelles. Il concerne la capacité du Royaume à disposer d'institutions solides, crédibles et efficaces pour conduire les grandes transformations engagées sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

La Fête du Trône rappelle chaque année que la stabilité du Maroc ne relève pas de l'immobilisme. Elle procède au contraire d'un équilibre permanent entre continuité de l'État et dynamique réformatrice. Les élections législatives de septembre 2026 peuvent constituer une nouvelle étape de cette évolution. Leur réussite reposera sur la transparence du processus électoral, l'indépendance des mécanismes de contrôle, le sens des responsabilités des acteurs politiques et la mobilisation des citoyens. Consolider l'État de droit, approfondir l'esprit de la Constitution de 2011 et renforcer durablement la confiance dans les institutions : telle est sans doute la véritable ambition que devrait porter cette échéance électorale.●

** Professeur de droit public à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université Ibn Tofail*

A l'occasion de la Fête du Trône, qui célèbre cette année le 27ème anniversaire de l'Accession de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, que Dieu Le Glorifie, au Trône de Ses Glorieux Ancêtres, le Directeur et l'ensemble du personnel de l'Office des Changes ont l'insigne honneur de présenter à

Sa Majesté Le Roi MOHAMMED VI

leurs vœux les plus dévoués de santé et de longue vie, priant le Tout Puissant de préserver Sa Majesté et de l'assister dans son œuvre d'édification d'un Maroc moderne et prospère.



Ils saisissent cet heureux événement pour présenter leurs vœux également
à **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay EL HASSAN,**
à **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**
et aux membres de la glorieuse **Famille Royale.**



ENTRETIEN AVEC YOUSSEF GUERRAOUI FILALI

Les 210 milliards ne suffiront pas sans un changement de gouvernance

Le changement de gouvernance constitue, selon Youssef Guerraoui Filali, la clé de voûte de la nouvelle génération de programmes de développement territorial intégré.

Dans cet entretien accordé au Canard Libéré, le président du Centre marocain pour la gouvernance et le management explique pourquoi l'efficacité des 210 milliards de dirhams annoncés dépendra moins de leur ampleur que de la capacité des régions à piloter, coordonner et évaluer les projets.

Propos recueillis par **JAMIL MANAR**

Le Canard Libéré : Le gouvernement annonce une enveloppe de près de 210 milliards de dirhams sur huit ans. Selon vous, la véritable rupture réside-t-elle dans le niveau de l'investissement ou dans le changement de gouvernance qui accompagne cette nouvelle génération de programmes de développement territorial intégré ?

Youssef Guerraoui Filali : Effectivement, la question a toujours été celle des moyens accordés aux régions. Je crois qu'une enveloppe de 210 milliards de dirhams, étalée sur huit ans, permettra de leur fournir les ressources financières nécessaires. Mais disposer de tout le budget ne suffit pas.

Il faut un changement de paradigme en matière de pilotage. Nous avons besoin d'un nouveau mode de gouvernance qui permettra aux régions de jouer pleinement leur rôle de prééminence en tant que collectivités territoriales consacrées par la Constitution de 2011. La région doit être en mesure de décider des grands projets régionaux et territoriaux, en collaboration avec les communes urbaines et rurales ainsi qu'avec les préfectures et les provinces concernées. Mais c'est bien la région qui doit jouer le rôle de coordinateur, de catalyseur et assumer la décision finale. Ensuite, il y aura des commissions de suivi : une commission régionale au niveau du wali et une autre au niveau de la préfecture, où siègeront notamment le gouverneur, les présidents des communes



concernées et le président du conseil préfectoral.

Tout cela est important pour assurer un véritable suivi, car la question de la mise en œuvre a toujours constitué le principal défi. Il faut une mise en œuvre territoriale des projets, qu'ils concernent la santé, l'emploi ou encore l'éducation.

Cela suppose un tableau de bord de pilotage, des réunions périodiques pour vérifier l'état d'avancement des projets : c'est cela, le mode de pilotage. Le changement de paradigme en matière de gouvernance doit donc accompagner l'allocation des ressources financières.

Les critiques portent souvent sur la dispersion des investissements publics entre une multitude de programmes sectoriels. Cette nouvelle approche intégrée est-elle susceptible de renforcer l'efficacité de l'action publique et la cohérence des investissements, ou existe-t-il un risque de reproduire les mêmes insuffisances que par le passé ?

Je ne pense pas qu'il y ait de risque. En revanche, il est indispensable d'allouer les ressources financières nécessaires en temps voulu afin de permettre aux régions de

réaliser leurs projets. Quand bien même ces derniers sont programmés avec des prérogatives aux régions, si les moyens financiers n'arrivent pas à temps, cela posera inévitablement des difficultés. En tant qu'expert et professionnel, j'observe cette situation depuis vingt ans à travers de nombreux projets menés dans les douze régions du Royaume.

Il est donc essentiel d'allouer les ressources financières dans les délais pour permettre aux régions de concrétiser leurs projets. C'est extrêmement important.

La transformation des Agences régionales d'exécution des projets (AREP) en sociétés anonymes régionales constitue-t-elle une avancée ou soulève-t-elle de nouveaux défis de gouvernance et de contrôle ?

Pour moi, la transformation des AREP en sociétés anonymes constitue un signal positif en matière de bonne gouvernance. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit aujourd'hui d'établissements publics qui fonctionnent avec une logique administrative. Leur transformation en sociétés anonymes ouvertes permettra notamment de mettre en

HORS SERIE



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

de leurs résultats. C'est extrêmement important et cela s'inscrit pleinement dans cette idée de changement de paradigme.

À quelles conditions ces programmes permettront-ils réellement de réduire les disparités territoriales ?

Si les conditions nécessaires sont réunies, c'est-à-dire si les budgets sont alloués à temps, si un nouveau mode de gouvernance clair est mis en place et si le pilotage des projets est assuré efficacement, je crois que les résultats seront au rendez-vous.

Nous serons alors dans une nouvelle approche territoriale qui permettra aux régions de mettre en œuvre des projets touchant l'entrepreneuriat, les coopératives, l'emploi des jeunes, l'autonomisation économique des femmes ainsi que la promotion des secteurs sociaux essentiels comme la santé, l'éducation et l'habitat. Tout cela pourra se concrétiser si ces conditions sont effectivement réunies.

Comment faire en sorte que les 210 milliards de DH d'investissements publics déclenchent un effet d'entraînement sur l'investissement privé ?

S'agissant de l'impact, celui-ci doit être concret. Si l'on mobilise des fonds pour financer des projets, il faut que ces projets aient un impact réel sur le territoire.

Il faut donc privilégier des projets qui bénéficient directement aux citoyens. Prenons un exemple très simple. Si l'on développe une coopérative agricole capable de

recruter des jeunes dans une région donnée, cela leur permettra de travailler, d'acquérir de l'expérience et de s'insérer dans leur environnement économique. Pour moi, c'est un projet pertinent à financer, car il produit un impact direct sur la jeunesse locale.

Il faut donc opérer un véritable ciblage et privilégier les projets à fort impact social. Par exemple, développer des centres de formation destinés à l'autonomisation des femmes afin qu'elles puissent se lancer dans l'artisanat, l'entrepreneuriat ou l'auto-entrepreneuriat est également une démarche très pertinente. Il faut donc orienter les investissements vers des projets ayant un impact social concret et direct sur les populations locales.

Quels indicateurs faudra-t-il suivre dans les prochaines années pour évaluer objectivement cette réforme ?

Il faut mettre en place des indicateurs de suivi de la performance. Concrètement, ces indicateurs devront renseigner directement sur l'état d'avancement des projets : le taux d'avancement des travaux, le niveau d'exécution du financement, la date d'ouverture d'un centre, le démarrage de son exploitation, le lancement de la production ou encore les échéances de recrutement.

Ce sont des éléments très concrets. Il s'agit d'indicateurs quantitatifs et techniques qui permettent d'apprécier objectivement l'état d'avancement des projets. C'est de cette manière que l'on pourra piloter efficacement les projets régionaux et territoriaux. ●

place un conseil d'administration chargé d'assurer leur supervision. Nous serons ainsi dans une logique d'ouverture en matière de gestion. Ces structures devront rendre compte à un conseil d'administration qui suivra la mise en œuvre de leur stratégie. Elles disposeront également d'indicateurs de performance. Ce seront des entreprises évaluées sur leur niveau de rentabilité et leurs performances. Nous passons donc à un mode de gestion inspiré du secteur privé. L'objectif est précisément de transformer les AREP en structures capables de piloter efficacement leur gestion et de rendre compte



VOS VACANCES COMMENCENT
AVEC UN AVANTAGE EXCLUSIF
-15% DE RÉDUCTION

www.acollectionhotels.com
+212 5 29 08 01 16



LE PARI DE L'EAU

Comment le Royaume réinvente sa sécurité hydrique

Mobilisation des ressources, dessalement, réutilisation des eaux usées et adaptation du modèle agricole, tels sont les leviers pour faire face à la raréfaction des ressources en eau.

LAÏLA LAMRANI

Face à l'une des plus graves crises hydriques de son histoire, le Maroc a engagé sous l'impulsion royale une transformation sans précédent de sa politique de l'eau. Dessalement de l'eau de mer, construction de nouveaux barrages, interconnexion des bassins hydrauliques, réutilisation des eaux usées, économies d'eau en agriculture : le pays, conscient de sa fragilité hydrique, a mobilisé des investissements de plusieurs centaines de milliards de dirhams pour garantir sa sécurité vitale. Plus qu'une réponse à la sécheresse, cette stratégie redessine les contours du développement économique et social du pays. Pendant des décennies, le Maroc a construit sa politique de l'eau autour d'un principe devenu une référence internationale : la politique des barrages initiée sous le règne de Feu Hassan II. Grâce à cette vision, le Royaume s'est doté au lendemain de son indépendance d'infrastructures ayant permis d'accompagner le développement agricole, industriel et urbain. Mais le changement climatique est venu bouleverser les équilibres. Depuis plusieurs années, le pays est confronté à une succession d'épisodes de sécheresse, marqués par une baisse des précipitations, un recul de l'enneigement dans les massifs de l'Atlas et une surexploitation de nombreuses nappes phréatiques. Si l'hiver 2026 a constitué une parenthèse particulièrement favorable, avec des pluies abondantes et un enneigement exceptionnel qui ont redonné espoir aux agriculteurs comme à l'ensemble des Marocains, cette embellie ne remet pas en cause la réalité d'un stress hydrique structurel qui impose une gestion durable et rigoureuse des ressources en eau. Les ressources en eau renouvelables par habitant ont chuté de plus de 2 500 m³ par an dans les années 1960 à moins de 600 m³ aujourd'hui, plaçant le Maroc en situation de stress hydrique structurel, selon les critères internationaux. Longtemps considéré comme une solution coûteuse, le

dessalement de l'eau de mer est devenu l'un des axes majeurs de la stratégie nationale. Grâce à la baisse du coût des technologies membranaires et à leur alimentation croissante par les énergies renouvelables, cette option s'impose désormais comme une réponse durable, notamment pour les régions côtières.

Le complexe de Chtouka, près d'Agadir, illustre cette nouvelle génération d'infrastructures. Alimentant à la fois la population du Grand Agadir et les exploitations agricoles de la plaine de Chtouka, il montre qu'il est possible de concilier sécurité alimentaire et préservation des nappes phréatiques.

Capacité de stockage

À Casablanca, verra bientôt le jour ce qui est appelé à devenir l'une des plus grandes stations de dessalement d'Afrique.

Ce projet stratégique doit sécuriser l'approvisionnement de plusieurs millions d'habitants et soutenir l'activité économique de la principale métropole du pays. D'autres projets sont en cours ou programmés à Dakhla, Safi, Nador, Guelmim, Laâyoune, Tiznit ou encore l'Oriental, avec l'objectif de généraliser progressivement cette technologie le long des façades atlantique et méditerranéenne. L'essor du dessalement ne signifie pas l'abandon de la politique des barrages. Bien au contraire. Les pouvoirs publics poursuivent la construction de nouveaux ouvrages afin de mieux capter les précipitations, limiter les pertes vers la mer et renforcer les capacités de stockage.

Transition hydrique

Avec plus de 150 grands barrages et de nombreux barrages collinaires, le Royaume dispose déjà de l'un des réseaux hydrauliques les plus développés d'Afrique. Les nouveaux projets répondent désormais à une logique plus intégrée : protection contre les crues, alimentation en eau potable, irrigation, recharge artificielle des nappes et production hydroélectrique. L'une des innovations les plus remarquables réside sans conteste dans l'interconnexion des bassins hydrauliques. Plutôt que de considérer chaque bassin comme un système isolé, il s'agit de développer des infrastructures capables de transférer l'eau des régions excédentaires vers les régions déficitaires. Le transfert d'eau entre les bassins du Sebou et du Bouregreg constitue un exemple emblématique. Ce projet d'envergure permet d'alimenter durablement Rabat et Casablanca, réduisant leur dépendance aux ressources locales. À terme, cette logique pourrait être étendue à d'autres régions du pays, ce qui permet de créer un véritable réseau national de solidarité hydraulique. Près de 80 % des ressources en eau mobilisées au Maroc sont consommées



Le Royaume dispose déjà de l'un des réseaux hydrauliques les plus développés d'Afrique.

par l'agriculture. Le défi consiste donc à produire davantage avec moins d'eau. Le Royaume accélère ainsi la conversion vers l'irrigation localisée, notamment le goutte-à-goutte, tout en encourageant des cultures plus adaptées aux conditions climatiques. Le programme de modernisation de l'irrigation, engagé depuis plusieurs années, a déjà permis d'équiper de vastes superficies agricoles en systèmes économes en eau. La recherche agronomique travaille également sur des variétés plus résistantes à la sécheresse et sur des pratiques agricoles améliorant l'efficacité hydrique.

Autre évolution majeure : la réutilisation des eaux usées traitées. Longtemps marginale, cette pratique se développe rapidement. Les eaux épurées servent désormais à l'arrosage des espaces verts, des terrains de golf, de certaines cultures, ainsi qu'à des usages industriels, permettant de préserver les ressources conventionnelles destinées à la consommation humaine. Cette approche s'inscrit dans une logique d'économie circulaire de l'eau. Le dessalement est économe. Pour éviter qu'il n'accroisse la dépendance aux énergies fossiles, le Maroc mise sur ses immenses ressources solaires et éoliennes. L'intégration des énergies renouvelables dans les futures stations de dessalement constitue un avantage stratégique majeur. Elle permet de réduire les coûts d'exploitation, de limiter les émissions de carbone et de renforcer l'indépendance énergétique du pays. Cette convergence entre transition hydrique et transition énergétique fait du Maroc un laboratoire de solutions durables dans les régions arides.

L'énergie verte au service de l'eau

Au-delà des infrastructures, la gestion de l'eau évolue. Les agences de bassins hydrauliques, les opérateurs publics et les collectivités territoriales sont appelés à mieux coordonner leurs actions. Face à autant de défis, la digitalisation n'est pas en reste : compteurs intelligents, télésurveillance des réseaux, modélisation des ressources, systèmes

d'alerte précoce et recours à l'intelligence artificielle pour optimiser la distribution et détecter les fuites. L'objectif est de passer d'une gestion réactive à une gouvernance prédictive. La question de l'eau dépasse désormais le seul cadre environnemental. Elle touche à la sécurité alimentaire, à la santé publique, à l'industrie, au tourisme et à l'attractivité des investissements. Dans un contexte de croissance démographique, d'urbanisation rapide et de dérèglement climatique, garantir un accès durable à l'eau devient un facteur déterminant de stabilité économique et sociale. Pour le Maroc, la sécurité hydrique s'impose ainsi comme un pilier de la souveraineté nationale, au même titre que la sécurité énergétique ou alimentaire. Le Maroc ne peut pas faire tomber la pluie, mais il peut transformer sa manière de gérer chaque goutte d'eau. En combinant dessalement, barrages, interconnexions des bassins, réutilisation des eaux usées, modernisation de l'irrigation et recours massif aux énergies renouvelables, le Royaume construit un modèle de résilience adapté aux réalités climatiques du XXI^e siècle. ●

Repenser le modèle agricole

L'amélioration des ressources hydriques, même après un hiver 2026 exceptionnellement pluvieux, ne dispense pas le Maroc d'une réflexion de fond sur son modèle agricole. La montée du stress hydrique invite à réexaminer la place des cultures les plus gourmandes en eau, notamment la tomate, les fruits rouges et l'avocat, afin de mieux concilier performance à l'export, sécurité alimentaire, création de valeur et préservation des ressources. Le défi des prochaines années sera moins de produire davantage que de produire mieux, avec une utilisation plus efficiente de chaque mètre cube d'eau.. ●

27^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DU TRÔNE



À L'OCCASION DU 27^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI AU TRÔNE, QUE DIEU L'ASSISTE

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE LA CIMR, ONT L'ÉMINENT HONNEUR DE PRÉSENTER À SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI LEURS MEILLEURS VŒUX DE SANTÉ, DE PROSPÉRITÉ ET DE SUCCÈS, IMPLORANT LE TOUT-PUISSANT QUE CETTE GLORIEUSE FÊTE SOIT PORTEUSE DE GRANDEUR, DE PROSPÉRITÉ ET DE PROGRÈS POUR NOTRE ROYAUME.

PUISSE DIEU ACCORDER LONGUE VIE À SA MAJESTÉ LE ROI, LE COMBLER EN LES PERSONNES DE SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN, DE SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA, DE SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID, AINSI QUE DE TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.



INDUSTRIE DE DÉFENSE

Le Maroc change de dimension

Drones, satellites, cybersécurité, renseignement, défense aérienne, maintenance aéronautique, intelligence artificielle... En moins d'une décennie, le Royaume a profondément transformé son appareil militaire.

JAMIL MANAR

Pendant longtemps, la modernisation des Forces Armées Royales (FAR) consistait principalement à importer des équipements militaires auprès de partenaires occidentaux. Aujourd'hui, la philosophie a changé. Sous l'impulsion du Roi Mohammed VI, Chef suprême et Chef d'État-Major général des FAR, le Royaume se tourne désormais vers le transfert de technologies. Objectif : développer une base industrielle locale et former des compétences nationales capables d'assurer la maintenance, voire la fabrication de certains équipements. Cette évolution répond à un double impératif : renforcer l'autonomie stratégique du pays et accompagner les mutations géopolitiques dans une région où les menaces deviennent de plus en plus technologiques. Les États-Unis demeurent le principal partenaire militaire du Maroc. Depuis son statut d'allié majeur hors OTAN (Major Non-NATO Ally) obtenu en 2004, le Royaume bénéficie d'une coopération extrêmement poussée. Au-delà des célèbres chasseurs F-16 Block 72 Viper, des hélicoptères Apache AH-64E, des systèmes de missiles HIMARS, des drones MQ-9B SeaGuardian envisagés et des systèmes Patriot régulièrement évoqués dans les analyses stratégiques, la coopération porte désormais sur des domaines aussi pointus que le partage de renseignement ; la guerre électronique ; la cybersécurité ; les centres de commandement numériques ; la maintenance aéronautique ; la formation des pilotes et des forces spéciales. L'exercice African Lion, devenu le plus grand exercice militaire du continent africain, constitue aujourd'hui un véritable laboratoire de nouvelles technologies militaires. Depuis la reprise des relations diplomatiques en 2020, la coopération militaire avec Israël connaît une accélération spectaculaire, dépassant largement les acquisitions d'armements. Le Maroc s'intéresse particulièrement au savoir-faire israélien dans plusieurs domaines : drones tactiques ; drones kamikazes ; guerre électronique ; cybersécurité militaire ; systèmes anti-drones ; renseignement ; radars de nouvelle génération ; intelligence artificielle appliquée aux opérations militaires. Parmi les équipements évoqués figurent notamment les systèmes Barak MX, capables d'intercepter simultanément avions, missiles de croisière, missiles balistiques et drones. Les deux pays travaillent également sur la création de capacités industrielles communes au Maroc. Le succès mondial rencontré par les drones turcs a naturellement conduit Rabat à renforcer ses relations avec Ankara. Le drone Bayraktar



Les États-Unis demeurent le principal partenaire militaire du Maroc.

TB2 équipe désormais les FAR. Mais le partenariat va bien au-delà. Les industriels turcs souhaitent faire du Maroc une plateforme de maintenance, de formation et, à terme, d'assemblage de certains équipements destinés aux marchés africains. Les discussions portent également sur les drones de nouvelle génération capables d'intégrer des fonctions d'intelligence artificielle. Malgré une période de refroidissement diplomatique, la coopération militaire franco-marocaine demeure importante. Elle concerne notamment : les avions de transport ; les hélicoptères ; les systèmes optroniques ; les satellites d'observation ; les systèmes de communication sécurisés et la formation des officiers. Les industriels français restent présents dans plusieurs programmes liés à l'aéronautique militaire.

L'une des évolutions majeures réside dans la volonté commune de Rabat et Tel Aviv de produire localement. Dabs ce sens, plusieurs groupes israéliens étudient la possibilité d'installation d'unités industrielles au Maroc afin de fabriquer ou assembler certains équipements militaires.

Cette logique s'inscrit dans la future stratégie nationale de développement d'une industrie de défense. Ce qui permet au Royaume de réaliser son objectif de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations. Le rapprochement avec l'Inde ouvre également des perspectives dans les secteurs des missiles ; des radars ; de l'électronique embarquée et des logiciels militaires. Les deux pays souhaitent développer une coopération industrielle autour des technologies duales, utilisables à la fois dans les secteurs civils et militaires.

La Chine, un partenaire sous surveillance

Si le Maroc entretient d'importantes relations économiques avec Pékin, la coopération militaire reste beaucoup plus limitée. Le Royaume veille à préserver l'équilibre de ses alliances stratégiques avec les États-Unis et l'Europe. Certaines technologies électroniques et de surveillance d'origine chinoise intéressent néanmoins les décideurs marocains. En 2025, le Maroc a adopté un cadre juridique permettant le développement d'une industrie nationale de défense. L'objectif est clair : attirer les grands industriels mondiaux ; produire localement certains équipements ; développer des

chaînes d'approvisionnement ; créer des emplois hautement qualifiés et favoriser le transfert de technologies.

Les futures usines pourraient produire : véhicules blindés ; munitions ; drones ; composants électroniques et systèmes de communication militaire ; équipements optroniques. Conscientes que la prochaine révolution militaire sera numérique, les FAR investissent désormais dans l'analyse automatisée du renseignement ; les drones autonomes ; les essais de drones ; la surveillance satellitaire ; la reconnaissance d'images et les systèmes d'aide à la décision. Le Maroc bénéficie en la matière de l'essor de son écosystème numérique civil, qui constitue un vivier de compétences en intelligence artificielle, cybersécurité et traitement des données.

Les satellites, nouvel atout stratégique

Le Royaume dispose déjà de satellites d'observation de haute résolution qui renforcent ses capacités de renseignement. Le Maroc ne cherche pas uniquement équiper ses propres forces armées. Grâce à sa stabilité politique, à ses infrastructures industrielles et à sa proximité avec l'Europe et l'Afrique subsaharienne, le Royaume ambitionne de devenir une plateforme régionale de production, de maintenance et d'exportation de technologies de défense vers les marchés africains. Cette stratégie pourrait à terme positionner le pays comme un acteur incontournable de l'industrie de défense sur le continent. L'évolution des Forces Armées Royales illustre une mutation profonde : le Maroc passe progressivement du statut d'importateur d'équipements militaires à celui de partenaire technologique. En multipliant les coopérations avec les États-Unis, Israël, la Turquie, la France, l'Inde et d'autres acteurs de premier plan, le Royaume construit les fondations d'une base industrielle de défense capable de soutenir sa souveraineté stratégique et de rayonner au-delà de ses frontières. Dans un monde où la puissance militaire se mesure autant à la maîtrise des données, de l'intelligence artificielle, des drones et des technologies spatiales qu'au volume des arsenaux, le Maroc fait le pari de l'innovation. Si cette dynamique se confirme, il pourrait s'imposer, à l'horizon 2030, comme l'un des principaux pôles technologiques de défense en Afrique et dans l'espace euro-méditerranéen. ●



27^{ème}

Anniversaire de la Fête du Trône

A L'OCCASION DU 27^{EME} ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE
SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Office
Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)

Ont l'insigne honneur de présenter à **Sa Majesté Le Roi MOHAMMED VI QUE DIEU LE GLORIFIE,**
À TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE ET AU PEUPLE MAROCAIN
leurs vœux les plus dévoués de bonheur, de santé et de prospérité.

Ils saisissent cette occasion pour exprimer à **SA MAJESTE** leur indéfectible attachement
au Glorieux Trône Alaouite.

Ils implorent le Tout-puissant de renouveler pareille occasion pour **SA MAJESTE Le Roi** dans la santé, de
préserver le Souverain pour l'unité et la gloire de la nation et de le combler en les personnes de
S.A.R le Prince Héritier Moulay El Hassan, S.A.R la Princesse Lalla Khadija, S.A.R le Prince Moulay Rachid
et en l'ensemble de l'illustre Famille Royale.



المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية
المكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية
OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE



FÊTE DU
TRÔNE
2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

RÉVOLUTION VERTE

Le soleil, le vent et l'ambition

Pour réduire sa dépendance des importations d'hydrocarbures, le Maroc a engagé, depuis plus de quinze ans, une transformation profonde de son modèle énergétique.



En moins de deux décennies, le Maroc est passé du statut de pays fortement dépendant des importations d'énergie à celui de laboratoire de la transition énergétique.

SALIHA TOUMI

Solaire, éolien, hydroélectricité, hydrogène vert, interconnexions électriques, efficacité énergétique... le Royaume ambitionne de faire de la transition énergétique un levier de souveraineté, de compétitivité industrielle et de rayonnement international. Dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique et les tensions sur les marchés de l'énergie, cette stratégie place le pays parmi les pays les nations avancées du continent africain et du bassin méditerranéen. Au début des années 2000, le Maroc importait plus de 95 % de ses besoins énergétiques. Cette dépendance pesait lourdement sur la balance commerciale, exposait le pays aux fluctuations des cours internationaux du pétrole et du gaz et constituait un frein à sa compétitivité. Face à cette vulnérabilité, le Maroc a fait le choix de transformer une contrainte en opportunité. Sous l'impulsion du Roi Mohammed VI, une stratégie énergétique de long terme a été mise en œuvre, articulée autour de trois objectifs : renforcer la sécurité énergétique, accélérer la transition écologique et créer une nouvelle filière industrielle à forte valeur ajoutée. Alors que la transition énergétique n'était encore qu'un sujet émergent sur la scène internationale, le Maroc avait déjà engagé ses premiers grands projets. La création de l'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN), l'adoption de la stratégie énergétique nationale en 2009 et le lancement de grands programmes d'investissement ont posé les jalons d'un changement structurel. Aujourd'hui, le Royaume s'est fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à plus de la

moitié de sa capacité électrique installée à l'horizon 2030, un niveau qui le place parmi les pays les plus ambitieux de la région. S'il existe un projet qui incarne cette révolution énergétique, c'est sans doute le complexe solaire Noor Ouarzazate. Construit aux portes du désert, il figure parmi les plus grands complexes solaires au monde combinant technologies photovoltaïques et centrales solaires à concentration. Au-delà de sa puissance installée, Noor a permis au Maroc d'acquérir une expertise internationale dans le développement, le financement et l'exploitation de grands projets énergétiques. Le complexe est devenu une vitrine du savoir-faire marocain et un modèle étudié par de nombreux pays africains et moyen-orientaux.

Le vent, un atout naturel

Le Royaume dispose également d'un potentiel éolien exceptionnel, notamment le long des côtes atlantiques. Des parcs éoliens ont vu le jour à Tanger, Tarfaya, Akhfenir, Essaouira, Midelt ou encore Boujdour. Le parc de Tarfaya figure parmi les plus importants d'Afrique. Grâce à des vents réguliers et puissants, le coût de production de l'électricité éolienne devient de plus en plus compétitif, renforçant l'attractivité industrielle du Maroc. Si les épisodes de sécheresse limitent parfois son potentiel, l'hydroélectricité continue de jouer un rôle important. Les barrages assurent non seulement la production d'électricité renouvelable mais permettent également le stockage d'énergie grâce aux stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), véritables batteries naturelles capables de compenser l'intermittence du solaire et de l'éolien. Le prochain grand pari énergétique du Maroc a pour nom l'hydrogène vert. Grâce à son ensoleillement, à ses ressources éoliennes, à sa proximité avec l'Europe et à ses vastes espaces disponibles,

le Royaume dispose de nombreux atouts pour produire de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable. Cette filière ouvre des perspectives prometteuses : décarbonation de l'industrie ; production d'ammoniac vert ; carburants de synthèse pour l'aviation et le transport maritime ; exportation d'énergie vers l'Europe. Plusieurs groupes internationaux ont déjà manifesté leur intérêt pour développer des projets au Maroc.

Une nouvelle industrie verte

La transition énergétique ne se limite plus à produire de l'électricité propre. Elle devient un moteur d'industrialisation. Le Maroc attire désormais des investissements dans les batteries pour véhicules électriques, les composants destinés aux énergies renouvelables, les câbles électriques, les équipements de stockage d'énergie et les technologies liées à l'hydrogène. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie plus large visant à intégrer davantage les chaînes de valeur mondiales de l'industrie verte. Le Maroc est déjà relié au réseau électrique européen grâce à plusieurs interconnexions avec l'Espagne. Des projets sont également envisagés ou renforcés avec le Portugal et plusieurs pays africains. Cette intégration régionale permet d'améliorer la stabilité du réseau, de faciliter les échanges d'électricité et d'accompagner le développement des énergies renouvelables. À terme, le Royaume pourrait devenir un véritable corridor énergétique entre l'Europe et l'Afrique.

L'efficacité énergétique, l'autre chantier

Produire une énergie propre ne suffit pas. Le Maroc développe également des politiques visant à réduire la consommation énergétique des bâtiments, de l'industrie, des transports et de l'éclairage public. Les normes de construction évoluent progressivement afin d'améliorer la performance énergétique des logements, tandis que les entreprises investissent dans des équipements plus sobres. L'électrification des transports, la mobilité durable et les réseaux intelligents figurent également parmi les priorités. L'organisation de la COP22 à Marrakech en 2016 a positionné le Royaume comme un acteur engagé dans les négociations climatiques. Il partage son expertise avec plusieurs pays africains en matière d'énergies renouvelables, d'électrification rurale, de financement climatique et d'adaptation aux effets du changement climatique. Cette coopération Sud-Sud constitue l'un des piliers de sa diplomatie environnementale. Malgré ces avancées, plusieurs défis demeurent. Le développement massif des énergies renouvelables suppose un renforcement des réseaux électriques, des capacités de stockage, de la formation de compétences spécialisées et de la production locale d'équipements. Le financement des projets, la gestion de l'intermittence des sources renouvelables et la disponibilité de l'eau pour certaines filières, notamment l'hydrogène vert, nécessitent également une planification rigoureuse. Enfin, l'enjeu est de maximiser les retombées industrielles et sociales afin que cette transition bénéficie à l'ensemble de l'économie nationale. Ce changement de paradigme dépasse largement la seule production d'électricité : il touche à la souveraineté économique, à la compétitivité industrielle, à l'innovation technologique et au rayonnement diplomatique. L'avenir se jouera sans conteste sur la capacité du Royaume à franchir une nouvelle étape : produire non seulement une énergie propre, mais aussi les technologies qui l'accompagnent. Batteries, hydrogène vert, réseaux intelligents, stockage, composants industriels... autant de secteurs pointus qui peuvent faire du Maroc un acteur incontournable de l'économie décarbonée. Dans un monde où l'énergie est redevenue un enjeu géopolitique majeur, le Maroc a fait le pari que le soleil et le vent, longtemps considérés comme de simples ressources naturelles, deviendront les piliers d'une nouvelle prospérité. Si cette trajectoire se confirme, le Maroc pourrait non seulement couvrir une part croissante de ses besoins en énergie propre, mais aussi exporter son savoir-faire et son modèle de transition vers l'Afrique, l'Europe et au-delà. ●

TOUR HASSAN PALACE

un Siècle de Traditions

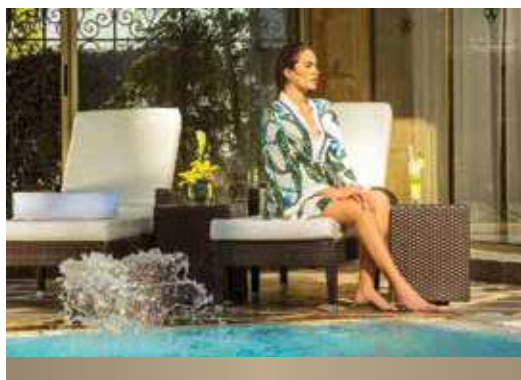


UN PALACE AU COEUR DE LA CAPITALE

La Tour Hassan Palace, Fleuron de l'hôtellerie marocaine, demeure une vitrine incontournable de l'art de vivre et de l'hospitalité marocaine.

Construit en 1912, l'Hôtel La Tour Hassan Palace à Rabat est un hommage au faste de l'architecture mauresque, qui allie ornement d'élégance et atmosphère emplies d'une majesté unique.

La Tour Hassan Palace offre les atouts d'un Hôtel contemporain de loisirs, d'affaires haut de gamme et de savoir faire de professionnels hautement qualifiés.



Inscrivez-vous à notre histoire !

www.tourhassanpalace.com | reservation@latourhassan.com | +212 5 37 23 90 00



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

FORMER, ENTREPRENDRE, INNOVER

Le triptyque de l'avenir

Plus d'un tiers des Marocains ont moins de 35 ans. Un atout démographique de taille pour le Royaume, qui peut compter sur une génération connectée, avide de réussite et résolument tournée vers le monde.

JAMIL MANAR

Mais ce potentiel ne se décrète pas : il se cultive. Pour transformer cette énergie en véritable moteur de croissance, de cohésion et de rayonnement, trois leviers s'imposent : une formation aux standards de demain, une culture entrepreneuriale audacieuse et une innovation pensée comme un réflexe national. Le Nouveau Modèle de Développement (NMD) l'a réaffirmé avec force : le capital humain est la première richesse du Maroc. Une vision constamment rappelée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui conditionne tout développement durable à l'émergence d'une jeunesse instruite, qualifiée et pleinement insérée dans le tissu économique. Le défi est colossal. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes diplômés arrivent sur un marché du travail en pleine mutation, secoué par la révolution numérique, la transition écologique et la métamorphose accélérée des métiers. Former aux emplois d'hier est une impasse. Il est temps de préparer résolument les compétences de demain.

Réinventer l'école

La réforme du système éducatif est la pierre angulaire de cette métamorphose. Au-delà des savoirs fondamentaux, il faut inculquer aux élèves les soft skills indispensables : pensée critique, créativité, maîtrise des langues, culture numérique et intelligence collective. L'enseignement supérieur, lui aussi, doit tisser des ponts solides avec le monde économique pour aligner ses cursus sur les besoins réels des entreprises. Parallèlement, les Cités des Métiers et des Compétences (CMC), lancées par l'OFPPPT, doivent s'adapter en déployant dans les régions des formations pointues dans les secteurs porteurs : intelligence artificielle, cybersécurité, industrie 4.0, énergies renouvelables, santé ou tourisme de demain. Le salariat, à lui seul, ne pourra absorber le flux croissant des jeunes diplômés. D'où l'urgence d'ancrer une véritable culture de l'audace économique. L'écosystème national s'étoffe d'ailleurs à grande vitesse : incubateurs, accélérateurs, espaces de coworking, fonds d'investissement et réseaux de mentors fleurissent dans les métropoles. Des dispositifs publics comme Intelaka ou Forsa ont ouvert des voies d'accès au financement, même si leur efficacité et leur pérennité restent sujettes à caution. L'ambition dépasse la simple création d'entreprise : il s'agit de faire éclore une génération d'entrepreneurs capables d'innover, d'exporter et de créer des emplois en cascade. Le visage entrepreneurial du Maroc

se transforme. Des pépites nationales émergent dans les secteurs à forte valeur ajoutée – Fintech, AgriTech, HealthTech, CleanTech ou cybersécurité – et réussissent désormais à capter des fonds internationaux, signe que le savoir-faire « made in Morocco » gagne en crédibilité. Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech, Agadir ou Fès voient se structurer de véritables pôles d'innovation. Une dynamique encore timide à l'échelle mondiale, certes, mais qui témoigne d'une mutation profonde du tissu productif national. L'innovation n'est plus l'apanage des grands laboratoires. Elle infuse tous les secteurs : l'automobile se tourne vers l'électrique et les composants intelligents ; l'agriculture s'appuie sur le numérique pour optimiser l'eau et les rendements ; la banque et l'administration accélèrent leur digitalisation. Avec l'UM6P, les technoparks et les centres de recherche, le Maroc se dote d'un écosystème de valorisation de la recherche appliquée, rapprochant toujours plus le monde académique des réalités économiques. Pour le Maroc, l'enjeu est double : préparer les jeunes aux métiers de demain massivement augmentés par l'IA, et favoriser l'émergence de solutions locales adaptées aux défis africains. Programmation, data analyse, cybersécurité et cloud computing deviennent des incontournables. Dans ce nouvel environnement, les jeunes marocains ont un atout majeur : leur agilité naturelle face au numérique. Reste à massifier les investissements dans la formation pour transformer cet avantage en leadership. Le marché de l'emploi évolue vers une logique de compétences opérationnelles. Les soft skills – leadership, adaptabilité, esprit d'initiative, communication – pèsent désormais aussi lourd que les diplômes. Cette révolution oblige les établissements à revoir leurs méthodes pédagogiques pour coller à cette nouvelle donne. Au-delà des aides financières, la jeunesse aspire à une confiance renouvelée, à davantage de responsabilités et à une liberté d'agir. Les jeunes entrepreneurs pointent souvent du doigt les lourdeurs administratives et la frilosité des circuits de financement. Créer un environnement propice à la prise de risque est un enjeu de souveraineté économique. Les nations qui réussissent leur décollage sont celles qui parient résolument sur leurs innovateurs.

Inclusion territoriale

Les grandes villes ne doivent pas accaparer cette dynamique. Les zones rurales et les villes moyennes ont besoin d'infrastructures de formation, d'espaces d'innovation et d'accompagnement de proximité. La régionalisation avancée est une opportunité unique pour bâtir des écosystèmes sur mesure, tandis que le numérique (formation en ligne, télétravail) permet de réduire les fractures géographiques. La jeu-



La jeunesse marocaine est le principal catalyseur de la transformation du Royaume.

nesse marocaine est le principal catalyseur de la transformation du Royaume. Mais son génie ne s'épanouira pleinement que par un effort continu sur la qualité de l'éducation, la stimulation de l'entrepreneuriat et la culture de l'innovation. À l'horizon 2035, la compétitivité du Maroc ne se jouera pas sur ses matières premières, mais sur sa capacité à révéler les talents de sa jeunesse,

à encourager l'audace et à faire de l'innovation le moteur permanent de sa croissance. Dans un monde où le savoir est la première des richesses, le véritable pari n'est plus de former des diplômés, mais de faire émerger une génération de créateurs, d'inventeurs et de bâtisseurs, prêts à inscrire le Maroc parmi les économies les plus agiles et les plus influentes de sa région. ●

GÉNÉRATION Z

UN SIGNAL D'ALARME À ENTENDRE

Les manifestations en octobre 2025 de la Gen Z (15-29 ans) organisées par le collectif Gen Z 212, ne sauraient être réduites à une simple vague de contestation. Elles révèlent un malaise profond, alimenté par la précarité, le coût de la vie, les difficultés d'accès à l'emploi et le sentiment que les opportunités offertes ne sont plus à la hauteur de leurs aspirations. Pourtant, jamais une génération n'a été aussi diplômée, connectée au monde et consciente des standards internationaux grâce aux réseaux sociaux. Cette jeunesse qui représente près de 30 % de la population ne réclame ni assistantat ni privilèges. Elle aspire à un nouveau contrat social fondé sur le mérite, l'égalité des chances et la possibilité de participer pleinement à la transformation du pays. Son message constitue moins un rejet qu'un appel à repenser le modèle de développement pour mieux répondre aux attentes du XXI^e siècle. Deux priorités s'imposent avec force. La première est une réforme profonde du système éducatif afin de mieux préparer les jeunes aux métiers de demain et de rapprocher davantage la formation des besoins de l'économie. La seconde concerne la santé, avec l'exigence d'un accès équitable à des soins de qualité, désormais perçus comme un droit fondamental et une condition de la justice sociale. La réponse ne peut donc se limiter aux politiques traditionnelles de l'emploi. Elle passe par des investissements ambitieux dans les secteurs d'avenir – intelligence artificielle, numérique, industries innovantes et économie verte –, mais aussi par un environnement plus favorable à l'entrepreneuriat, grâce à une simplification administrative, un meilleur accès au financement et des passerelles plus efficaces entre l'université, la recherche et l'entreprise. Ces mobilisations constituent avant tout un baromètre de l'état de la société. Si leurs attentes sont entendues et traduites en réformes concrètes, la Génération Z peut devenir l'un des principaux moteurs de la croissance, de l'innovation et de la cohésion sociale. À défaut, le risque d'un décrochage économique, social et civique ne peut être ignoré. L'enjeu est désormais de transformer cette énergie en levier de modernisation, afin que cette génération devienne le fer de lance du Maroc de 2035 plutôt que le symbole d'une jeunesse désenchantée. ●



**À l'occasion du 27ème de l'accession au Trône de SA MAJESTÉ LE ROI
MOHAMMED VI, que Dieu le Glorifie.**

**Le Directeur Général ainsi que l'ensemble des collaborateurs de la Société Marocaine
d'Ingénierie Touristique ont l'insigne honneur de présenter à SA MAJESTE LE ROI
MOHAMMED VI que Dieu l'Assiste**



**Leurs vœux les plus déferents. Que le tout puissant lui accorde santé
et bonheur et le comble dans les personnes de son Altesse Royale le
Prince Héritier Moulay El Hassan, Son Altesse Royale la Princesse Lalla
Khadija, Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid, et l'ensemble la
Famille Royale.**



*Tourism Engineering
and Investment*
SMIT MOROCCO



CULTURE

Le renouveau des
musées marocains

Du patrimoine millénaire à la création contemporaine, les musées du Royaume incarnent une nouvelle ambition : faire de la culture un moteur de développement, d'attractivité et de rayonnement international.



Légende : Mehdi Qotbi à côté de SM le Roi Mohammed lors de l'inauguration en 2014 du musée Mohammed VI d'art contemporain de Rabat.

RACHID WAHBI

Considérés autrefois comme de simples lieux de conservation du patrimoine, les musées marocains connaissent depuis une quinzaine d'années une profonde métamorphose. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Royaume a engagé une véritable révolution muséale, faisant de la culture un levier de développement, de rayonnement international et de cohésion nationale. Cette nouvelle vision a profondément redéfini la place des musées dans la société marocaine : ils ne sont plus des espaces figés où l'on expose le passé, mais des lieux vivants de transmission, de création, d'éducation et de dialogue entre les cultures. Le tournant décisif intervient en 2011 avec la création de la Fondation Nationale des Musées (FNM), chargée de la gestion et de la modernisation des musées nationaux. Dotée d'une autonomie de gestion, cette institution dirigée de main de maître par le grand artiste Mehdi Qotbi a engagé une vaste politique de restauration des bâtiments historiques, de professionnalisation des équipes, d'enrichissement des collections et d'ouverture au grand public. Son ambition est claire : faire du musée un espace accessible à tous et un acteur du développement culturel et économique du Royaume. Cette ambition s'est traduite par l'émergence d'une nouvelle génération d'établissements qui racontent la richesse et la diversité de l'identité marocaine. À Rabat, le Musée

Mohammed VI d'Art Moderne et Contemporain a marqué une rupture majeure. Premier musée du pays entièrement consacré à l'art moderne et contemporain, il accueille aussi bien les grands maîtres marocains que des expositions internationales de premier plan, faisant entrer le Maroc dans le circuit mondial des grandes institutions culturelles. À Marrakech, le Musée du Patrimoine Immatériel met en lumière les traditions orales, les savoir-faire et les expressions populaires qui constituent l'âme du Royaume. À Tanger, la Villa Harris illustre la richesse artistique du nord du pays, tandis que la Villa Carl Ficke, à Casablanca, redonne vie à la mémoire patrimoniale de la métropole. L'ouverture récente du Musée de la Photographie et des Arts Visuels de Casablanca témoigne de la volonté d'élargir encore davantage l'offre culturelle nationale

La culture comme outil
de diplomatie

Les musées marocains sont également devenus de puissants instruments de diplomatie culturelle. Les grandes expositions consacrées à Pablo Picasso, Alberto Giacometti, Claude Monet, Auguste Renoir, Eugène Delacroix ou Henri Cartier-Bresson, aux côtés des œuvres des grands artistes marocains tels qu'Ahmed Cherkaoui, Chaïbia Talal, Jilali Gharbaoui, Hassan El Glaoui ou Mohamed Melehi, ont permis au Royaume d'affirmer sa place sur la scène artistique internationale. Ces échanges favorisent le dialogue des civilisations et renforcent l'at-

tractivité culturelle du Maroc. (Fondation Nationale des Musées)

Préserver une identité
plurielle

Au-delà de leur vocation artistique, les musées jouent un rôle essentiel dans la préservation de la mémoire nationale. Ils racontent un Maroc façonné par des influences amazighes, arabes, africaines, andalouses, juives, sahariennes et méditerranéennes, offrant aux visiteurs une lecture apaisée et inclusive de l'histoire du Royaume. Cette approche s'inscrit dans une vision plus large de valorisation du patrimoine matériel et immatériel, en complément des nombreux sites historiques et des éléments culturels marocains inscrits sur les listes de l'UNESCO. La démocratisation de l'accès à la culture constitue l'un des principaux objectifs de cette politique muséale. Programmes pédagogiques, visites scolaires, médiation culturelle, expositions itinérantes, conférences et manifestations comme la Nuit des Musées et des Espaces Culturels contribuent à rapprocher les citoyens de leur patrimoine et à faire des musées de véritables lieux de vie. (Fondation Nationale des Musées)

Un investissement dans
l'avenir

Dans la perspective de la Coupe du monde 2030, cette dynamique prend une dimension nouvelle. Les musées seront appelés à jouer un rôle majeur dans la découverte de l'identité marocaine par les millions de visiteurs attendus. Ils constitueront, aux côtés des médinas, des sites archéologiques, des festivals et des monuments historiques, l'une des vitrines du Maroc contemporain. Car la nouvelle ambition culturelle du Royaume ne consiste pas seulement à préserver son héritage. Elle vise aussi à le transmettre, à le partager et à le faire dialoguer avec le monde. En faisant de ses musées des espaces d'excellence, d'innovation et d'ouverture, le Maroc affirme que la culture n'est pas un luxe, mais un investissement stratégique au service du développement, de l'attractivité et du rayonnement international du Royaume. ●

LE MAROC DES MUSÉES EN CHIFFRES

- * 2011 : création de la Fondation Nationale des Musées.
- * Une vingtaine de musées placés sous la gestion de la Fondation Nationale des Musées.
- * Des centaines de milliers de visiteurs accueillis chaque année.
- * Des dizaines d'expositions internationales organisées depuis l'ouverture du Musée Mohammed VI.
- * Des milliers d'œuvres conservées dans les collections nationales. ●



المكتب الوطني للهيدروكاربورات و المعادن
ΕΘΣΟ. Α.Ε.Σ.Ο. | ΗΦΣΛΟ:Κ.ΟΘ:Ο.+ Λ ΣΧ:Υ.Χ
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES

À L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRÔNE



Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines -ONHYM-

Ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus respectueux et les plus déférents à

Sa Majesté Le Roi MOHAMMED VI que Dieu l'Assiste

Et saisissent cette heureuse occasion pour renouveler l'expression de leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite** et leur mobilisation derrière leur **Auguste Souverain** pour la construction et le développement économique et social du Royaume.

Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté Le Roi** et Le combler en les Personnes de **Son Altesse Royale Le Prince Héritier Moulay Al Hassan**, de **Son Altesse Royale Le Prince Moulay Rachid** et de tous les membres de la **Famille Royale**.



SANTÉ L'État social à l'épreuve des hôpitaux

La généralisation de la protection sociale ouvre une nouvelle ère pour le Maroc. Toutefois, ce chantier stratégique ne pourra tenir ses promesses qu'à la faveur d'un système de santé modernisé, capable de répondre efficacement aux besoins croissants de la population.

SALIHA TOUMI

Longtemps, la protection sociale au Maroc est restée fragmentée, avec des niveaux de couverture variables selon les catégories socioprofessionnelles. Le lancement du chantier royal de généralisation de la protection sociale a profondément changé cette logique. L'ambition est de bâtir un système plus inclusif permettant à chaque citoyen de bénéficier d'une couverture contre les principaux risques de la vie, indépendamment de son statut professionnel. Cette réforme s'articule autour de quatre grands axes : la généralisation de l'assurance maladie obligatoire, l'extension des allocations familiales, l'élargissement de la couverture retraite et la mise en place d'une indemnité pour perte d'emploi. Au-delà de sa dimension sociale, ce chantier représente un investissement dans le capital humain, avec l'objectif de réduire les inégalités, de protéger les ménages contre les dépenses de santé catastrophiques et de renforcer la cohésion nationale. L'élargissement de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) à de nouvelles catégories de la population constitue une étape importante. Des millions de Marocains auparavant exclus du système bénéficient désormais d'une couverture ouvrant droit au remboursement des soins et à un accès aux prestations médicales. Cette évolution rapproche progressivement le Maroc des standards des États ayant fait de la couverture sanitaire universelle un objectif prioritaire. Mais une couverture sur le papier ne garantit pas, à elle seule, un accès effectif aux soins

Le principal défi réside dans la capacité du système hospitalier à absorber cette montée en puissance de la demande. L'élargissement de la couverture sociale entraîne mécaniquement une augmentation du nombre de patients qui sollicitent les structures publiques. Or, dans de nombreuses régions, les établissements de santé souffrent encore de dysfonctionnements persistants : délais d'attente importants, saturation des services d'urgence, insuffisance des équipements, difficultés d'accès à certaines spécialités et fortes disparités territoriales. Autrement dit, la réussite de la réforme sociale dépendra largement de la capacité du système de santé à suivre le rythme.

Vers un nouveau modèle hospitalier

Conscient de ces défis, le Maroc a engagé une profonde réforme du secteur de la santé. La création des Groupements Sanitaires Territoriaux (GST), la restructuration de la gouvernance hospitalière, la modernisation des infrastructures et le développement de nouveaux centres hospitaliers universitaires s'inscrivent dans cette dynamique.

L'objectif proclamé est de rompre avec une gestion centralisée et de construire un réseau de soins plus intégré, plus efficace et davantage adapté aux besoins des territoires. La digitalisation des dossiers médicaux, le développement de la télémedecine et une meilleure coordination entre les soins primaires, les hôpitaux régionaux et les CHU doivent également améliorer le parcours des patients. Aucun système de santé ne peut fonctionner sans médecins, infirmiers, sages-femmes, techniciens et personnels administratifs en nombre suffisant. Or, c'est aujourd'hui l'un des principaux handicaps structurels du Maroc. Le nombre de médecins par habitant demeure inférieur à celui observé dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, tandis que certaines spécialités connaissent des déficits particulièrement marqués. Cette pénurie est accentuée par une répartition inégale des professionnels entre les grandes métropoles et les zones rurales ou enclavées, où les difficultés de recrutement sont récurrentes.

L'ouverture de nouvelles facultés de médecine, l'augmentation des capacités de formation et la réforme des études médicales constituent des réponses importantes, mais leurs effets ne se feront sentir qu'à moyen et long terme. L'autre défi majeur est celui de l'émigration des professionnels de santé. Chaque année, un nombre significatif de médecins marocains choisissent d'exercer à l'étranger, attirés par de meilleures rémunérations, des conditions de travail plus favorables, des équipements plus performants et des perspectives de carrière plus attractives. Ce phénomène prive le pays de compétences hautement qualifiées dont la formation a pourtant nécessité un investissement public considérable. Cette fuite des talents ne peut être réduite à une question salariale. Elle renvoie aussi à la qualité de l'environnement professionnel : charge de travail, possibilités de recherche, évolution de carrière, gouvernance des établissements,



Le nouveau modèle hospitalier ne doit pas se limiter aux soins curatifs.

reconnaissance des compétences et qualité des plateaux techniques. Stopper cette hémorragie suppose donc une politique globale de valorisation des métiers de la santé. La construction de nouveaux hôpitaux est indispensable, mais elle ne suffira pas. L'expérience montre que les infrastructures les plus modernes perdent rapidement en efficacité si elles ne sont pas accompagnées d'une gouvernance performante, d'une maintenance rigoureuse, d'une gestion transparente des équipements et d'une organisation centrée sur le patient.

La qualité des soins dépend autant des bâtiments que de l'organisation des services, de la disponibilité des médicaments, de la maintenance des appareils médicaux et de la motivation des équipes.

Le défi est donc autant managérial que budgétaire.

Réduire les inégalités territoriales

L'accès aux soins reste marqué par de fortes disparités entre les grandes villes et plusieurs provinces rurales ou montagneuses. Dans certains territoires, les habitants doivent parcourir de longues distances pour consulter un spécialiste ou accéder à un plateau technique adapté. Le renforcement de la médecine de proximité, le développement des centres de santé, la télémedecine et une meilleure répartition des professionnels apparaissent comme des priorités pour rapprocher les soins des citoyens. La régionalisation avancée peut constituer un levier important pour adapter les réponses aux besoins spécifiques de chaque territoire. Le nouveau modèle hospitalier ne doit pas se limiter aux soins curatifs. La prévention doit occuper une place centrale.

Le vieillissement progressif de la population, la progression des maladies chroniques (diabète, hypertension, cancers, maladies cardiovasculaires) et les enjeux de santé mentale

imposent une approche plus globale. Investir dans la prévention, le dépistage, la vaccination, l'éducation à la santé et la médecine familiale permettra de réduire, à terme, la pression sur les hôpitaux. La généralisation de la protection sociale ne peut réussir par la seule volonté de l'État. Elle suppose une mobilisation de l'ensemble des acteurs : pouvoirs publics, collectivités territoriales, professionnels de santé, secteur privé, universités et société civile.

Prévenir plutôt que guérir

Le financement de la réforme devra également rester soutenable, dans un contexte où les besoins de santé continueront de croître avec le vieillissement de la population et l'évolution des pathologies. La généralisation de la protection sociale représente l'une des plus importantes avancées sociales de l'histoire contemporaine du Maroc. Elle traduit une volonté forte de bâtir un État social plus protecteur et plus inclusif. Mais son succès dépendra d'un facteur décisif : la capacité à transformer en profondeur le système de santé. Le véritable défi ne consiste plus seulement à garantir un droit théorique aux soins, mais à assurer un accès réel, rapide et de qualité à des services de santé sur l'ensemble du territoire. Cela implique de relever plusieurs handicaps structurels : moderniser les hôpitaux, renforcer leur gouvernance, résorber les pénuries de personnel, lutter contre la fuite des médecins et améliorer l'attractivité des carrières médicales. En définitive, la protection sociale et la réforme hospitalière sont indissociables. Une couverture universelle sans offre de soins performante risque de nourrir les frustrations. À l'inverse, un système de santé modernisé, doté de ressources humaines qualifiées et d'une gouvernance efficace, donnera tout son sens à cette réforme historique et contribuera durablement à renforcer la confiance des citoyens dans les services publics. ●

À l'occasion du 27ème anniversaire de la Fête du Trône

**Le Directeur Général du Groupe Barid Al-Maghrib
et l'ensemble de la famille postière**
ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déferents à

NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN,



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE,**

et renouvellent leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite**.
Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté le Roi** et le combler en la
personne de **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan**,
de **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**
ainsi que de tous **les membres de l'Illustre Famille Royale**.



PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET DROIT D'ACCÈS À L'INFORMATION

Faut-il appliquer la loi 09-08 et la loi 31-13 ?

Transparence et protection de la vie privée ne s'opposent pas : elles se complètent. Tout l'enjeu, explique l'auteur dans sa contribution, consiste cependant à concilier le droit d'accès à l'information avec la préservation des données personnelles, afin de renforcer à la fois la confiance des citoyens et l'État de droit.



OMAR SEGHROUCHNI *

Ces deux lois répondent, chacune pour sa part, à une question particulière.

La loi 09-08 contribue à décliner l'article 24 de la Constitution du Royaume qui dispose que « Toute personne a droit à la protection de sa vie privée ». Comment traduire cela dans notre vie quotidienne ? En demandant à ce que les personnes qui collectent les données à caractère personnel s'engagent à respecter cette loi qui est plus qu'une loi. Elle est porteuse de valeurs éthiques appartenant à la fois à notre histoire et à nos

traditions d'une part, et à celles du monde moderne d'autre part : respecter l'autre et se faire respecter par l'autre. Le respect de la vie privée s'illustre même par une certaine façon de construire nos maisons dans nos médinas... l'emplacement des fenêtres, la disposition des couloirs ; Les principes sont aussi simples qu'intuitifs, en particulier :

- Annoncer et respecter la finalité : Pourquoi on collecte les données à caractère personnel ? Si on donne notre adresse à un livreur de pizzas, c'est pour livrer une pizza commandée et non pour vous envoyer des SMS intrusifs à tout moment. C'est une histoire de loyauté et de parole donnée.
- Respecter la proportionnalité : C'est-à-dire ne collecter que les données nécessaires et acceptables pour rendre le service. Il n'est pas besoin que le livreur connaisse le montant de mes impôts pour livrer ma pizza.

- S'engager juridiquement à assurer la sécurité des traitements d'un point de vue organisationnel et d'un point de vue technique. C'est-à-dire s'engager à ne donner accès à ces données qu'aux personnes qui interviennent pour assurer le service pour lesquelles elles sont collectées mais aussi s'engager à utiliser tous les moyens techniques permettant de les sécuriser (protocole de communication et d'échange, techniques de stockage, techniques de protection, etc...).

- S'engager à stocker les données à caractère personnel dans des lieux adéquats, sur le plan national ou international, où elles seront juridiquement protégées.

- Permettre au citoyen, dont on collecte les données à caractère personnel, de les consulter et de les corriger, le cas échéant.
- Détruire les données collectées si on n'en a plus besoin et que la loi le permet.

Cela permet de veiller à ce que le traitement des données à caractère personnel soit respectueux des citoyens et de leur dignité. Cette mission se trouve accrue par le progrès technologique et l'intelligence artificielle, par exemple. Dans ce cas, il faut veiller à ce que les mécanismes divers de construction des décisions automatiques restent transparents, intègres, lisibles et auditables afin de prémunir le citoyen contre tout arbitraire.

Une instance a été créée pour veiller et suivre le respect de cette loi. Il s'agit de la CNDP (Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel). Elle a été constituée sur un modèle d'instances similaires existant dans le monde démocratique.



L'article 27 dispose que la CNDP donne son avis au gouvernement et au parlement sur les projets ou propositions de lois ou projets de règlements relatifs au traitement de données à caractère personnel dont elle est saisie.

Service public

Deux remarques sont à relever à ce sujet. La première est qu'un Gouvernement peut décider de ne jamais consulter la CNDP... C'est une décision qui peut être expliquée juridiquement mais pas très cohérente politiquement pour la gestion des choses de la Cité. La seconde est que le Parlement doit introduire cette possibilité de consultation de la CNDP dans son règlement intérieur pour être aligné avec la loi.

Par ailleurs, la CNDP doit suivre et contrôler les traitements de données à caractère personnel qu'ils soient dans le privé, le public ou le monde associatif. Bien sûr, les moyens mis à la disposition de cette institution impactent ses capacités d'action sur le terrain.

Quant à elle, la loi 31-13 répond à l'autre question évoquée, en déclinant l'article 27 de la Constitution du Royaume qui dispose que « Les citoyennes et les citoyens ont le droit d'accéder à l'information détenue par l'administration publique, les institutions élues et les organismes investis de mission de service public.

Le droit à l'information ne peut être limité que par la loi, dans le but d'assurer la protection de tout ce qui concerne la défense nationale, la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, et la vie privée des per-

sonnes, de prévenir l'atteinte aux libertés et droits fondamentaux énoncés dans la présente Constitution, et de protéger les sources d'informations et les domaines déterminés avec précision par la loi ».

A quoi sert le droit d'accès à l'information ? C'est tout simplement un des piliers pour la construction de la démocratie. Celle-ci implique la reddition des comptes au sujet de la gestion de la chose publique. Pour assurer cette dernière, le droit d'accès à l'information est indispensable pour se prémunir des fake news et de la désinformation.

Si le droit d'accès à l'information est non respecté, la reddition des comptes ne sera pas possible et de ce fait la démocratie sera bancal. La CDAI (Commission du Droit d'Accès à l'Information) a été constituée pour veiller au respect de ce droit d'accès à l'information sur le plan national.

Ces deux principes, protection des données et droit d'accès à l'information, sont plus que des lois, elles constituent des systèmes de valeurs. C'est une histoire de culture qui doit se déployer au niveau national. Tout le monde est concerné : citoyens, société civile, entreprises et ses dirigeants, administrations et ses responsables, etc...

L'humoriste français, Raymond Devos, disait : « Mon pied droit est jaloux de mon pied gauche. Quand l'un avance, l'autre veut le dépasser. Et moi, comme un imbécile, je marche ! » Plus que marcher, le pied CNDP et le pied CDAI doivent faire en sorte que l'on avance sans être imbécile. ●

*** Président de la CNDP
Président de la CDAI**

À l'occasion du 27^e anniversaire de l'intronisation de
Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Le Directeur Général et l'ensemble des collaborateurs de l'Agence Marocaine de
Sûreté et de Sécurité Nucléaires et Radiologiques (AMSSNuR) ont l'insigne
honneur de présenter à

Sa Majesté le Roi Mohammed VI



leurs vœux les plus déferents. Puisse Dieu accorder longue vie à Sa Majesté et, Le combler en les personnes de Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan, de Son Altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, de Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid ainsi qu'en tous les membres de la Famille Royale.

Ils renouvellent à Sa Majesté l'expression de leur indéfectible fidélité et de leur profond attachement au Trône Alaouite, et affirment leur engagement à accompagner, sous les Hautes Directives de leur Souverain, le processus de développement économique, social et environnemental que connaît le Royaume.



CAN 2025 ET MONDIAL 2030

Le Maroc construit bien plus que des stades

L'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2025, suivie de la Coupe du monde 2030 coorganisée avec l'Espagne et le Portugal, marque l'entrée du Maroc dans une nouvelle ère.



Le Stade Moulay Abdellah de Rabat qui a abrité plusieurs match de la CAN.

LAÏLA LAMRANI

Pendant longtemps, les grandes compétitions internationales ont été perçues comme des événements éphémères, mobilisant d'importants investissements pour quelques semaines de spectacle avant un retour à la normale. Le Maroc a choisi de rompre avec cette logique.

Pour le Royaume, le sport est devenu un véritable accélérateur de développement, un levier de modernisation et un instrument d'aménagement du territoire. Cette vision s'inscrit dans la continuité des grands projets structurants engagés depuis plus de deux décennies. Les échéances sportives servent désormais de catalyseur pour accélérer des investissements qui répondent avant tout aux besoins du pays et de ses citoyens.

Le tournant intervient en mars 2023. Dans un message adressé à la cérémonie des CAF Awards organisée à Kigali, le Roi Mohammed VI annonce la candidature commune du Maroc, de l'Espagne et du Portugal à l'organisation de la Coupe du monde 2030.

Au-delà de la dimension sportive, cette initiative porte une forte portée géopolitique. Elle traduit l'ambition de bâtir un pont entre deux continents, de rapprocher l'Afrique et l'Europe et de faire de la Méditerranée un espace de coopération plutôt que de séparation. Lorsque la FIFA retient cette candidature comme dossier unique, une nouvelle phase s'ouvre.

Réuni sous la présidence du Souverain le 4 décembre 2024, le Conseil des ministres consacre une large partie de ses travaux aux préparatifs du Royaume. Les Hautes Orientations Royales fixent alors un cap clair : la réussite de ces compétitions ne relève pas uniquement des fédérations sportives, mais d'une mobilisation de l'ensemble de la Nation. Administrations, établissements publics, collectivités territoriales, entreprises privées, société civile, Marocains résidant à l'étranger et compétences africaines sont appelés à participer à un chantier collectif sans précédent. Cette approche traduit une conviction forte : le véritable succès ne se mesure pas uniquement au nombre de matchs organisés ou au niveau des infras-

tructures livrées, mais à la capacité des investissements réalisés à continuer de produire leurs effets pendant plusieurs décennies. La Coupe d'Afrique des nations organisée entre décembre 2025 et janvier 2026 constitue le premier exercice grandeur nature de cette stratégie. Bien avant le premier coup d'envoi, le Royaume avait engagé l'un des plus importants programmes de modernisation de ses infrastructures sportives. La convention conclue en octobre 2023 entre l'État et la Caisse de dépôt et de gestion prévoit la rénovation complète des grands stades de Rabat, Casablanca, Tanger, Marrakech, Agadir et Fès, ainsi que la construction du Grand Stade Hassan II à Benslimane, appelé à devenir l'un des plus grands complexes sportifs au monde. Ces investissements répondent simultanément aux exigences de la CAN et aux standards particulièrement élevés imposés par la FIFA pour la Coupe du monde.

Qualité de service

Mais la CAN a surtout permis de tester l'ensemble de la mécanique organisationnelle. Billetterie numérique, accréditations, contrôle des accès, sécurité, gestion des flux de supporters, mobilité entre les villes hôtes, coordination des différents services publics, accueil des médias internationaux ou encore prise en charge des délégations : chaque maillon de la chaîne a été soumis à un test grandeur nature. Le Complexe sportif Prince Moulay Abdellah de Rabat illustre parfaitement cette montée en gamme. Entièrement reconstruit selon les standards internationaux les plus exigeants, il offre désormais des conditions optimales en matière de sécurité, d'accessibilité, de diffusion audiovisuelle et d'expérience spectateur. Autour de lui, le Stade olympique, le Complexe Prince Héritier Moulay El Hassan et le Stade Al Barid forment désormais un véritable campus sportif capable d'accueillir plusieurs compétitions internationales simultanément. La CAN a également servi de laboratoire pour les nouveaux outils numériques destinés à gérer les accréditations, les billets électroniques, les flux de visiteurs et les opérations logistiques, autant d'éléments devenus indispensables à l'organisation

des grands événements mondiaux. L'un des changements les plus profonds réside dans l'évolution du modèle de gouvernance. Plutôt que de créer un simple comité d'organisation appelé à disparaître après les compétitions, le Royaume a opté pour une structure permanente capable d'assurer le suivi des projets jusqu'en 2030 et au-delà. La création de la Fondation Maroc 2030 illustre cette nouvelle approche. Érigée en institution d'utilité publique, elle est chargée d'assurer la coordination générale de toutes les compétitions internationales de football accueillies par le Maroc jusqu'au Mondial. La mission de cette instance dépasse largement l'organisation des événements. Elle veille au respect des engagements pris par les différents acteurs, suit l'avancement des projets, identifie les difficultés éventuelles et propose les ajustements nécessaires afin de garantir le respect des calendriers et des objectifs. Sa gouvernance reflète également la volonté d'associer l'ensemble des territoires concernés. Les collectivités territoriales disposent d'un rôle central grâce à un comité de management territorial chargé de coordonner l'action des villes hôtes et d'assurer la cohérence des investissements. Cette architecture institutionnelle constitue une évolution majeure dans la conduite des politiques publiques. Elle favorise une approche intégrée où infrastructures, mobilité, urbanisme, tourisme, sécurité et services publics avancent selon une même feuille de route. Réduire les préparatifs du Mondial aux seuls stades serait une erreur d'analyse. Les projets présentés au Conseil des ministres englobent un vaste programme de modernisation nationale.

L'extension des aéroports, le développement des réseaux ferroviaires et routiers, l'amélioration des transports urbains, la montée en capacité de l'offre hôtelière, le renforcement des télécommunications, la modernisation des infrastructures hospitalières et la formation de dizaines de milliers de professionnels font partie intégrante de cette stratégie. Chaque chantier répond à une double logique : satisfaire les exigences des compétitions internationales tout en améliorant durablement la qualité des services offerts aux citoyens. Le sport devient ainsi un formidable accélérateur d'investissements qui auraient parfois nécessité de nombreuses années supplémentaires pour voir le jour. Le futur Grand Stade Hassan II de Benslimane incarne cette ambition que certains qualifient de démesurée. Par ses dimensions, son architecture et les technologies qu'il intègre, il symbolise la volonté du Royaume de disposer d'une enceinte de référence à l'échelle mondiale.

Mais sa portée dépasse largement le football. Autour de cet équipement se développeront de nouvelles infrastructures routières, ferroviaires, hôtelières, commerciales et logistiques qui contribueront durablement au développement du territoire. C'est précisément cette logique d'héritage qui distingue aujourd'hui la stratégie marocaine. Les investissements engagés ne sont pas pensés pour un mois de compétition, mais pour plusieurs décennies de développement. À l'horizon 2030, le Maroc n'ambitionne pas seulement d'organiser une Coupe du monde réussie. Il entend consolider sa place parmi les grandes nations capables d'accueillir les plus grands événements internationaux, renforcer son attractivité économique et touristique, développer l'expertise nationale dans l'organisation des manifestations mondiales et offrir à ses territoires des infrastructures répondant aux meilleurs standards internationaux.

Lorsque le premier coup d'envoi du premier match du Mondial 2030 sera donné, une bonne partie de cette transformation sera déjà une réalité. Les stades ne constitueront alors que la partie la plus visible d'un héritage beaucoup plus vaste : celui d'un Royaume qui aura fait du sport un puissant moteur de développement, de modernisation et de rayonnement international. ●



A l'occasion de la célébration du **27^{ème} anniversaire** de l'intronisation de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI**

Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déferents de santé, de bonheur et de prospérité à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI** que Dieu le glorifie, ainsi qu'à **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay Al Hassan, Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid** et à toute la famille Royale.

Ils saisissent cette heureuse occasion pour réitérer leur indéfectible attachement à son auguste personne et au Glorieux Trône Alaouite.



OCP Le champion marocain qui redessine la géographie mondiale des engrais

Bien plus qu'un leader mondial des phosphates, OCP est devenu un champion de l'innovation, de la transition verte et de la sécurité alimentaire, incarnant l'ambition du Maroc de bâtir une industrie compétitive et durable.

AHMED ZOUBAÏR

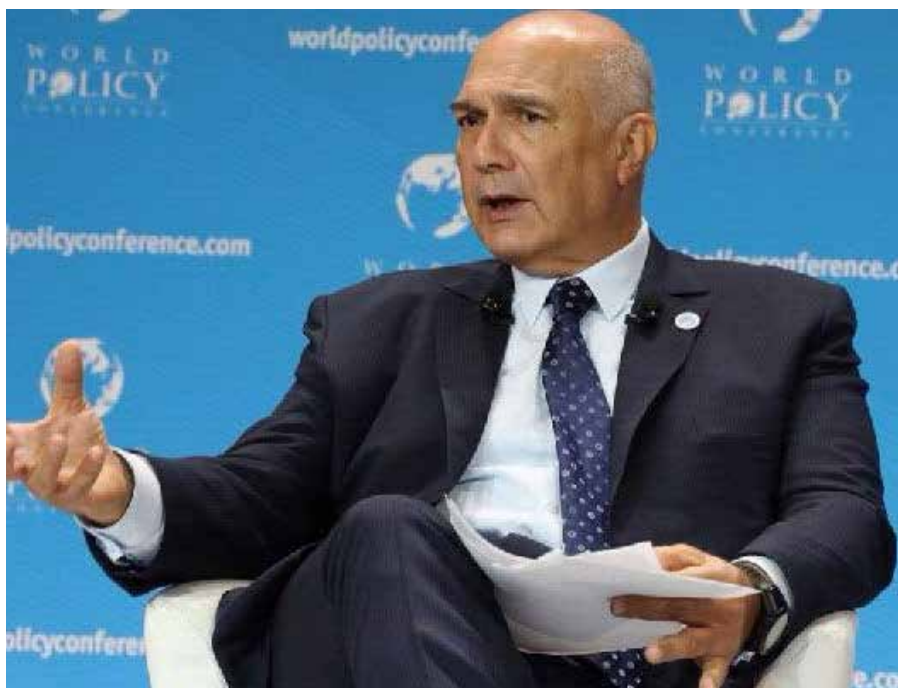
Longtemps identifié comme le premier producteur mondial de phosphates, OCP est aujourd'hui bien davantage qu'un groupe minier. En deux décennies, l'entreprise s'est profondément transformée pour devenir un acteur industriel, technologique et environnemental de premier plan, au cœur de la stratégie de souveraineté économique du Royaume. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Groupe s'est engagé dans une mutation sans précédent qui conjugue montée en gamme industrielle, transition énergétique, sécurité alimentaire mondiale et innovation. Cette transformation intervient dans un contexte international marqué par une forte volatilité des marchés agricoles. La guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, les restrictions à l'exportation de certains pays producteurs et la croissance de la demande alimentaire ont replacé les engrais au cœur des enjeux géostratégiques. Dans ce nouvel environnement, OCP s'impose comme l'un des acteurs les plus influents de la sécurité alimentaire mondiale.

Groupe industriel intégré

La stratégie d'OCP ne consiste plus à exporter une matière première, mais à créer davantage de valeur en développant des engrais à forte valeur ajoutée, adaptés aux besoins spécifiques des sols et des cultures.

Grâce à une politique d'investissements soutenue, le Groupe a considérablement renforcé ses capacités industrielles, modernisé ses plateformes de Jorf Lasfar et de Safi et développé une offre d'engrais sur mesure destinée à améliorer les rendements agricoles tout en limitant les impacts environnementaux.

Cette montée en gamme a permis au Groupe de consolider sa position parmi les leaders mondiaux des fertilisants phosphatés, tout en renforçant sa présence sur les marchés africains, européens, asiatiques et latino-américains. (OCP Group) Cette stratégie se traduit par des résultats financiers robustes. En 2025, OCP a réali-



Mostafa Terrab, président d'OCP et artisan de sa transformation.

sé un chiffre d'affaires de 12,27 milliards de dollars, un EBITDA de 4,62 milliards de dollars, une marge opérationnelle de 38 % et un bénéfice net de 1,98 milliard de dollars, confirmant la solidité de son modèle économique malgré un contexte international marqué par la hausse des coûts des intrants et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. (OCP Group)

Le Groupe poursuit parallèlement un important programme d'investissement afin d'accroître ses capacités de production et de répondre à une demande mondiale toujours soutenue.

Le pari de la transition verte

L'une des mutations les plus spectaculaires concerne la transition environnementale. Avec un programme d'investissement de 13 milliards de dollars, OCP mène l'un des plus ambitieux plans de décarbonation de l'industrie mondiale des engrais. L'objectif est de fonctionner entièrement grâce aux énergies renouvelables et à l'eau dessalée, tout en réduisant progressivement son empreinte carbone jusqu'à atteindre la neutralité carbone à

l'horizon 2040. (OCP Group)

Le Groupe prévoit notamment, une production de 5 GW d'électricité renouvelable d'ici 2027, puis plus de 13 GW en 2032 ; une capacité de dessalement de 560 millions de m³ d'eau par an et une production d'un million de tonnes d'ammoniac vert dès 2027, portée à trois millions de tonnes à l'horizon 2032.

Cette stratégie vise à réduire la dépendance du Groupe aux importations d'ammoniac tout en développant une nouvelle filière industrielle basée sur l'hydrogène vert.

L'Afrique au cœur de la stratégie

Au-delà de sa dimension industrielle, OCP poursuit une stratégie fortement orientée vers le continent africain.

À travers ses filiales spécialisées et ses programmes de recherche agronomique, le Groupe accompagne des millions d'agriculteurs en proposant des solutions adaptées aux caractéristiques des sols africains. Cette approche privilégie une fertilisation raisonnée, fondée sur la connaissance scientifique des terres cultivées plutôt que sur une utilisation stan-

dardisée des engrais. Cette stratégie fait d'OCP un acteur majeur de la sécurité alimentaire du continent et un partenaire privilégié de nombreux États africains dans leurs politiques agricoles.

L'évolution d'OCP dépasse désormais le seul secteur des phosphates. L'office est devenu un moteur de l'industrialisation nationale, un investisseur majeur dans les énergies renouvelables, le dessalement de l'eau de mer, l'innovation technologique, la recherche scientifique et le développement des compétences. Ses plateformes industrielles, notamment à Jorf Lasfar, constituent aujourd'hui de véritables écosystèmes intégrant production, logistique, innovation et économie circulaire.

Cette dynamique contribue directement à la création de valeur, à l'attractivité industrielle du Royaume et au développement de nouvelles filières stratégiques.

Une ambition mondiale

Dans un contexte de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales, OCP accélère son développement. Le Groupe poursuit son expansion industrielle, renforce ses partenariats internationaux et investit massivement dans les engrais bas carbone, l'ammoniac vert et les technologies de décarbonation. Il a également mobilisé récemment les marchés financiers internationaux afin d'accompagner cette nouvelle phase de croissance, illustrant la confiance des investisseurs dans sa stratégie de long terme. Plus qu'un champion national, OCP apparaît désormais comme l'un des principaux acteurs mondiaux de la transition agricole et énergétique. Son évolution illustre l'ambition du Maroc de transformer ses ressources naturelles en un puissant levier d'industrialisation, d'innovation et de souveraineté économique. À travers cette trajectoire, le Groupe contribue non seulement à la sécurité alimentaire mondiale, mais participe également à l'émergence d'un modèle industriel plus durable, fondé sur les énergies renouvelables, la maîtrise de l'eau et les technologies vertes. ●



À L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRÔNE

Le Président et membres de la Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à caractère Personnel - CNDP- et de la Commission du Droit d'Accès à l'Information -CDAI-

Ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déférents à
Sa Majesté Le Roi MOHAMMED VI que Dieu l'Assiste

Et saisissent cette heureuse occasion pour renouveler leur indéfectible attachement au Glorieux Trône Alaouite et leur mobilisation derrière leur Auguste Souverain pour le développement économique et social du Royaume.

Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté Le Roi** et Le combler en les Personnes de **Son Altesse Royale Le Prince Héritier Moulay El Hassan**, de **Son Altesse Royale Le Prince Moulay Rachid** et de tous les autres **membres de la Famille Royale**.





TRANSPORT

Le rail, colonne
vertébrale du
Maroc de demain

Le Roi Mohammed VI lançant les travaux de la ligne grande vitesse Kénitra-Marrakech en avril 2025.

De simple moyen de transport, le rail est devenu un levier stratégique du développement du Royaume. Avec Al Boraq puis le lancement d'un programme ferroviaire de 96 milliards de dirhams, le Maroc fait du chemin de fer un moteur de compétitivité, d'aménagement du territoire et de mobilité durable.

JAMIL MANAR

Le train à grande vitesse Al Boraq qui a relié pour la première fois Tanger à Casablanca, en novembre 2018, à une vitesse de 320 km/h, a propulsé le Maroc dans une nouvelle ère.

Premier pays d'Afrique à se doter d'une ligne à grande vitesse, le Royaume signe une avancée technologique majeure. Mais cette réalisation dépasse largement l'exploit technique. Elle consacre une vision stratégique engagée dès les premières années du règne de SM le Roi Mohammed VI :

faire du chemin de fer un puissant moteur de transformation économique, territoriale et industrielle. Contrairement à de nombreux pays qui devaient construire leur réseau ferroviaire ex nihilo, le Maroc disposait déjà d'un patrimoine ferroviaire solide, parmi les plus développés du continent. L'enjeu n'était donc plus d'étendre simplement le réseau, mais de le réinventer. Le rail devait cesser d'être un simple moyen de transport pour devenir un véritable outil d'aménagement du territoire, d'intégration économique et de modernisation des infrastructures. Cette ambition s'est progressivement matérialisée à travers une politique d'investissements

ice

نشر بوها
مغربية





FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

soutenue. Modernisation des lignes existantes, électrification du réseau, renouvellement des équipements, création de nouvelles gares, renforcement des connexions avec les ports, les zones industrielles et les plateformes logistiques : chaque projet est venu renforcer la place du chemin de fer dans l'architecture du développement national.

Au fil des années, le train a changé de dimension. D'infrastructure de mobilité, il est devenu un levier de compétitivité, un accélérateur de développement régional et un facteur de cohésion territoriale. L'inauguration d'Al Boraq a symbolisé cette mutation en démontrant que le Royaume était désormais capable de concevoir, financer et réaliser des infrastructures figurant parmi les plus performantes au monde.

Au-delà des gains de temps entre Tanger et Casablanca, cette première ligne à grande vitesse a profondément modifié la manière de penser les mobilités. Le rail est désormais appelé à structurer les politiques publiques, à accompagner les investissements, à rapprocher les territoires, à soutenir les grands pôles urbains et à préparer le Maroc aux exigences d'une économie de plus en plus intégrée et compétitive.

Si Al Boraq a marqué une rupture historique, le programme ferroviaire lancé par le Souverain en avril 2025 ouvre une séquence d'une toute autre ampleur.

Avec un investissement de près de 96 milliards de dirhams, le Royaume ne cherche pas uniquement à construire une nouvelle ligne à grande vitesse. Il ambitionne désormais de bâtir un système ferroviaire national intégré, pensé pour accompagner les mutations démographiques, économiques et industrielles des prochaines décennies.

Cette stratégie repose sur quatre piliers complémentaires : l'extension du réseau à grande vitesse, la modernisation des dessertes classiques, le déve-

loppement des réseaux ferroviaires métropolitains et l'émergence d'une véritable industrie ferroviaire marocaine. Le prolongement de la LGV entre Kénitra et Marrakech constitue naturellement la pièce maîtresse de ce dispositif. Long de près de 430 kilomètres, ce nouvel axe renforcera les échanges entre les principaux pôles économiques du Royaume tout en desservant plusieurs infrastructures stratégiques, notamment les aéroports de Rabat-Salé et Mohammed V ainsi que le futur Grand Stade Hassan II de Benslimane. Une fois achevé, le réseau marocain de grande vitesse atteindra près de 630 kilomètres, consolidant le leadership africain du Royaume dans ce domaine. Mais la portée du projet dépasse largement la seule grande vitesse.

L'acquisition de 168 nouvelles rames, destinées aussi bien aux lignes à grande vitesse qu'aux dessertes interurbaines et aux futurs services métropolitains, traduit une volonté claire: démocratiser davantage le train, améliorer la fréquence des dessertes, renforcer le confort des voyageurs et offrir une véritable alternative à la route.

Cette évolution prendra tout son sens avec la mise en place des futurs réseaux ferroviaires métropolitains autour des grandes agglomérations. En reliant plus efficacement les périphéries aux centres urbains, ces nouvelles dessertes doivent contribuer à réduire la congestion automobile, faciliter les déplacements quotidiens et accompagner l'expansion rapide des métropoles nationales.

Le train ne sera plus seulement un moyen de voyager entre les villes ; il deviendra également un élément central de la mobilité urbaine.

Projet industriel

L'une des innovations majeures du programme réside en effet dans sa dimension industrielle. Pour la première fois, le renouvellement du matériel roulant s'inscrit dans une stratégie de souveraineté industrielle visant à développer un écosystème ferroviaire national. Assemblage local des trains, maintenance, fabrication de composants, montée progressive du taux d'intégration nationale et transfert de technologies doivent permettre de structurer une nouvelle filière industrielle créatrice d'emplois hautement qualifiés. Le chemin de fer devient ainsi bien davantage qu'un secteur d'infrastructure. Il s'affirme comme un levier de réindustrialisation, d'innovation technologique et de montée en compétence de l'économie marocaine. Cette approche intégrée distingue profondément le programme actuel des précédents investissements. La voie ferrée n'est plus une fin en soi ; elle devient le support d'une stratégie globale associant mobilité, industrie, compétitivité logistique, développement régional et attractivité économique. Les résultats de cette politique sont déjà perceptibles. En 2025, l'ONCF a transporté plus de 55,6 millions de voyageurs, un record historique qui illustre la place désormais occupée par le train dans les habitudes de

mobilité des Marocains. Cette progression reflète autant l'amélioration continue de l'offre que l'évolution des attentes des usagers, de plus en plus sensibles à la rapidité, à la ponctualité, au confort et à la fiabilité.

Parallèlement, le rail joue un rôle croissant dans la compétitivité de l'économie nationale. Il accompagne le développement des grands ports, soutient les plateformes logistiques, facilite les échanges entre les principaux bassins industriels et participe à l'intégration des territoires. Son apport s'inscrit également dans la stratégie nationale de transition énergétique. Grâce à un réseau largement électrifié et à un recours croissant aux énergies renouvelables, le train constitue aujourd'hui l'un des modes de transport les plus sobres en carbone, en cohérence avec les engagements climatiques du Royaume.

Le rail au rendez-vous du Maroc 2030

À l'approche de la Coupe du monde 2030, le rail apparaît plus que jamais comme l'un des piliers des infrastructures nationales. L'extension d'Al Boraq vers Marrakech, le déploiement des réseaux métropolitains, la mise en service des nouvelles rames et la montée en puissance d'une industrie ferroviaire nationale répondent à un même objectif : doter le Maroc d'un système de mobilité à la hauteur de ses ambitions économiques et de son rayonnement international.

Mais l'échéance de 2030 dépasse largement le cadre sportif. Elle agit comme un accélérateur d'investissements et un révélateur d'une stratégie de long terme. Derrière chaque nouvelle ligne, chaque gare modernisée et chaque train mis en circulation se dessine une même vision : celle d'un Royaume qui fait des infrastructures un levier de développement durable, de compétitivité et de cohésion territoriale. De la modernisation progressive du réseau historique à l'aventure d'Al Boraq, puis au lancement du plus vaste programme ferroviaire de l'histoire nationale, une constante se dégage : le chemin de fer est devenu l'une des colonnes vertébrales du Maroc du XXI^e siècle. Plus qu'un moyen de transport, il incarne une politique d'investissement qui prépare le Royaume aux défis économiques, industriels, environnementaux et urbains des prochaines décennies, tout en renforçant sa place parmi les nations les plus ambitieuses en matière de mobilité et d'infrastructures. ●

L'ONCF AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION FERROVIAIRE

Bras opérationnel de la stratégie ferroviaire nationale, l'Office national des chemins de fer (ONCF) est devenu l'un des principaux acteurs de la transformation des infrastructures marocaines. Au-delà de son rôle historique d'exploitant du réseau, l'Office pilote aujourd'hui des projets structurants allant de la grande vitesse aux réseaux ferroviaires métropolitains, en passant par la modernisation des lignes classiques, la digitalisation des services et le développement de la logistique ferroviaire.

Dirigé par Mohamed Rabie Khlie, l'ONCF est également au centre du programme ferroviaire de 96 milliards de dirhams lancé en 2025. Il assure la conduite des grands chantiers, le renouvellement du matériel roulant, le renforcement de la qualité de service et l'accompagnement de la future filière ferroviaire nationale. En quelques années, l'établissement public s'est ainsi imposé comme un véritable maître d'œuvre de la mobilité du XXI^e siècle, au service de la compétitivité économique, de la cohésion territoriale et des ambitions du Maroc à l'horizon 2030. ●



À L'OCCASION DU 27^{ÈME}
ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION
DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU LE GLORIFIE

La Holding Anouar Invest a l'insigne honneur de présenter ses vœux les plus déférents à Sa Majesté le Roi Mohammed VI ainsi qu'à toute la Famille Royale.

Elle saisit cette heureuse occasion pour exprimer son indéfectible attachement au Glorieux Trône Alaouite et réitérer sa mobilisation continue derrière Sa Majesté le Roi pour la réalisation des objectifs de développement économique et social de notre pays.



AGRICULTURE

La riposte royale

Semences, engrais, soutien aux éleveurs, reconstitution du cheptel et accompagnement financier : face à l'une des plus graves crises climatiques de son histoire, le Maroc a mobilisé des moyens exceptionnels pour protéger son agriculture et consolider la souveraineté alimentaire du Royaume.



Le Roi Mohammed VI a constamment placé les préoccupations des agriculteurs et des éleveurs au cœur de son action.

JAMIL MANAR

Jamais, ou presque, l'agriculture nationale n'avait été confrontée à une crise aussi longue et aussi profonde. La succession des années de sécheresse a mis à rude épreuve l'ensemble de la filière : déficit pluviométrique chronique, raréfaction des ressources en eau, hausse des coûts de production, recul du cheptel et fragilisation des revenus des agriculteurs ont profondément bouleversé les équilibres du secteur. Face à cette situation inédite, l'action engagée sous les Hautes Orientations de SM le Roi Mohammed VI s'est inscrite dans une logique qui dépasse la gestion de l'urgence. Le principal défi étant de préserver le potentiel productif du Royaume, protéger les exploitants surtout les plus modestes et préparer les conditions d'une relance durable de l'agriculture. Cette approche s'est traduite par un ensemble de mesures couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur agricole : sécurisation des campagnes

de semis, maintien de l'approvisionnement en intrants, soutien financier aux agriculteurs, sauvegarde du cheptel, accompagnement des éleveurs et renforcement de la veille sanitaire. Plusieurs programmes exceptionnels, mobilisant des enveloppes de plusieurs milliards de dirhams, ont ainsi été déployés pour éviter que la crise climatique ne compromette durablement l'avenir du secteur.

Sécuriser les campagnes agricoles

L'une des premières priorités a consisté à garantir la continuité de la production malgré un contexte climatique particulièrement défavorable. À l'occasion de la campagne agricole 2025-2026, un dispositif d'une ampleur inédite a été mis en place. Près de 1,5 million de quintaux de semences certifiées de céréales d'automne ont été mis à la disposition des agriculteurs, dont environ 1,2 million de quintaux produits par la Sonacos, avec des prix maintenus grâce au soutien de l'État. Les subventions ont atteint 255 dirhams par quintal pour

le blé tendre, 235 dirhams pour le blé dur et 285 dirhams pour l'orge, limitant ainsi l'impact de la hausse des coûts sur les exploitations. L'effort ne s'est pas limité aux céréales. Les dispositifs d'appui ont également concerné les légumineuses alimentaires, le triticale, l'avoine ainsi que plusieurs cultures fourragères, dans une logique de diversification et de renforcement de la résilience des exploitations. Parallèlement, près de 650.000 tonnes d'engrais phosphatés ont été mobilisées, avec le maintien des conditions tarifaires de la campagne précédente malgré les tensions observées sur les marchés internationaux. Une coordination étroite entre le ministère de l'Agriculture et les réseaux de distribution a permis d'assurer un approvisionnement régulier sur l'ensemble du territoire. Cette stratégie illustre une évolution importante des politiques publiques : ne plus se contenter de réparer les effets de la crise, mais anticiper les risques afin d'assurer la continuité de la production. La situation de l'élevage représentait toutefois le défi le plus urgent. Après

plusieurs années de sécheresse, la raréfaction des pâturages et la flambée des prix des aliments pour bétail ont entraîné une diminution notable du cheptel, fragilisant des milliers d'éleveurs. Sous l'impulsion royale, un vaste programme de sauvegarde et de reconstitution du cheptel national a alors été lancé. Présenté en Conseil des ministres, ce programme, initialement doté de 6,2 milliards de dirhams, a été renforcé pour atteindre 12,8 milliards de dirhams sur les exercices 2025 et 2026, ce qui en fait l'un des plus importants plans publics jamais consacrés à l'élevage au Maroc. Au-delà de son ampleur financière, ce dispositif marque un changement profond de méthode : l'aide publique ne repose pas seulement sur des subventions généralisées, mais sur une identification précise des exploitants et de leurs besoins. Pour la première fois, une vaste opération nationale de recensement a permis d'identifier 32,8 millions de têtes de bétail et de constituer une base de données couvrant près de 1,2 million d'éleveurs.



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026

les femelles reproductrices ovines et caprines, ainsi que le renforcement des campagnes de vaccination et du suivi sanitaire.

L'objectif est double : soutenir immédiatement les éleveurs tout en préservant le potentiel reproductif nécessaire à la reconstitution progressive du cheptel.

Soutenir les exploitations agricoles

La sécheresse a également fortement pesé sur la situation financière des exploitations. Afin d'éviter une fragilisation durable du tissu agricole, plusieurs mesures ont été mises en œuvre, notamment le rééchelonnement des dettes contractées auprès du Crédit Agricole du Maroc, l'allègement des échéances et un accompagnement spécifique des exploitations les plus exposées. Au-delà de l'aide financière, cette démarche vise à empêcher la décapitalisation des exploitations, préserver les investissements productifs et maintenir l'activité économique dans les territoires ruraux, où l'agri-

culture demeure la principale source de revenus. L'appel royal invitant les Marocains à renoncer exceptionnellement au sacrifice de l'Aïd Al-Adha en 2025 s'inscrit dans cette même logique de sauvegarde du capital animal. Dans un contexte marqué par une forte contraction des effectifs, cette décision exceptionnelle visait à limiter les prélèvements sur le cheptel et à favoriser sa reconstitution. Les premiers résultats semblent encourageants. À l'occasion de l'Aïd Al-Adha 1447, le ministère de l'Agriculture a indiqué que le cheptel national avait retrouvé une dynamique positive, avec un effectif estimé à près de 40 millions de têtes, contre 32,8 millions recensées lors de l'opération nationale d'identification menée en 2025.

Préserver les revenus du monde rural

Derrière l'ensemble de ces mesures se dessine une même priorité : protéger les revenus des populations rurales et préserver les capacités productives de l'agriculture marocaine.

Soutien aux intrants, aides directes

aux éleveurs, sauvegarde du cheptel, accompagnement financier des exploitations et renforcement des dispositifs sanitaires répondent à une stratégie globale visant à garantir la continuité de l'activité agricole tout en consolidant la sécurité alimentaire du Royaume.

Cette approche dépasse la seule gestion de la crise climatique. Elle participe à la stabilité des territoires ruraux, au maintien de l'emploi agricole et à la préparation d'une agriculture plus résiliente face aux défis environnementaux.

À travers cette mobilisation, les Hautes Orientations Royales dessinent une politique qui conjugue réponse à l'urgence et vision de long terme. En protégeant le capital productif, en soutenant les exploitants et en modernisant les mécanismes d'intervention publique, le Royaume prépare les conditions d'un redressement durable de son agriculture, tout en renforçant la résilience d'un secteur essentiel à son développement économique et social. ●



تهنئة بمناسبة عيد العرش المجيد

بمناسبة الذكرى السابعة والعشرين لتربع صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله وأيده على عرش أسلافه الميامين، يتشرف رئيس مجلس جهة الدار البيضاء-سطات، عبد اللطيف معزوز، أصاله عن نفسه ونيابة عن كافة أعضاء المجلس وساكنة الجهة، بأن يرفع إلى المقام العالي بالله أصدق عبارات التهاني وأخلص مشاعر الوفاء والولاء، مجدداً التعبير عن التعلق الراسخ بأهداب العرش العلوي المجيد.

وإذ نفتخر بما تحقق في ظل القيادة الحكيمة لجلالة الملك من إصلاحات رائدة ومشاريع تنموية بنائة، فإننا نعتنم هذه المناسبة الغالية لنؤكد تشبثنا وسعيينا الدائم إلى مواكبة رؤية جلالته السامية لتحقيق تنمية شاملة ومستدامة في ربوع الجهة وسائر أرجاء الوطن.

نسأل العلي القدير أن يحفظ جلالة الملك ويديم عليه نعمة الصحة والعافية، وأن يقر عينه بولي عهده صاحب السمو الملكي الأمير الجليل مولاي الحسن، ويحفظ الأميرة الجليلة للا خديجة ويشد أزره بشقيقه صاحب السمو الملكي الأمير مولاي رشيد، وسائر أفراد الأسرة الملكية الشريفة.

خديم الأعتاب الشريفة

عبد اللطيف معزوز

رئيس مجلس جهة الدار البيضاء - سطات





PORTS La mer au service de la puissance du Royaume

En vingt ans, le Maroc a fait de ses ports bien plus que des infrastructures de transport. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Royaume a bâti une stratégie maritime où logistique, industrie, diplomatie économique et souveraineté se rejoignent.



BADR ZAHER EL AZRAK *

Pendant longtemps, les ports étaient perçus comme de simples infrastructures de transport, chargées d'assurer le transit des marchandises entre les continents. Cette vision appartient désormais au passé. Dans une économie mondiale profondément transformée par les crises géopolitiques, les ruptures des chaînes d'approvi-



sionnement et l'accélération des transitions numérique et énergétique, les ports sont devenus des instruments de puissance économique, de souveraineté nationale et d'influence géostratégique. Le Maroc a su anticiper cette mutation et en faire l'un des fondements de son modèle de développement.

Les crises successives de ces dernières années – pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, tensions en mer Rouge ou encore rivalités commerciales entre grandes puissances – ont démontré que la maîtrise des infrastruc-

tures logistiques est devenue un facteur essentiel de résilience économique. Les États capables de sécuriser leurs chaînes logistiques et d'offrir des plateformes performantes disposent aujourd'hui d'un avantage compétitif considérable. Dans cette nouvelle géographie du commerce international, le Maroc occupe une position particulièrement favorable, au carrefour de la Méditerranée et de l'Atlantique, à proximité immédiate du détroit de Gibraltar, l'une des routes maritimes les plus stratégiques au monde.



À L'OCCASION DU 27ÈME ANNIVERSAIRE DE
LA FÊTE DU TRÔNE

LE DIRECTOIRE ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'ESITH
ONT L'ÉMINENT HONNEUR DE PRÉSENTER LEURS VOEUX LES PLUS
DÉFÉRENTS À

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

AINSI QU'À
SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN,
SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA,
SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID
ET À TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.



FÊTE DU TRÔNE 2026

27 ANS
DE VISION ROYALE

GRAND DOSSIER ■ FÊTE DU TRÔNE 2026



La Vision royale, faire des ports les piliers d'une grande ambition nationale.

Toutefois, la géographie n'explique pas à elle seule la réussite marocaine. Ce qui distingue le Royaume est d'avoir transformé un avantage naturel en un véritable projet stratégique. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, une vision de long terme a progressivement fait des infrastructures portuaires un levier de compétitivité, d'industrialisation et d'ouverture internationale. Cette approche ne s'est pas limitée à construire des ports plus modernes ; elle a consisté à bâtir un écosystème où logistique, industrie, investissement, innovation et diplomatie économique se renforcent mutuellement.

Économie de demain

Tanger Med illustre parfaitement cette transformation. Son succès ne se mesure pas uniquement au nombre de conteneurs traités ni à son classement parmi les premiers hubs portuaires mondiaux. Sa véritable réussite réside dans sa capacité à attirer des industries de pointe, à accueillir des investissements internationaux majeurs et à intégrer durablement le Maroc dans les chaînes de valeur mondiales. L'expérience de Tanger Med montre qu'un port performant n'est plus seulement un lieu de transit : il devient un moteur d'industrialisation, de création d'emplois qualifiés et de développement territorial. Cette dynamique dépasse aujourd'hui le seul complexe de Tanger Med. Les projets de Nador West Med et de Dakhla

Atlantique traduisent la volonté du Royaume de construire un réseau portuaire intégré, capable d'accompagner les ambitions économiques nationales tout en renforçant les liens avec l'Afrique et l'espace atlantique.

Cette stratégie s'inscrit dans une vision plus large de diplomatie économique, où les infrastructures deviennent des outils de coopération, d'intégration régionale et de projection internationale. Les ports ne relient plus seulement des territoires ; ils relient des économies, des chaînes de valeur et des espaces géopolitiques. Mais les défis de demain seront d'une autre nature. La compétitivité portuaire ne dépendra plus uniquement de la qualité des infrastructures physiques. Elle reposera sur la capacité à développer des ports intelligents, digitalisés, décarbonés et résilients. L'intelligence artificielle, la cy-

bersécurité, la blockchain, les carburants alternatifs, les exigences environnementales internationales et l'économie bleue redéfinissent déjà les standards mondiaux. Le Maroc dispose d'atouts importants pour réussir cette nouvelle étape, à condition de poursuivre les investissements dans le capital humain, la recherche, l'innovation et la gouvernance.

Au fond, la véritable leçon de l'expérience marocaine est qu'une infrastructure ne crée de la valeur que lorsqu'elle s'inscrit dans une vision stratégique cohérente. Les ports ne sont plus de simples équipements publics ; ils constituent désormais des plateformes où se rencontrent industrie, logistique, finance, technologie et diplomatie économique. Ils deviennent des instruments de souveraineté autant que de compétitivité. Dans un monde marqué par l'incertitude et la recomposition des échanges

internationaux, le Maroc a fait le choix d'investir dans ce qui façonnera l'économie de demain, la connectivité, la résilience et l'ouverture. En transformant progressivement ses façades maritimes en véritables pôles de création de valeur, le Royaume ne cherche pas seulement à accompagner les mutations du commerce mondial ; il affirme son ambition de devenir l'un des principaux acteurs de la nouvelle géographie économique entre l'Europe, l'Afrique et l'Atlantique. C'est sans doute là le véritable sens de la stratégie portuaire marocaine : faire de la mer non plus une frontière, mais un espace de souveraineté, de prospérité et d'influence. ●

**Professeur de droit des affaires
Chercheur en droit portuaire
Université Hassan II de Casablanca*



TOURISME

Destination Maroc
Le grand décollage

Le Maroc a franchi un nouveau palier dans son développement touristique, porté par une vision stratégique, des investissements sans précédent et l'échéance historique de la Coupe du monde 2030.

AHMED ZOUBAÏR

Après avoir traversé la crise sanitaire qui a profondément bouleversé l'industrie mondiale du tourisme, le Maroc s'impose aujourd'hui comme l'une des destinations les plus dynamiques de la Méditerranée et du continent africain. Les records de fréquentation enregistrés en 2024 et 2025, l'amélioration de la connectivité aérienne, la diversification de l'offre touristique et les préparatifs de la Coupe du monde 2030 ouvrent une nouvelle séquence : celle du renouveau.

Ce nouvel élan dépasse largement les performances statistiques. Il traduit une transformation profonde de la destination Maroc, désormais pensée comme un écosystème intégré où infrastructures, investissements, innovation, patrimoine, développement durable et qualité de service convergent vers un même objectif : inscrire durablement le Royaume parmi les vingt premières destinations touristiques mondiales. Le Maroc bénéficie aujourd'hui d'atouts rares. Sa stabilité politique, sa position géographique aux portes de l'Europe, la richesse de son patrimoine culturel, la diversité de ses paysages et l'hospitalité reconnue de sa population constituent un socle solide. À ces avantages s'ajoute désormais une stratégie publique cohérente mobilisant l'ensemble des acteurs institutionnels et privés.

Le lancement de la feuille de route touristique 2023-2026 a marqué une rupture avec les approches traditionnelles. Plutôt que de promouvoir uniquement des destinations, le Maroc met désormais en avant des expériences : tourisme balnéaire, culturel, sportif, désertique, gastronomique, bien-être, nature ou encore tourisme d'affaires. Cette logique répond aux nouvelles attentes des voyageurs internationaux, davantage en quête d'émotions et d'expériences authentiques.

La préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, puis de la Coupe du monde 2030 organisée avec l'Espagne et le Portugal, agit comme un formidable accélérateur. Les investissements concernent les infrastructures



De nouvelles destinations émergent grâce à la valorisation de leur patrimoine naturel et culturel. Les montagnes de l'Atlas, les oasis du Sud.

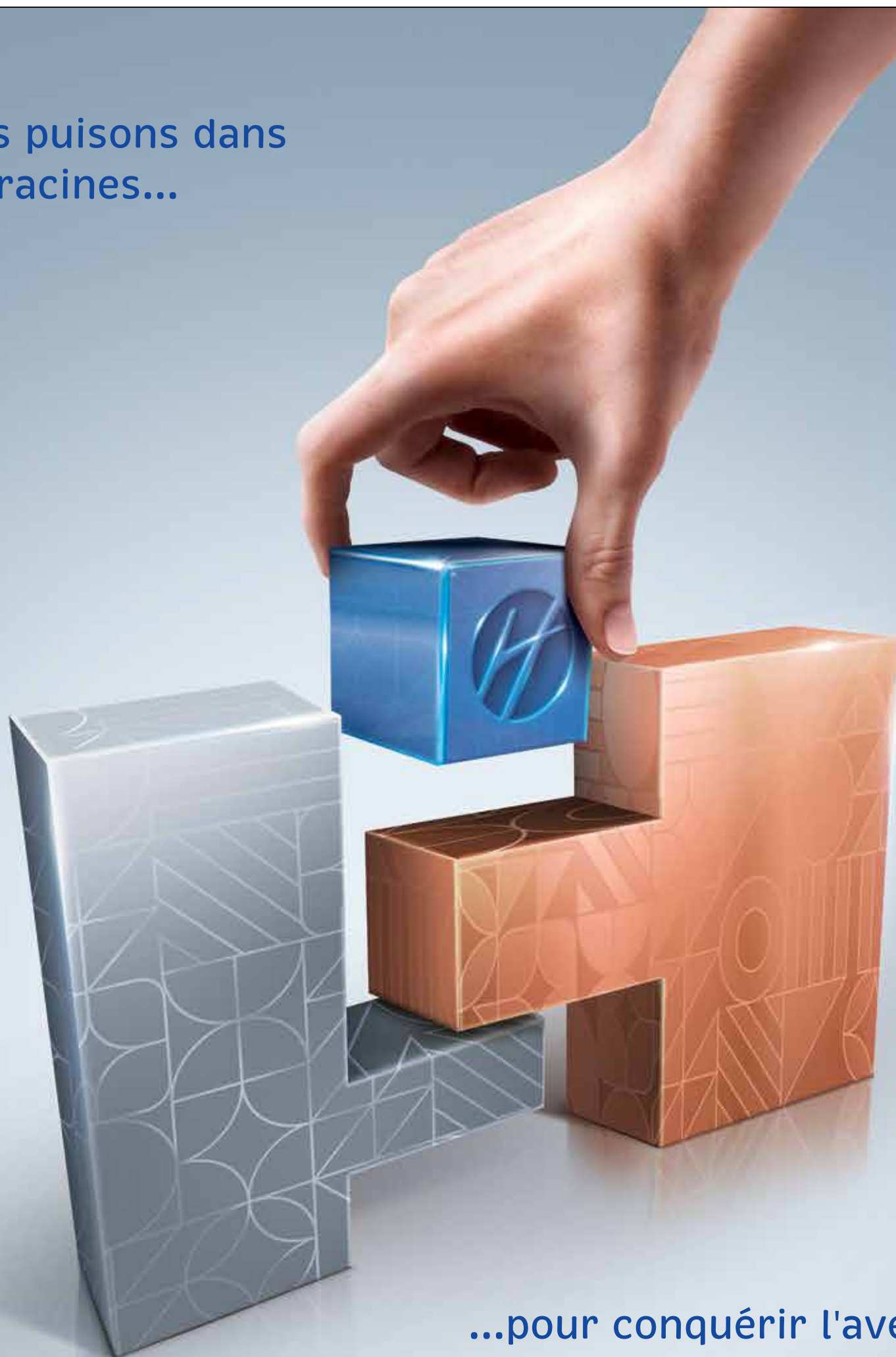
aéroportuaires, les réseaux ferroviaires, les autoroutes, les hôtels, les équipements sportifs, les centres de congrès ainsi que les espaces publics. Au-delà des événements eux-mêmes, ces réalisations laisseront un héritage durable pour les générations futures.

Forte visibilité

Cette dynamique bénéficie également aux territoires. De nouvelles destinations émergent grâce à la valorisation de leur patrimoine naturel et culturel. Les montagnes de l'Atlas, les oasis du Sud, les villages ruraux, les stations balnéaires, les médinas historiques ou encore les circuits écotouristiques participent désormais à une offre plus équilibrée, créatrice d'emplois et de revenus pour les populations locales. L'autre enjeu réside dans la qualité.

Former davantage de professionnels, améliorer l'accueil, renforcer la digitalisation, développer un tourisme responsable et préserver les ressources naturelles constituent autant de défis indispensables pour maintenir la compétitivité de la destination. Le succès touristique ne pourra être durable que s'il s'accompagne d'une montée en gamme continue. Le Maroc dispose aujourd'hui d'une fenêtre historique. Rares sont les pays qui bénéficient simultanément d'une forte visibilité internationale, d'une stabilité institutionnelle, d'une stratégie claire et d'un calendrier d'événements aussi favorable. L'enjeu consiste désormais à transformer cette conjoncture exceptionnelle en avantage structurel afin que le tourisme demeure l'un des principaux moteurs de la croissance, de l'emploi et du rayonnement du Royaume. ●

Nous puisons dans
nos racines...



...pour conquérir l'avenir

MAROC
SÉNÉGAL
BÉNIN
CÔTE D'IVOIRE

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entrepreneuriale, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

www.holmarcom.ma

